

La destruction de deux chasseurs libyens par l'aviation américaine

## Tripoli dénonce l'« agression » des Etats-Unis Washington estime l'incident clos

La dernière  
bête noire

Quelles qu'aient été les circonstances exactes de l'incident qui a coûté deux Mig-23 au colonel Khadafi, mercredi, au-dessus de la Méditerranée, qu'il se soit agi d'un acte de légitime défense de la part des pilotes américains — comme ne cesse de l'affirmer Washington — ou d'une provocation, force est de constater que tout était en place depuis longtemps pour que « quelque chose se passe ».

Depuis des mois — après une période de relative détente — les Etats-Unis avaient recommencé, lentement mais sûrement, à attirer l'attention sur celui que Ronald Reagan avait, un temps, qualifié de « fou ». D'abord à propos du terrorisme en rappelant que le traitement célèbre Abou Nidal avait trouvé refuge sur le sol libyen, puis en dénonçant, avec de plus en plus de virulence, les projets libyens de fabrication d'armes chimiques.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir, jeudi 5 janvier, pour examiner la plainte de la Libye au lendemain de la destruction de deux de ses avions militaires par l'aéronavale américaine en Méditerranée. Tandis que Tripoli dénonce l'« agression » américaine, on affirme à Washington que l'incident est clos. Le secrétaire à la défense, M. Frank Car-

lucci, a assuré que le combat aérien de mercredi est totalement indépendant du différend entre Washington et Tripoli à propos de l'usine chimique de Rabta. Seuls, la Grande-Bretagne et Israël ont justifié l'initiative des pilotes américains, tandis que les pays arabes ont dénoncé une action qui, selon eux, peut avoir des conséquences imprévisibles.

- « Pas de lien avec l'usine de Rabta » par Jan Krauze.
- « La réunion du Conseil de sécurité » par Charles Lescant.
- « Appel italien à la modération » par Patrice Claude.
- « Le jeu du chat et de la souris » par Jacques Issard.
- « Un conflit vieux de neuf ans » par Yves Heller.

Pages 3 et 5



POINT DE VUE : l'ouverture de la conférence de Paris

## Interdire l'arme chimique

La conférence sur l'interdiction des armes chimiques réunira pendant huit jours, du 7 au 11 janvier, dans le bâtiment de l'UNESCO, tous les Etats signataires du protocole de 1925 condamnant l'usage de ces armes, ainsi que de autres Etats.

par Roland Dumas  
ministre des affaires étrangères

L'année passée a vu se réaliser de grands progrès dans la voie du désarmement. Américains et Soviétiques ont commencé à réduire leurs arsenaux nucléaires. Les Européens ont établi les bases de la négociation sur la réduction des armements conventionnels, qui devrait débiter prochainement à Vienne.

Le premier rendez-vous international de l'année 1989 est

consacré au désarmement et se tient en France, en tant que dépositaire du protocole de 1925, et parce qu'elle entend aussi prendre toute sa part dans l'œuvre de désarmement.

La communauté internationale a réagi très favorablement à l'initiative prise par le président Reagan et par le président de la République, et annoncée à la tribune de l'ONU fin septembre 1988, de réunir cette conférence internationale. Plus de cent quarante Etats, plus de soixante-quatre ministres des affaires étrangères, seront présents à Paris.

Nous devons tirer le meilleur parti de cette mobilisation, sans précédent sur un tel sujet. Engagés aujourd'hui dans une course contre la montre pour éradiquer les armes chimiques, les délégués des nations réunis à

Paris ne pourront pas tout régler en cinq jours. Mais que pourront-ils faire ?

Tous les participants recommandent avec nous deux nécessités : d'abord, réaffirmer l'autorité du protocole de 1925, seul accord international prohibant l'usage des armes chimiques. Ensuite, parvenir dès que possible à une convention interdisant la fabrication, le stockage et, du même coup, toute velléité de recourir à ces armes.

Le danger est réel, insidieux, multiforme : mais nous avons les moyens d'y répondre.

Le risque est d'abord de voir s'éroder, à la suite de violations répétées, l'obligation internationale de non-usage. Celle-ci constituait, depuis plus de soixante ans, une sorte de tabou.

(Lire la suite page 5.)

Environnement, lutte contre le terrorisme, immigrés...

## M. Mitterrand défend une idée élargie des droits de l'homme

Au cours des traditionnelles cérémonies de vœux, mercredi 4 janvier à l'Elysée, M. Mitterrand a proposé aux Français un vaste programme d'action en faveur des droits de l'homme.

Elargissant les propos qu'il avait tenus dans ses vœux du 31 décembre à la télévision, le président de la République a exprimé la volonté que les pays progressent dans le respect des droits définis par le préambule de la Constitution de 1946.

Si le gouvernement est défaillant par « déficit d'explication », comme on dit, M. Mitterrand ne l'est pas. Ses vœux du 31 décembre sur la défense des droits de l'homme et l'introduction dans la loi de nouveaux droits pour les immigrés, puissamment relayés par les propos qu'il a tenus, mercredi 4 janvier à l'Elysée, sur l'analyse comparative des droits contenus dans le préambule de la Constitution de 1946 et d'une situation qui, en regard de ce texte quadragénaire, n'est pas satisfaisante, combient cette défaillance supposée.

Les socialistes n'ont plus grand-chose à démontrer sur leurs capacités de gestion économique. Pourtant, M. Rocard, malgré sa réputation en ce domaine, se comporte comme s'il avait encore tout

à prouver. Il ne sort pas de la gestion, dont il vante la « noblesse », et c'est ce que lui reprochent une partie des socialistes. M. Mitterrand, lui, déplace le terrain de l'explication vers la conviction et trace, en quelque sorte, un « grand dessin » : le respect, en France, de droits trop souvent ignorés ou délaissés ; la conquête de nouveaux droits.

L'entourage du président de la République se plaignait que la presse n'ait vu dans les vœux présidentiels du 31 décembre qu'une opération de tactique politicienne. M. Mitterrand aurait en somme utilisé les immigrés à des fins électorales, singulièrement municipales.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Un sondage SOFRES pour « le Monde »

### M. Le Pen en perte de vitesse

L'adhésion aux idées du président du Front national est en régression

PAGE 9

### M. Vigouroux exclu du PS

Le maire de Marseille maintient sa candidature aux municipales

PAGE 28

### Succès d'Airbus aux Etats-Unis

La compagnie Braniff commande cinquante A-320 et prend une option sur cinquante autres appareils

PAGE 24

### La succession Canson

M<sup>me</sup> Pesnel charge M<sup>r</sup> Lombard

PAGE 10

### La rigueur en Argentine

Restriction draconienne de la consommation d'électricité

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve en page 28

Le Théâtre national de Strasbourg dans la capitale tchécoslovaque

## Redoux frileux à Prague

Le Théâtre national de Strasbourg a joué à Prague à la fin de l'année passée « l'Amphitryon » de Molière. Une étape dans les relations culturelles entre les deux pays, au moment où les Tchécoslovaques, refusant le désespoir qu'évoquent les signes de la liberté.

A Prague, où l'histoire, plus qu'ailleurs, se lit dans l'architecture, le Théâtre national est le symbole de l'identité tchèque. C'est dans ce bâtiment de style néorenaissance, inauguré en 1883, que pour la première fois la langue tchèque eut droit de cité, puisque jusqu'alors, seul l'allemand était autorisé. Il est flanqué aujourd'hui d'une vaste et luxueuse construction d'un modernisme impersonnel, la Nova Scena, où le TNS a présenté, pour deux soirs, Amphitryon, de Molière, dans la mise en scène de Jacques Lassalle (le Monde du 26 mars 1988).

Deux mille personnes travaillent dans ce vaste complexe — Théâtre national et Nova Scena — qui regroupe opéra, ballet et théâtre. La troupe permanente de la Nova Scena est composée de soixante comédiens. On y pratique bien sûr, l'alternance. Le répertoire est privilégié. Cette saison, Shakespeare (Henri IV, Peines d'amour perdues), Gorki

et, pour le 1<sup>er</sup> janvier, la Kerresse des cordonniers, une farce de Josef Kajetan Tyl, acteur, auteur, metteur en scène et homme politique, né au début du dix-neuvième siècle. Une chanson tirée de cette farce — « Où est ma patrie ? — deviendra l'hymne national tchèque.

ODILE QUIROT.

(Lire la suite page 18.)

### Le Monde

LIVRES

■ « Les Jours de notre mort », de David Rousset on le livre du malheur absolu. ■ La cruauté douce d'Hector Bianciotti ; Jean-Philippe Toussaint ou l'art du minimum vital. ■ La rentrée littéraire de janvier : romans, essais, documents. ■ Philosophie : la folie de Nietzsche ; Simone Weil, militante de la vérité. ■ Histoire : de la chute du roi à l'abandon de Dien. ■ Edmond Charles-Roux à la recherche d'Isabelle Eberhardt. ■ La chronique de Nicole Zand ; Albert Londres.

Pages 11 à 16

### Le Monde DE L'EDUCATION

ENQUETE  
LE NIVEAU MONTE

■ Les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier.  
■ Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées.

EXCLUSIF  
UN ENTRETIEN AVEC  
MICHEL ROCARD

La réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIETE  
LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans. Les profs se sentent-ils dévalorisés ?

SUPERIEUR  
LES JEUNES CHERCHEURS

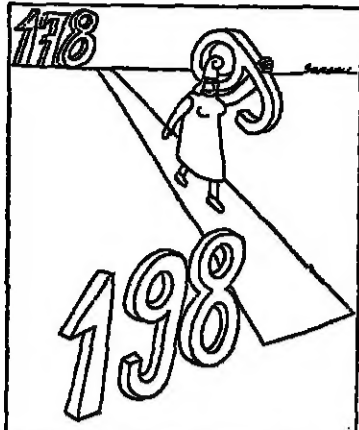
Dans le cadre du CNRS, dans un laboratoire d'université ou dans une entreprise, quel est le quotidien des jeunes chercheurs ?

NUMERO DE JANVIER, 116 PAGES  
En vente chez votre marchand de journaux

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 6.000 L.L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 235 F CFA ; Suisse, 1,80 S. ; USA (cont.), 2 \$.



# Débats



## BICENTENAIRE

### Au nom des Lumières...

par

JEAN-MARIE BENOIST (\*)

ment exceptionnels. On peut toutefois se demander si les catastrophes qui se sont abattues sur l'Occident n'ont pas aussi leur origine... On a mis dans la tête des gens que la société relevait de la pensée abstraite, alors qu'elle est faite d'habitudes, d'usages, et que, en broyant ceux-ci sous les meules de la raison, on pulvérise des genres de vie fondés sur une longue tradition, on réduit les individus à l'état d'atomes interchangeables et anonymes. La liberté véritable ne peut avoir qu'un contenu concret. (1)

**L**E président de la République, en annonçant dans son discours à la Sorbonne de 1987, que la Révolution allait être « commémorée comme un bloc », selon le mot de Clemenceau, aurait-il commis un péché contre l'esprit ?

Autant, en effet, il est souhaitable de donner tout son lustre à la célébration du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, acte de naissance d'un respect juridique et constitutionnel de la personne ardemment souhaité par la nation et le roi unis dans la même ferveur, autant il serait déplacé aux yeux de l'Europe et du monde qu'aujourd'hui notre pays, sous la houlette de son président, se laisse aller à commémorer les épisodes barbares et sanglants qui font tache dans notre histoire, ces événements de la Terreur, de la déclaration de guerre à toute l'Europe. Ce délire meurtrier sévit de 1792 à 1794 et se prolonge au-delà par la cruauté des guerres napoléoniennes, dont aujourd'hui encore maint peuple garde le sinistre souvenir : le massacre des Espagnols par l'armée impériale est, par exemple, loin d'être oublié, et il serait sans doute frivole de nier qu'il a sa source dans la fièvre révolutionnaire par laquelle la France, s'isolant de l'Europe, s'engagea dans un conflit majeur qui l'opposa aux autres nations européennes et lui fit croire qu'elle était en état de siège permanent.

#### Terrorisme d'Etat

S'il est, en effet, inconcevable que l'on commémore la Révolution française « en bloc », c'est qu'elle est déchirée d'une infranchissable ligne de démarcation entre l'apport humanitaire, issu des Lumières, que représente le texte de 1789 et le dérapage sanglant qui s'amorça en 1791, culmina en 1792 et 1793, et donna le pire exemple au monde en bafouant les principes et les valeurs précieusement énoncés dans la Déclaration des droits. Que celle-ci soit commémorée, soit : quant à la période de la Terreur, il convient surtout que l'on se la remémore... et que les Français puissent, en toute lucidité, poser à leur histoire les questions sans concession qui apporteront des réponses à cette énigme de la folie sanguinaire qui s'est emparée de notre pays, et a inauguré les formes de barbarie les plus achevées, que les monstruosités nazies et stalinienne du vingtième siècle se sont empressées d'imiter ou dans la référence desquelles elles ont su puiser leur justification.

Sachons d'abord écouter l'avertissement que nous a donné Claude Lévi-Strauss à la veille de 1989 : « La Révolution a mis en circulation des idées et des valeurs qui ont fasciné l'Europe, puis le monde, et qui procurèrent à la France, pendant plus d'un siècle, un prestige et un rayonne-

ment exceptionnels. On peut toutefois se demander si les catastrophes qui se sont abattues sur l'Occident n'ont pas aussi leur origine... On a mis dans la tête des gens que la société relevait de la pensée abstraite, alors qu'elle est faite d'habitudes, d'usages, et que, en broyant ceux-ci sous les meules de la raison, on pulvérise des genres de vie fondés sur une longue tradition, on réduit les individus à l'état d'atomes interchangeables et anonymes. La liberté véritable ne peut avoir qu'un contenu concret. (1)

Empruntant au kantisme et à la pensée des Lumières ce mouvement qui nous permettra d'exercer une interrogation critique sur la mythologie révolutionnaire. Le Bicentenaire de 1789 nous apparaît alors comme l'occasion inespérée de resituer la Déclaration des droits dans son contexte, et de repudier solennellement les actes de barbarie des terroristes d'Etat.

La Déclaration des droits de l'homme demeure un texte inaugural, une charte du respect de la personne dont le mérite est de faire passer à l'universel les clauses philosophiques et juridiques qui énoncent des libertés et des prérogatives dont chaque individu est porteur : l'égalité en droit, la liberté de conscience, d'expression, de participation à la vie de la cité, le droit de propriété, et tant de libertés publiques garanties par la loi sont ici proclamées solennellement comme des droits fondamentaux inhérents à la personne humaine.

Entre le Bill of rights qui accompagna la Constitution américaine de 1787 et la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, notre déclaration de 1789 a offert le passage à l'universalité, l'amplification de l'enjeu, la définition d'un critère universel dont puisse se réclamer tout

homme persécuté, quel que soit son rang, quelles que soient sa société, sa culture ou sa condition sociale. Nous devons donc commémorer avec respect ce texte, sans oublier qu'il n'est pas tout armé du cerveau des constituants, mais qu'il a été précédé, au temps des Lumières, de toute une série d'approches et d'esquisses ou de modèles : la Constitution des Etats-Unis, l'édit de tolérance de la monarchie française vis-à-vis des juifs élaboré par Malesherbes à la demande du roi Louis XVI, et l'abolition par ce même Louis XVI de la torture dans les tribunaux, ce qui avait pour effet de nous rapprocher de l'habeas corpus des Britanniques. Au nombre des éléments qui ont précédé et influencé la Déclaration française des droits, il faudrait ajouter, dans un souci de scrupule historique, les catéchismes de diocèse, dont la rédaction, tout empreinte de la tradition judéo-chrétienne de respect de la personne humaine, a servi de matrice à l'écriture de maint article de notre texte.

Le contraire, donc, d'une table rase. Un commencement, un saut qualitatif, mais qui s'est précédé lui-même dans les actes et les textes de la monarchie et des Lumières.

#### Les noces du machinisme et du meurtre

Et c'est à ce contexte que l'histoire devra rendre justice, sous peine de retomber dans les travers de la mythologie aveuglante. Mais, avec autant d'honnêteté, il convient que la France de 1989 reconsidère de façon critique les exemples désastreux que notre pays a donnés au monde au cours et à partir de la période 1792-1794 : prototypes et archétypes de toute terreur révolutionnaire et de tout despotisme moderne, les gestes et les actions accomplis par la Convention montagnarde et le Comité de salut public doivent être relus sans complaisance. L'extermination des nobles et des membres du clergé qui avaient refusé la constitution civile de l'Eglise s'apparente à une solution finale.

Vouloir tuer tous les membres d'une catégorie sans exception, les aristocrates, plus tard les juifs, lors du Troisième Reich, c'est la forme récurrente du génocide, avec son cortège de délations. La loi des suspects établie par la Terreur préfigure le type de persécution repris par la Tchèque sous Lénine et prolongé par Staline et le Goulag. Le massacre des Vendéens : « Tuez les tous, bleus et blancs, hommes, femmes, enfants » est la préfiguration du Cambodge de Pol Pot. Quant aux massacres de septembre, ils annoncent de manière crépusculaire les atrocités des ayatollahs. La Révolution française, par la généralisation de la guillotine, invente les noces du machinisme et du meurtre politique, comme a

(\*) Philosophe, écrivain, vice-président du Club 89.

su le montrer Laurent Dispot dans un livre des années 1970 (2).

On passe de l'âge de l'artisanat (Damien, la pendaison, la hache) à celui de l'industrie de la décollation. Les charrettes préfigurent les abattoirs modernes : Dachau, Katyn, la Lublianka.

Le dérapage de la princesse de Lamballe, amie de Marie-Antoinette et présidente de la Fédération des Loges maçonniques, par une foule ivre de sang, le calvaire spirituel autant que matériel de la reine Marie-Antoinette et de la famille royale lentement dégradée, souillée dans sa dignité (« J'en appelle à toutes les mères »), annoncent la manière dont les camps de rééducation marxistes-léninistes du Vietnam révolutionnaire traitent les bourgeois et les nantis.

Le martyre des carmes massacrés en 1792 témoigne de l'acharnement de la persécution antireligieuse dont était porteur le dessein révolutionnaire, en dépit, ou à cause, de ce culte d'un être suprême abstrait qui bafouait en le moquant le Dieu personnel de la tradition. Car c'est bien contre la personne humaine ou divine que l'on s'acharnait.

Et que l'on ne serve pas l'argument de la statistique : deux cent ou trois cent mille morts vendus face à six millions de juifs ou aux quarante millions de victimes du stalinisme peseraient moins, paraît-il, dans les balances de l'Histoire... Ce qu'il importe de percevoir aujourd'hui, lors de ce Bicentenaire, c'est que la matrice est la même que celle de l'oppression sanglante opérée par le national-socialisme, le marxisme, le léninisme, le stalinisme, les soviétiques en Afghanistan ou les Khmers rouges : il s'agit, comme au cours de la Révolution française archétypale, de se repaître d'une idéologie de la table rase, d'une vision prométhéenne du commencement absolu qui justifierait toutes les atrocités. « La liberté ou la mort ! ».

C'est au nom de tels apophorismes, mettant en scène comme des figures de carton pâte les grosses lures creuses d'un carnaval sanglant et gogard, que l'on finit par glorifier la pire barbarie au nom de la raison. J'ose espérer que Jean-Noël Jeanneney, lorsqu'il qualifie de « bavures » les meurtres en série commis par la Révolution française (3) basardait là l'une de ces boutades dont l'esprit normalien est friand.

Si la Révolution française était commémorée comme un bloc, si l'on donnait à la jeunesse Marat, Danton, Robespierre, Saint-Just, Fouquier-Tinville et le savetier Simon, destructeur du dauphin Louis XVII, comme héros à admirer, nous aurions franchi encore un pas dans la descente vers le cynisme absolu, sur la pente duquel nous commençons à nous illustrer en ce crépuscule de notre pays.

(1) Claude Lévi-Strauss, *De près et de loin*, entretiens avec Didier Éribon, Ed. Odile Jacob, 1988.

(2) Laurent Dispot, *La Machine à terreur*, Grasset.

(3) Jean-Noël Jeanneney, *In la Rue des Deux Mondes*, décembre 1988.

## IMMIGRÉS

### Oui, l'intégration

Par AREZKI DAHMANI (\*)

**P**LUS d'un million et demi de citoyens français sont d'origine maghrébine. Le réalisme politique — sinon la responsabilité morale envers cette communauté — aurait dû conduire les partis politiques à considérer celle-ci avec intérêt. Mais le discours ambigu qu'on leur a proposé d'entre eux n'a pas résisté à l'offensive simpliste mais efficace de l'extrême droite. Les principaux partis ont été écartelés entre leurs convictions profondes et la tentation de profiter d'une redistribution des cartes.

Les jeunes d'origine étrangère font partie de la jeunesse française, ils ont choisi de vivre en France et de participer à la vie française, aux niveaux politique, économique et social. Il faut que cette jeunesse sorte du ghetto et de la marginalité, qu'elle s'arrache au fatalisme qui ne fait que renforcer l'ignorance dans laquelle elle est maintenue. La France de 1989 doit préparer l'Europe de 1993 en engageant d'urgence une politique d'intégration ambitieuse, généreuse, et sans complaisance. Il est temps de se mettre au travail et de cesser d'utiliser les étrangers comme un gadget à chaque rendez-vous électoral.

La tendance est à l'amalgame entre les étrangers et leurs enfants. Les enfants sont naturellement français ou le deviendront à leur majorité. Les étrangers restent, quant à eux, attachés à leur pays d'origine. Ils veulent vivre dans leur pays d'accueil, la France, d'une manière digne.

Dans toutes les démocraties modernes, le droit de vote aux étrangers devrait être une évidence. Cependant, aux obstacles psychologiques qui caractérisent l'opinion publique française, s'ajoute l'obstacle constitutionnel (article 3 de la Constitution). Aussi les Français ont-ils du mal à relever le défi que leur lancent leurs concitoyens, nés de parents ou de grands-parents étrangers.

Aujourd'hui, pour France Plus, le droit de vote des étrangers est un faux problème, une fuite en avant. Nous proposons de geler la question pendant la période préélectorale, afin que l'on pranne en compte les vrais problèmes des étrangers.

Que veulent ces étrangers ? D'abord, bénéficier de conditions de travail, de logement, d'accès à la protection sociale identiques à celles dont bénéficie n'importe quel citoyen français. Ensuite, que les papiers qui leur sont nécessaires leur soient délivrés dans les meilleurs délais et d'une façon digne. Enfin, que leurs enfants réussissent dans la société française.

Une fois les vrais problèmes attaqués, et en laissant le temps au temps, on pourra réfléchir au droit de vote des étrangers.

Les jeunes Français d'origine maghrébine se sont inscrits massivement sur les listes électorales ces dernières années. Tous les démocrates qui veulent donner le droit de vote aux étrangers n'ont qu'à faire inscrire les enfants de ces immigrés sur ces listes. Ces jeunes Français seront les meilleurs avocats de leurs parents.

Le code de la nationalité est discriminatoire, injuste et humiliant. Il ne devrait y avoir aucune différence entre un enfant français né de parents français sur le territoire français, et un enfant né de parents étrangers sur le territoire français. Pour une plus grande stabilité psychologique et une meilleure préparation à l'intégration dans la société française, il est indispensable d'accorder la nationalité française à l'enfant dès sa naissance (ou à l'âge de deux ans pour éviter tout abus).

D'autre part, il faudrait clarifier et simplifier les procédures de naturalisation. Seuls les actes relevant de la grande criminalité devraient pouvoir être retenus comme critères d'opposition à la nationalité française.

Nous souhaitons vivement que la « loi Pasqua », dont les dispositions répondent plutôt à des préoccupations de lutte contre le terrorisme qu'à la gestion de la population étrangère vivant en France, soit abrogée. L'expulsion d'enfants nés sur le territoire français, quel qu'en soit le motif, est inadmissible. La France doit avoir la même justice pour tous.

France Plus demande enfin au gouvernement français de rassembler, dans les meilleurs délais, les camps de la honte où vivent encore aujourd'hui, et depuis vingt-cinq ans, dans des conditions inhumaines, les harkis. Il faut rassembler, sur place, avec eux. La France a une dette vis-à-vis des harkis. Elle doit leur donner, dès aujourd'hui, des conditions de vie décentes.

Longtemps, nous, Français d'origine étrangère, avons été réduits au silence, réduits à être assistés ou refoulés dans les banlieues de la crise, subissant de plein fouet toutes les discriminations. Un jour, ces enfants, lassés de subir, ont décidé de construire, d'innover, de changer la vie. Nous avons décidé de faire de l'intégration politique des jeunes Français d'origine étrangère le moteur de notre combat. Nous sommes sur la bonne voie. Celle d'une France, d'une Europe de l'égalité et de la nouvelle citoyenneté.

(\*) Président de France Plus.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts. Rédacteur en chef : Daniel Vermet. Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - TAPES LEMONDE code d'accès ABO

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

## ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde AFFAIRES

### SPORTS D'HIVER LA STRATEGIE DES STATIONS FRANÇAISES

Comment, à quatre ans des J. O. d'Albertville, les stations de sports d'hiver rivalisent d'équipements sophistiqués pour séduire les skieurs, notamment étrangers.

Egalement au sommaire :

► Automobile : la coopération européenne face à la concurrence américano-nippone.

► Une chaîne de télévision payante au Maroc.

► Le boom du travail temporaire.

Demain dans Le Monde

Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.



# Etranger

## La destruction de deux chasseurs libyens par l'aviation des Etats-Unis

La destruction de deux chasseurs libyens par l'aviation américaine, mercredi, a immédiatement suscité des mises en garde teintées d'inquiétude dans le monde, ainsi que de vives condamnations de la part de Moscou et des pays arabes. En Israël, cependant, M. Shimon Peres, le ministre des finances, a félicité la marine américaine, et le porte-parole de M. Itzhak Shamir, premier ministre, a affirmé que son pays n'avait aucune raison de douter des explications officielles américaines sur cet incident. A Londres, le Foreign Office a estimé qu'il était clair que les appareils américains « ont agi en état d'autodéfense ».

A Moscou, les journaux soviétiques ont rapidement fait état de la destruction des deux avions libyens, tandis qu'un responsable gouvernemental estimait que toute attaque non provoquée contre la Libye mériterait une condamnation mondiale à laquelle se joindrait Moscou. La Pravda indiquait mercredi — avant le déroulement de l'incident — qu'une attaque américaine en Libye pourrait relancer la tension en Méditerranée et affirmait que les Etats-Unis cherchaient à détourner

l'attention des propositions de désarmement formulées par M. Gorbatchev le mois dernier aux Nations unies. Le quotidien militaire Krasnaia Zvezda écrivait mercredi, pour sa part, que « la campagne antilibyenne constitue une régression de la politique de la canonnière » à laquelle les Etats-Unis ne veulent pas renoncer. Jeudi, le journal de l'Armée rouge a qualifié l'opération américaine d'acte « de banditisme et de piraterie ».

Dans les pays arabes, la condamnation est quasi générale. La première réaction officielle est venue de la Ligue arabe. Son secrétaire général, M. Cheddi Kibi, a estimé qu'il s'agissait d'une « agression extrêmement grave », dictée par une « fausse perception par les Etats-Unis de leur rôle quant au règlement des problèmes internationaux ». Il a demandé à Washington de mettre fin aux « provocations à proximité des côtes libyennes », ajoutant que toute escalade aurait des « conséquences néfastes » sur les relations américano-arabes. Alger a estimé que cet acte

« constitue une agression qui doit être condamnée » et a assuré « le peuple libyen frère de son soutien ». L'Irak a vigoureusement dénoncé une opération qui mettrait en danger « la sécurité mondiale ». Des réactions presque identiques ont été exprimées dans d'autres pays arabes, dont la Syrie et le Yémen du Nord.

Au Caire, M. Yasser Arafat, le président de l'OLP, a estimé qu'il s'agissait d'une « affaire très sérieuse » qui aurait des conséquences négatives sur le processus de paix au Proche-Orient. Le ministre des affaires étrangères égyptien, M. Essam Abdel Meguid, s'est contenté pour sa part d'affirmer que son pays était « opposé à l'escalade de la violence dans la région ».

L'Iran a également apporté son soutien à la Libye (un des rares pays arabes avec la Syrie à avoir aidé Téhéran dans sa guerre avec l'Irak, affirmant que la République islamique appuyait Tripoli « contre toute menace provenant de l'arrogance mondiale, en particulier celle de Washington ».

Aux Nations unies, M. Perez de Cuellar a « regretté l'incident » et a émis l'espoir que les deux parties « feront preuve de retenue afin de ne pas faire monter les tensions prévalant dans la région ». Pays riverains de la Méditerranée, l'Espagne et la Grèce ont fait part de leurs « vives préoccupations », affirmant que de tels actes « créent des conditions pour une escalade de la tension entre les deux pays avec des conséquences imprévisibles ». Les Pays-Bas ont « regretté profondément » l'incident. Enfin, les pays membres de la CEE ont entamé des consultations dans le cadre de la coopération politique européenne en vue de coordonner leur position, mais on ignore encore si une déclaration commune sera publiée.

A Paris, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a exprimé l'espoir que la tension en Méditerranée ne monterait pas et que les incidents américano-libyens ne feraient pas « dévier la conférence de Paris sur le désarmement chimique de son ordre du jour et de ses objectifs ».

## Washington affirme que l'incident n'a rien à voir avec le contentieux sur l'usine chimique

### Le jeu du chat et de la souris

En Méditerranée orientale, entre la Crète et la côte libyenne, la marine américaine, autour du porte-avions John F. Kennedy, présent depuis bientôt six mois d'affilée dans la zone, et l'armée du colonel Kadhafi sont rendues nerveuses depuis les accusations de Washington contre l'usine de Rabta. L'incident aérien du mercredi 4 janvier au-dessus des eaux territoriales internationales, à quelque 80 kilomètres au sud de Kennedy et à quelque 130 kilomètres au nord de la côte de Tobrouk, en est une illustration.

Tout s'est passé comme si, en effet, les deux Mig-23 libyens et les deux F-14 américains s'étaient cherchés et, finalement, trouvés, les premiers en voulant protéger leur porte-avions qu'ils croyaient menacés par les seconds. En patrouille dite de

vent toutes les évolutions de leur cible et transmettent, en permanence, des ordres aux missiles qui leur sont associés pour les propulser constamment sur l'objectif éventuel.

### L'arrivée des « canions à bombes »

Dans ce jeu du chat et de la souris, le F-14, dont l'un des deux occupants est en situation de conduire des opérations de guerre électronique, pour tenter de faire se « décrocher » le radar adverse. Pour mieux apprécier, de ce fait, les velléités agressives ou non de l'intrus. En la circonstance, on ignore si les pilotes américains ont cherché ou non à mettre à l'épreuve les pilotes libyens. Quel qu'il en soit, les F-14 ont estimé être l'objet de manœuvres hostiles et répétés

WASHINGTON  
de notre correspondant

« L'incident est clos », et il n'avait « absolument rien à voir » avec le contentieux libyen sur l'usine chimique de Rabta, à produire des gaz de combat : tel est le double message qu'on répète sans relâche les divers porte-parole de l'administration Reagan dans les heures qui ont suivi, mercredi 4 janvier, la destruction en vol de deux chasseurs libyens par deux F-14 américains, au-dessus des eaux internationales, entre la Crète et la côte libyenne.

Loin de bomber le torse, comme ils l'ont souvent fait dans le passé face à leur ennemi favori le colonel Kadhafi, les responsables de l'administration s'appliquent cette fois à faire preuve d'une modération verbale, qui trahit peut-être un certain

perce comme menaçants. C'est alors que le chef de la patrouille américaine aurait décidé de tirer (sans avertissement préalable), quatre missiles au total (d'abord trois Sidewinders, tirés par un F-14, puis un missile de type Phoenix, tiré par un autre F-14) sur les deux avions libyens, qui ont tous les deux été abattus, sans que, apparemment, aucun d'entre eux n'ait fait usage de ses armes.

L'« affrontement » a eu lieu à distance, l'un des chasseurs a été touché, selon les premiers rapports, alors qu'il se trouvait à 20 kilomètres des appareils américains, et le second à une distance de 10 kilomètres. Deux parachutes ont été aperçus (les Mig-23 sont monoplace, alors que les Tomcats sont biplaces), mais les Tomcats sont manœuvrés par deux hommes), et un hélicoptère libyen a, semble-t-il, entrepris des opérations de sauvetage.

M. Carlucci a insisté sur le fait qu'au moment de l'incident les deux avions américains se trouvaient à quelque 100 kilomètres de l'usine chimique controversée de Rabta, et qu'il n'y avait eu aucune espèce de provocation de la part des Etats-Unis. En 1981, au contraire, des avions américains avaient volontairement pénétré dans le golfe de Syrte, l'affaire s'étant conclue par la destruction de deux chasseurs libyens, et en 1986 des manœuvres américaines dans le golfe de Syrte s'étaient soldées par la destruction de trois vedettes libyennes.

Selon le secrétaire de la défense, les « manœuvres de routine » auxquelles procédaient la flottille américaine au sud de la Crète n'avaient « rien à voir avec les spéculations excessives concernant l'usine chimique ». Prê de préciser sa pensée, M. Carlucci a évoqué des informations de presse qui avaient prétendu que le Pentagone des intentions on des plans dont lui-même « ignorait tout ». Certains médias américains ont, en effet, affirmé ces jours derniers que les Etats-Unis envisageaient la destruction de l'usine de Rabta à l'aide de missiles lancés depuis la mer.

Comme on rappelait à M. Carlucci que le président Reagan lui-même avait récemment refusé d'exclure une action militaire contre la Libye, le secrétaire à la défense a paru mettre en doute cette déclaration.

Dans son édition de jeudi 4 janvier, le Washington Post affirme d'ailleurs, en citant un officiel non identifié, que M. Reagan, après avoir envisagé l'hypothèse d'une attaque contre la Libye, avait finalement rejeté cette idée. Le président américain, qui se trouvait à ce moment dans sa nouvelle maison de Los Angeles, a été réveillé une heure après l'incident, soit à 3 heures du matin, heure de Californie, — alors qu'en 1981, lors du premier affrontement américano-libyen, on l'avait laissé dormir, ce qui, à l'époque, avait fait scandale.

Même si l'on admet sans réserve la version américaine des faits (l'incident n'a pas été « provoqué » et n'a rien à voir avec l'affaire de l'usine chimique), force est de constater que cet épisode survient à un moment où les Etats-Unis ont volontairement « mis la pression » sur le colonel Kadhafi.

### Un adversaire idéal

En principe, l'objectif poursuivi par Washington est clair : empêcher ce personnage « irresponsable » (l'expression est de M. Reagan) d'être en mesure de produire d'importantes quantités d'armes chimiques qui pourraient constituer un grave danger pour la région (et un grave danger pour Israël). Mais on ne peut pas tout à fait exclure que d'autres éléments expliquent la grande fermeté manifestée en la circonstance par les Etats-Unis.

La récente ouverture d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP, même si elle a apparemment été assez bien admise par l'opinion et la classe politique, a néanmoins provoqué un choc, des inquiétudes et des réticences. S'en prendre, à travers le colonel Kadhafi, à la vaste et vague catégorie du « terrorisme arabe », peut sembler particulièrement adéquat pour « compenser » en quelque sorte l'ouverture en direction de l'OLP, et rappeler que l'administration n'a pas renoncé à ses principes, d'autant plus que le récent attentat contre le Boeing de la Pan Am est venu cruellement rappeler à l'opinion la persistance du terrorisme, même si les responsables n'ont pas été clairement identifiés.

A cet égard, le colonel Kadhafi reste une sorte d'adversaire idéal, de cible privilégiée — parce que ses malheurs n'émouvent pas grand

monde, et qu'il fait figure, aux yeux des Américains, d'épouvantail à la fois grotesque et dangereux.

On pourrait aussi expliquer l'attitude américaine par l'aversion profonde, et avouée, que le président Reagan et ses principaux collaborateurs nourrissent à l'endroit du colonel Kadhafi, vite soupçonné de tous les crimes. Ainsi le raid contre Tripoli et Benghazi, en 1986, avait d'abord été présenté comme une réponse à l'organisation par la Libye d'un attentat contre une discothèque fréquentée par des soldats américains à Berlin, mais par la suite les Etats-Unis ont laissé entendre que les vrais responsables étaient plutôt liés à la Syrie.

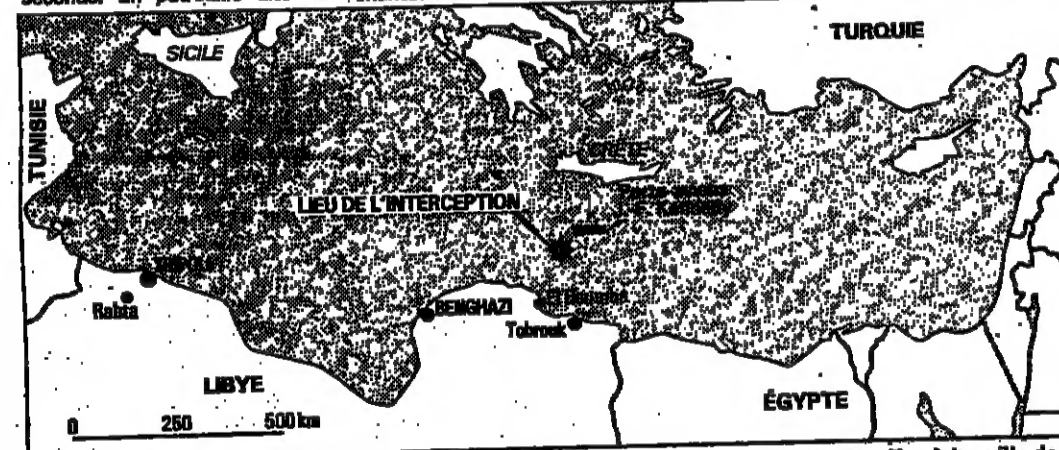
En toute hypothèse, et aussi avérée que puisse être l'hostilité des Américains à l'égard du colonel Kadhafi, le résultat le plus probable de l'incident aérien de mercredi devrait être un relâchement de la pression exercée par Washington sur Tripoli, relâchement déjà sensible dans le ton des déclarations faites dans la capitale américaine. Le porte-parole du département d'Etat a été, il est vrai, particulièrement évasif quand on lui a demandé avec insistance si les Etats-Unis envisageaient le démantèlement de l'usine de Rabta.

Après avoir fait parler la poudre, Washington ne peut plus guère brandir de nouvelles menaces sans risquer de conforter son image « d'agresseur », et par la même occasion conforter M. Kadhafi dans le rôle de la « victime ». A cet égard, et si l'objectif de Washington était vraiment de mettre le holà aux aventures chimiques du turbulent colonel, l'incident de mercredi est plutôt inopportun.

Au moins cet épisode dramatique et, plus encore, l'offensive diplomatique et médiatique qui l'a précédé, auront-ils servi de rappel : une administration finissante n'est pas une administration finie, et celle-ci tout particulièrement.

Même s'ils ne sont plus au pouvoir que pour quinze jours, MM. Reagan et Shultz continuent à batailler pour changer la face du monde, ne serait-ce qu'en tentant de la nettoyer d'une usine qui leur déplaît tout particulièrement. Faute, peut-être, de pouvoir se débarrasser du « propriétaire » de l'usine.

JAN KRAUZE.



routine dans une région où la tension monte, aucun avion ne s'offrirait le luxe d'être inoffensif et, donc, chacun des intervenants potentiels est normalement armé.

Equipé d'un canon de 20 millimètres, le F-14 peut transporter jusqu'à huit missiles air-air Sidewinder ou Sparrow. Doté d'un canon de 25 millimètres, le Mig-23 embarque jusqu'à six missiles air-air aux performances plus limitées.

Les pilotes des F-14, dont on ignore les règles d'engagement du feu dont ils disposent, compte tenu des circonstances et de la liberté de manœuvre tolérée par l'état-major en opérations, ont affirmé après coup qu'ils s'étaient trouvés face à des Mig-23 aux évolutions jugées menaçantes. A plusieurs reprises, ont-ils indiqué dans leur premier compte rendu, ils ont changé de cap, modifié leur vitesse et leur attitude pour constater qu'ils étaient serrés de près, dans toutes leurs évolutions, par les Libyens.

A bord des F-14, en effet, sont embarqués des récepteurs qui captent les émissions électromagnétiques adverses. Des indicateurs lumineux ou sonores, selon les cas, font apparaître qu'un radar étranger à la manœuvre, au sol ou en vol, est pris en compte dans le radar. En substance, cela veut dire que les F-14 américains ont décelé qu'ils étaient « accrochés » par les radars des Mig-23, qui su-

des Mig-23, leurs récepteurs d'émissions électromagnétiques étant en mesure d'identifier et de classer, selon des priorités, les diverses menaces possibles.

Ceci peut expliquer que les pilotes américains, constamment pistés et pris en permanence pour cibles potentielles, se soient considérés comme en état de légitime défense.

La tension dans la région, depuis les accusations américaines contre l'usine de Rabta, est telle que les pilotes des deux camps ne décollent pas comme des « touristes », pour reprendre une expression souvent utilisée par les militaires en opérations. Les avions ne sont pas inertes et leurs équipages savent que leurs missions peuvent, en quelques instants, revêtir un caractère plus offensif que défensif. Le Kennedy est, aujourd'hui, entouré d'une douzaine de navires d'escorte.

Avec un accompagnement comparable, le porte-avions Theodore Roosevelt, qui est attendu la semaine prochaine en Méditerranée pour le relayer, a pris soin, de surcroît, d'embarquer des appareils d'attaque A-6 Intruder qui sont, comme on dit souvent, de véritables « canions à bombes ». Ce sont, au dernier moment, des avions identiques qui, aux côtés des F-111 venus de Grande-Bretagne, avaient largué jusqu'à 75 tonnes de bombes, en avril 1986, sur la ville de Benghazi.

JACQUES ISNARD.

embarras. En effet, à la veille de la conférence de Paris sur les armes chimiques, cet incident aérien, apparemment non « provoqué » par Washington, risque d'affaiblir le main des Américains, non seulement à l'égard de leurs partenaires occidentaux, toujours inquiets de voir les Etats-Unis manier avec trop de précipitation leur bâton de gendarme.

La version la plus détaillée de l'affaire a été donnée par le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci, qui a présenté l'incident comme une action défensive décidée par les pilotes des appareils américains, alors qu'ils s'estimaient en danger en raison de la présence menaçante des chasseurs libyens. Cependant, M. Carlucci a pris grand soin de souligner, et avec beaucoup d'insistance, que cette présentation des faits reposait sur les « premiers rapports » disponibles, qui, a-t-il dit, « ne sont jamais exacts à 100 % ».

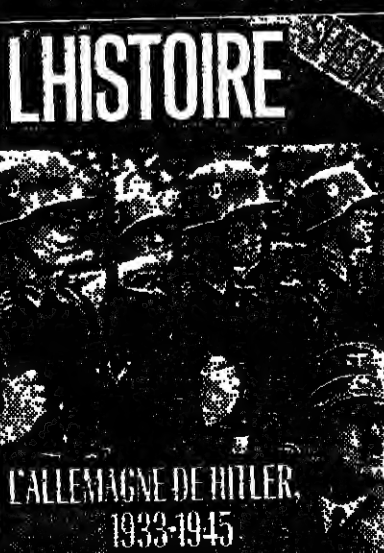
On peut trouver au moins une explication à la grande prudence manifestée par M. Carlucci : lorsque le croiseur Vincennes avait abattu, en juillet dernier, un avion civil iranien, tuant tous ses passagers, le Pentagone avait d'abord affirmé que l'appareil, alors non identifié, paraissait menacer le navire américain ; mais la suite de l'enquête devait prouver qu'il s'agissait d'une erreur d'interprétation commise par l'équipage du Vincennes.

Selon le secrétaire à la défense, l'incident s'est produit alors que le porte-avions John Kennedy et ses dix-sept bâtiments d'accompagnement se trouvaient à des manœuvres de routine au sud de la Crète, et à 127 milles (200 kilomètres) des côtes libyennes. Deux chasseurs libyens Mig-23 se sont dirigés vers deux F-14 Tomcat, alors que ces derniers s'élevaient à quelque 50 milles au sud du porte-avions, et donc à 70 milles de l'extrémité nord-est de la Libye.

Selon M. Carlucci, les appareils américains auraient à ce moment entrepris diverses manœuvres (« au moins cinq ») destinées à éviter de se trouver face aux avions libyens (perte rapide d'altitude, changements de vitesse et de direction). Cependant les Mig auraient alors eux-mêmes manœuvré pour « maintenir leur nez en direction des avions américains », tout en augmentant leur vitesse, une attitude

## L'HISTOIRE

L'ALLEMAGNE DE HITLER, 1933-1945



Un numéro spécial à ne pas manquer

- LA TRAGÉDIE ALLEMANDE par François Furet
- QUI ÉTAIT NAZI? par Philippe Burrin
- L'ANTISEMITISME MENAIT-IL À L'EXTÉRMISATION? par Jean-Claude Favez
- LE GRAND CAPITAL A-T-IL SOUTENU HITLER? par Henry Rousso
- LA MACHINE DE GUERRE ALLEMANDE par Klaus Jürgen Müller
- LES VICTIMES DU NAZISME par Jean-Pierre Azéma
- LES RESISTANTS ALLEMANDS par François Bedaride
- Etc.

N° 118 / 32 F. EN VENTE PARTOUT EN JANVIER

مكتبة من الأصل



مكتزا من الأصل

4 Le Monde • Vendredi 6 janvier 1989

LES  
CHARNIERS  
DE STALINE

# L'ÉVÉNEMENT

Semaine du 5 au 11 janvier 1989

Deux siècles  
après 1789

## CES PRIVILÈGES QUI ONT LA VIE DURE

justice  
école  
police  
impôts  
arts  
noblesse  
corporations

ROLLS  
ROYCE

### TARIFS ABONNEMENT

3 mois : 195 F (abonnement d'essai)

1 an : 750 F

1 an + adhésion au club : 850 F

A renvoyer avec nom et adresse à : L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI  
Service Abonnements  
60732 Sainte-Geneviève cedex

L'ir

Libya: Kadhafi cherche  
une protection internat



# L'incident américano-libyen

## Le colonel Kadhafi cherche à s'assurer une protection internationale

A peine avaient-elles confirmé officiellement le combat aérien au cours duquel deux Mig-23 de l'armée de l'air libyenne, « en patrouille de reconnaissance ordinaire dans les eaux internationales », avaient été abattus, mercredi 4 janvier, après avoir « été attaqués de façon préméditée par des appareils partis du porte-avions John-Kennedy », que les autorités de Tripoli ont battu le rappel non seulement de leurs alliés arabes mais également des Européens et, enfin, de l'ensemble de la communauté internationale.

Après avoir déposé une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, Tripoli a réclamé la réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe. De leur côté, les représentants en Libye des Douze se voyaient convoqués dès mercredi soir, au ministère des affaires étrangères où il leur a été demandé non seulement de condamner l'« agression » américaine mais également d'aider concrètement à éviter toute escalade en Méditerranée.

Parallèlement à ces démarches, visant à s'assurer une « couverture diplomatique » au cas où l'affronte-

ment aérien de mercredi ne serait qu'un prétexte à d'autres opérations militaires américaines contre la Libye, le colonel Kadhafi s'est lancé dans une violente diatribe contre Washington. « Nous répondrons au défi par le défi », a-t-il affirmé à l'agence libyenne Jama. « Même si les Etats-Unis, en tant que grande puissance, ont la suprématie dans les airs et sur mer, ils seront inévitablement battus sur terre. C'est là que nous les attendons », a poursuivi le « guide de la révolution » libyenne, qui a ajouté : « Le terrorisme américain officiel, qui a recours à la force aveugle, a beau s'intensifier, les révolutionnaires libyens ne pileront pas. »

### Demande d'aide à l'URSS

Enfin, selon l'agence yougoslave Tanyoug, le colonel Kadhafi a demandé à l'Union soviétique d'envoyer des navires dans la région afin d'empêcher un nouvel affrontement direct entre la Libye et les Etats-Unis. Citant des sources dignes de foi à Tripoli, la dépêche de

Tanyoug a été diffusée avant même que les Libyens aient officiellement reconnu la perte de deux appareils.

En attendant une éventuelle « protection » internationale — diplomatique ou autre — il semble que le colonel Kadhafi ait déjà pris des précautions matérielles pour faire face à toute éventualité. C'est ainsi que, toujours selon Tanyoug, la résidence du « guide » à Tripoli a été transformée en véritable forteresse ; et ce, depuis plusieurs semaines, alors que s'accroît la pression américaine à propos de l'usine chimique de Rabta.

Toujours selon l'agence yougoslave, le domicile du colonel est entouré de blindés et de missiles antiaériens, son toit est littéralement couvert de pièces de DCA de fabrication française. Les principaux carrefours de la capitale seraient en outre surveillés par des détachements militaires, tandis qu'un début d'exode de la population civile aurait été constaté comme, souligne le correspondant de Tanyoug, lors du bombardement américain de Tripoli en avril 1986. — (AFP, AP, Reuters.)

## Le Conseil de sécurité pourrait se réunir le 5 janvier à la demande de Tripoli

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Le Conseil de sécurité pourrait se réunir dès le jeudi 5 janvier pour examiner la plainte libyenne contre les Etats-Unis. Mercredi 4, quelques heures à peine après l'incident aérien en Méditerranée, un membre de la délégation libyenne auprès de l'ONU, M. Ali Sunni Mountasser, a demandé au président du Conseil une réunion « immédiate », en raison de « dangers pour la paix » que faisait peser, selon lui, la présence militaire américaine au large des côtes libyennes.

Dans un document remis au secrétariat général, le gouvernement libyen accuse la marine américaine d'avoir commis une « agression préméditée » contre des avions « effectuant une mission de routine et de reconnaissance ». « Il s'agit-là d'un prétexte à une attaque massive

contre des objectifs économiques et militaires libyens », affirme le document, qui exige que l'ONU s'emploie à « interrompre les manœuvres américaines et à obtenir le retrait des forces militaires offensives », de même qu'à appuyer la Libye et la communauté internationale face à une « agression contre un peuple pacifique ».

Le Conseil de sécurité ayant à sa tête un pays fraîchement recruté — la Malaisie, membre depuis quelques jours seulement — le travail diplomatique se trouve compliqué par la relative inexpérience de la délégation de Kuala Lumpur et des quatre autres nouveaux membres (1). Selon les règles, le Conseil doit écouter les parties et décider, suivant les affirmations officielles, de la suite à donner à la plainte. Or les Etats-Unis affirment que l'attitude des Migs libyens était « menaçante », alors que Tripoli soutient

que ses avions étaient en mission de routine, dépourvue de buts offensifs.

Ne disposant pas d'autorité propre à effectuer une enquête indépendante, le Conseil se trouvera dans l'impossibilité d'admettre la véracité de l'une ou de l'autre des versions présentées et se contentera sans doute d'une déclaration ou d'une résolution aussi vague que possible. Le résultat du débat dépendra largement de l'attitude qu'adopteront les différents groupes, notamment le groupe arabe, dont les rétorsions ne sont pas encore manifestes. Seul le bureau de coordination des non-alignés a rendu publique une déclaration de soutien à Tripoli, s'inscrivant en faux contre l'accusation américaine concernant la construction d'une usine d'armement chimique en Libye.

CHARLES LESCAUT.

(1) Le Monde du 5 janvier.

## Un conflit vieux de neuf ans

Les deux Mig-23 libyens abattus, le mercredi 4 janvier, « en Méditerranée » par la chasse américaine constituent les nouveaux maillons du long conflit qui oppose les deux pays depuis neuf ans, depuis ce 2 décembre 1979 qui vit l'ambassade des Etats-Unis à Tripoli, au son de slogans violemment anti-américains, incendiée par une foule de « manifestants ». Ensuite, les Etats-Unis ont pratiquement fermé ce qui leur reste d'ambassade à Tripoli.

En mai 1981, c'est le gouvernement américain qui prend l'initiative de fermer l'ambassade de Libye — « bureau postérieur » — à Washington et d'expulser son personnel, dont plusieurs membres sont accusés de comportements contraires aux règles diplomatiques.

Le premier incident armé entre les deux pays intervient le 19 août 1981, lorsque deux chasseurs F-14 abattent deux avions militaires libyens — des SU-22 — dans le golfe de Syrte, considéré unilatéralement par Tripoli comme étant inclus dans ses eaux territoriales. Quelques incidents, de moindre importance toutefois, émailleront les deux années suivantes.

Une nouvelle étape est franchie dans le différend américano-libyen le 10 mars 1982, quand le gouvernement américain, pour lequel le colonel Kadhafi est l'un des principaux « parrains » du terrorisme international, annonce l'interdiction des importations de pétrole brut libyen. Quelques incidents, de moindre importance toutefois, émailleront les deux années suivantes.

Entre les Etats-Unis et la Libye, le conflit se durcit à partir de décembre 1985, après les attentats contre les aéroports de Vienne et de Rome (dix-neuf morts), à propos desquels le président Reagan accuse la Libye de complicité. Et, le 7 janvier 1986, la véritable épreuve de force commence : Washington rompt toutes ses relations économiques avec Tripoli, ordonnant aux ressortissants américains (quelques milliers) qui résident dans ce pays — et dont la plupart travaillent dans l'industrie pétrolière — de quitter la Libye. Le lendemain, les autorités américaines gèrent les avions libyens aux Etats-Unis.

Pendant près de trois mois, la flotte américaine multiplie les manœuvres au large de la Libye. Le 24 mars, c'est l'affrontement : les avions américains ripostent à des tirs libyens de missiles sol-air et touchent deux vedettes ainsi qu'une batterie de missiles du colonel Kadhafi. Le 25, les Américains renouvellent leur riposte avant de mettre fin à leurs « manœuvres ».

Mais, le 5 avril, une bombe explose dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains en permission : l'un d'entre eux est tué, ainsi qu'une jeune femme. De nombreuses autres personnes — dont des militaires américains — sont également blessées. Le lendemain, l'ambassadeur des Etats-Unis en RFA met en cause le colonel Kadhafi, déclarant qu'il

existe « des preuves évidentes d'une implication libyenne » dans l'attentat de Berlin. Une mise en cause que Washington réitérera, le président Reagan allant jusqu'à qualifier le guide de la révolution libyenne de « chien fou du Proche-Orient ».

### Raid sur Tripoli

Le 15 avril, les Américains estiment avoir recueilli assez de preuves pour envoyer dix-huit bombardiers F-111, à partir de bases situées en Grande-Bretagne, sur Tripoli et Benghazi. La caserne servant de quartier général au colonel Kadhafi sera, entre autres objectifs, durement touchée. L'ambassade de France, remise en état depuis l'incendie de février 1980, sera également endommagée. Selon les autorités libyennes, ce raid aura fait trente-sept morts et pris de cent blessés.

Passé un déchaînement verbal contre les Etats-Unis, c'est le silence et une apparente indifférence qui caractérisent les relations américano-libyennes jusqu'à l'automne 1988. Pendant cette période, on assiste à une véritable « transfiguration » du « guide ». Coup sur coup, le colonel met fin à son aventure tchadienne, libérale — surtout sur le plan économique — à l'intérieur de son pays, se réconcilie avec presque tous ses vassaux, ouvre purement et simplement sa frontière avec la Tunisie, et se fait le chantre du Grand Maghreb. Enfin, il veut offrir à l'Europe occidentale l'image d'un homme d'Etat « respectable ».

Le résultat ne paraît, toutefois, pas à la mesure de ses efforts, puisque dès septembre dernier les Américains ont recommencé à montrer du doigt le régime libyen, qu'ils accusent de ne pas avoir renoncé à ses « habitudes » terroristes. Petit à petit, leurs critiques se concentrent sur un projet... industriel : une usine construite à une soixantaine de kilomètres au sud de Tripoli, à Rabta. Après avoir, dans un premier temps, fait part de son « inquiétude », Washington accuse ouvertement les Libyens d'avoir construit le plus importante usine de fabrication d'armes chimiques du tiers-monde. En décembre, le président Reagan évoque l'éventualité d'une action militaire et fait état de consultations avec les alliés des Etats-Unis. Et ce, à quelques jours de l'ouverture, à Paris, le 7 janvier, d'une conférence internationale sur les armes chimiques.

Aux menaces à peine voilées d'intervention militaire américaine contre l'usine chimique de Rabta vient s'ajouter, le 21 décembre, un nouveau fait : propos duquel le nom de la Libye sera cité indirectement. Ce jour-là, un Boeing-747 de la Pan Am explose en vol, au-dessus de l'Ecosse, faisant 270 morts.

Bien que Londres et Washington se montrent officiellement très prudents et se refusent à désigner les auteurs, deux noms sont largement cités comme étant les principaux suspects. Les deux sont Palestiniens, mais l'un, Ahmed Jibril, chef du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, est le protégé de Dames, tandis que l'autre, Abou Nidal, responsable du Fath-Conseil révolutionnaire, a trouvé asile à Tripoli.

YVES HELLER.

## L'Italie lance un appel à la modération

ROME  
de notre correspondant

Sécurité renforcée autour des aéroports civils et militaires, surveillance accrue à l'extérieur des bases et des installations de l'Otan, vigilance redoublée pour les forces de défense aéronavales. Vivement préoccupé après le grave incident du 4 janvier, le gouvernement italien, par la voix de ses diplomates, a lancé mercredi « un nouvel appel à la modération », tout en se préparant au pire.

« Ve-t-on encore faire les frais de l'agression réactionnaire contre la Libye ? » C'est en ces termes que l'Italien de la rue, qui n'accepte pas facilement la version américaine de l'incident, analyse la situation. Bastion occidental le plus proche des côtes libyennes, l'Italie se souvient qu'en avril 1986, après le bombardement américain de Tripoli, c'est elle que le colonel Kadhafi avait décidé de punir. Deux missiles soviétiques SCUD avaient été tirés depuis la Libye à 300 kilomètres de là, sur l'île de Lampedusa, point sud le plus avancé du territoire italien en Méditerranée, qui abrite une station radar italio-américaine très sophistiquée.

Les engins n'avaient n'ont leur cible que de 2 kilomètres. « Alors, est-ce que vous excluez toute mesure de rétorsion contre nous ? » demandait mercredi soir une télévision privée à

l'ambassadeur libyen à Rome. « Non, nous n'excluons rien du tout », rétorqua le diplomate.

Allié fidèle des Etats-Unis, membre actif de l'Otan, qui a établi dans la Botte son haut commandement pour la région sud, l'Italie, qui est aussi l'ancien colonisateur de la Libye, est dans une position tout à fait inconfortable, « entre le marteau et l'enclume », résume un expert militaire. Premiers à subir d'éventuelles représailles, premiers aussi à rétablir le contact entre l'Ouest et le colonel Kadhafi quand celui-ci estime qu'il est urgent de calmer le jeu, les Italiens avaient notamment reçu le commandant Jalloud à Rome il y a à peine six semaines. Le numéro deux libyen, qui avait eu droit notamment à une audience avec le pape Jean-Paul II, avait alors assuré ses interlocuteurs que son pays ne fabriquerait pas d'armes chimiques.

« Donnons-leur au moins le bénéfice du doute en attendant une vérification en bonne et due forme », disent alors à la Farnesina, le ministère italien des affaires étrangères. Et M. Giulio Andreotti, l'inamovible chef de la diplomatie transalpine, qui a toujours conduit la politique extérieure de son pays avec une immense souplesse et de prudence, avait fait savoir que les Libyens étaient prêts à se soumettre à toutes les vérifications.

PATRICE CLAUDE.

## Selon le « New York Times »

### Les Libyens ont enlevé les produits chimiques de l'usine de Rabta

Les responsables américains pensent que la Libye a déplacé les produits destinés à la fabrication d'armes chimiques des environs de l'usine de Rabta, située à 80 kilomètres au sud de Tripoli, affirme, le mercredi 4 janvier, le New York Times.

Selon un responsable cité par le quotidien, la Libye a « nettoyé » l'usine, enlevant des fûts contenant du thiodiglycol et d'autres « matières premières » utilisées dans la production du gaz moutarde et d'autres armes chimiques. Les Libyens auraient également fait enlever de petites quantités d'armes chimiques produites à titre expérimental, cherchant à faire disparaître les preuves que cette usine fabrique des armes chimiques. Washington demeure cependant préoccupé par cette affaire, car les produits chimiques peuvent facilement être ramenés dans l'usine, une fois que l'attention internationale aura baissé, a ajouté le responsable américain.

A Londres, le Foreign Office a affirmé, mercredi soir, que la Grande-Bretagne disposait d'informations indépendantes prouvant que l'usine actuellement en construction à Rabta était destinée à la production d'armes chimiques. Aucune indication sur l'origine ou la nature de ces informations n'a été fournie par le Foreign Office, qui a indiqué qu'il avait fait part de ces informations à « un certain nombre de pays ».

A Bonn, en revanche, le gouvernement ouest-allemand a fait savoir, mercredi, qu'il avait demandé, en vain pour l'instant, des compléments d'information aux Etats-Unis sur l'usine chimique libyenne et l'implication supposée de firmes ouest-allemandes dans sa construction. — (AFP.)

## Diplomatie

### Londres accepte la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou

Le gouvernement britannique, précise-t-il, attend que le Kremlin tienne ses promesses, que les libertés d'expression, de culte et d'émigration soient garanties, ainsi qu'une « véritable indépendance de la justice ».

A Moscou, M. Youri Rechetov, responsable du département des affaires étrangères au ministère des affaires étrangères, a estimé que la conférence de Vienne devrait s'achever « dans un avenir très proche » dès lors que « Washington a radicalement modifié sa position » concernant la conférence de Moscou sur les droits de l'homme. Cette dernière ne sera pas « un exercice de propagande, a-t-il ajouté, elle est étroitement liée à la démocratisation et à la glasnost. » L'académicien Andreï Sakharov a, pour sa part, exprimé son inquiétude au sujet de l'Arménie et des arrestations de membres du comité Karabakh. « Si la situation ne s'améliore pas, on reste la même, la conférence de Moscou est discutable », a-t-il déclaré. — (AFP, Reuters.)

### Interdire l'arme chimique

(Suite de la première page.)

Les missions d'enquête diligentes par le secrétaire général des Nations unies, grâce à un mécanisme proposé par la France en 1982, ont notamment permis au Conseil de sécurité de condamner très fermement et à l'unanimité, en août dernier, les usages les plus récents d'armes chimiques.

Les violations ayant ainsi été jugées de façon claire par l'inspiration internationale compétente, il ne s'agit pas d'y revenir lors de la conférence de Paris pour organiser le procès de tel ou tel pays. Notre but est au contraire de mobiliser la communauté internationale afin que les peuples n'aient plus jamais à subir les ravages des gaz. Souhaitons que les pays qui n'ont pas encore adhéré au protocole de 1925 décident de le faire à cette occasion. Certains ont déjà annoncé leur intention en ce sens.

Au-delà des faits, trop de commentaires ont laissé ces derniers temps l'impression que les stratégies pouvaient redécouvrir les manières supposées d'une telle arme.

L'arme chimique ne constitue pas une arme de dissuasion. Comme on le sait, elle n'empêche pas la guerre, elle en souligne les horreurs. Si sa présence à des fins tactiques devait être justifiée par des situations régionales tendues, tout le monde aurait à y perdre : les puissances locales qui encouragent les risques d'escalade meurtrière ; l'humanité tout entière par la course à la guerre qu'un tel usage induirait. C'est l'ensemble du processus de désarmement qui s'en trouverait affecté ou com-

promis. On tournerait le dos à la paix vers laquelle aujourd'hui tous les efforts convergent.

..

Le moyen d'une élimination totale de l'arme chimique fait aujourd'hui l'objet des négociations de Genève au sein de la conférence du désarmement. Les négociations travaillent à l'élaboration d'un « texte évolutif » qui est en quelque sorte la préfiguration d'un futur traité.

Les progrès les plus récents en matière de désarmement, en particulier le traité de Washington sur les forces nucléaires intermédiaires soviétiques et américaines, ont souligné l'importance cruciale de la vérification. Sans doute le désarmement chimique est-il plus difficile à vérifier : diversité d'emploi de certaines substances toxiques, ampleur des capacités industrielles à l'échelle mondiale, extrême difficulté à détecter les détournements à des fins militaires.

L'exercice, on le voit, est particulièrement complexe. Mais il a pris d'ores et déjà un tour très pratique puisque, d'ici au milieu de cette année, les principaux pays disposant d'une industrie chimique importante auront organisé une première « inspection expérimentale » à l'échelle nationale, afin de tester sur le terrain la fiabilité et l'efficacité des dispositions pratiques qui ont été élaborées à Genève. Il est d'ores et déjà prévu qu'après une comparaison de cette première série d'expériences, on passera à l'organisation d'inspections internationales.

C'est dire combien les autorités gouvernementales comme les représentants des industries se sont impliqués dans la recherche très concrète de mécanismes de vérification adaptés et efficaces.

Pour régler les questions de la vérification et de la sécurité, sans parler de bien d'autres sujets, un travail technique approfondi est nécessaire. Pour qu'il soit mené à bien dans les meilleurs délais, en particulier au moment où l'urgence s'accroît, il est indispensable que toutes les nations du globe donnent, collectivement, l'impulsion politique décisive à la future convention qui établira un régime complet et définitif d'interdiction.

..

En attendant la convention elle-même, et pour y arriver plus sûrement encore, la condamnation sans appel de l'arme chimique, le strict respect du protocole de 1925 et le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations unies à cette fin sont plus que jamais indispensables. Une étape sans précédent pourra ainsi être franchie en matière de désarmement : l'interdiction définitive d'une catégorie entière d'armement. La réunion de Paris est ainsi indissociable du processus de désarmement général.

La France a voulu, en organisant la conférence de Paris, appeler la communauté internationale à forcer l'allure dans l'effort entrepris pour parvenir à l'élimination effective et définitive d'une arme terrible.

ROLAND DUMAS.



هكذا من الأصل

6 Le Monde • Vendredi 6 janvier 1989 •

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS  
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30  
**APPARTEMENT 2 pces princ. - 11, RUE CONSTANCE**  
à PARIS-18<sup>e</sup>, au 2<sup>e</sup> étage - Mise à prix : 100 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS-9<sup>e</sup>,  
55, boulevard Malesherbes, tél. 45-22-04-36. Tous avocats pr. trib. de gde inst. PARIS.  
Sur place pour vis. le 16 JANV. de 11 h 30 à 12 h 30.

Vente au palais de justice de BOBIGNY, le mardi 17 janvier 1989 à 14 h 30  
**PROPRIÉTÉ à PIERREFITTE-sur-SEINE**  
(Seine-Saint-Denis)  
**43, boulevard Jean-Jaures**  
Mise à prix : 500 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> PIETRUSZYNSKI, avocats Résidence, 28, rue Scandiac,  
PANTIN, M<sup>rs</sup> BARNIER de SARRAC, avocats à PARIS. Tél. : 47-20-82-38.  
S.C.P.A. ROULETTE TAMEL et autres avocats à BOBIGNY.

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS  
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30  
**UN APPARTEMENT de 4 pces princ. à PARIS-11<sup>e</sup>**  
**10, PASSAGE ROCHEBRUNE**  
(ancien local commercial) et 5 CAVES  
M. à px : 150 000 F S'adresser à M<sup>rs</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,  
avocats à PARIS-9<sup>e</sup>,  
55, bd Malesherbes, tél. 45-22-04-36. Vis. sur place 17 JANV. de 12 h à 13 h.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS  
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30  
**UN APPARTEMENT 4 P. PRIN. - 4<sup>e</sup> étage - CAVE**  
**11, AVENUE DE VERSAILLES - PARIS-16<sup>e</sup>**  
et 4, quai Louis-Bérlioz  
M. à P. : 300 000 F S'adresser à M<sup>rs</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,  
avocats à PARIS-9<sup>e</sup>,  
55, bd Malesherbes. Tél. : 45-22-04-36. Vis. sur place 17 JANV. de 12 h à 13 h.

Vente sur saisie au palais de justice d'EVRY,  
le MARDI 17 JANVIER 1989 à 14 heures  
**APPARTEMENT 4 PIÈCES à EVRY (91)**  
6, square Paul-Lafargue.  
Bâtiment 1, escalier B, 3<sup>e</sup> étage à droite, porte face avec cuisine, rangement, placards, s.  
de b., WC, dégagement, entrée, loggia. EMPLACEMENT POUR VOITURE.  
**MISE A PRIX : 50 000 F.**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Jean-Claude BRENNER, avocats à EVRY (Essonnes)  
3, place de Rouillon. - Tél. : 60-77-51-00.

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS  
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30  
**UN APPARTEMENT de 3 pces princ. à PARIS-15<sup>e</sup>**  
**17 à 25, RUE DES NOUETTES - 1 à 11, RUE OLIER**  
au 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, bdt. D, escal. D 2 - Cave bdt. D, escal. D 3  
M. à px : 300 000 F S'adresser à M<sup>rs</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,  
avocats à PARIS-9<sup>e</sup>,  
55, bd Malesherbes, tél. 45-22-04-36. Vis. sur place 17 JANV. de 11 h 30 à 12 h 30.

Vente au palais de justice de NANTERRE, le JEUDI 19 JANVIER 1989, à  
14 heures  
**UN IMMEUBLE à CLAMART (92)**  
304, avenue du Général de Gaulle  
Rez-de-chaussée : salle de café, bar, cuisine, salle formant dépôt et servant pour stock à  
la cour arrière. Premier étage : SIX CHAMBRES, un débarras, salle d'eau, cave au  
sous-sol et HANGAR servant 50 m<sup>2</sup>.  
**MISE A PRIX : 150 000 F.**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Michel POUCHARD, avocats à ASNIÈRES (Hauts-de-Seine), 9, rue  
Robert-Lavigne, tél. : 47-94-94-14. Et à tous avocats près le tribunal de grande ins-  
tance de NANTERRE. Sur les lieux pour visiter le LUNDI 9 JANVIER 1989, de  
14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de BOBIGNY,  
le mardi 17 janvier 1989 à 14 h 30, en un lot  
**PROPRIÉTÉ à MONTREUIL-SOUS-BOIS**  
(Seine-Saint-Denis)  
**30, rue du Midi**  
Comprendant UN PAVILLON usage d'habitation couvrant une surf. de 48 m<sup>2</sup>, élevé  
sur s/sol, d'un rez-de-chaussée, divisé en 3 pièces, cuisine, salle, water-closet  
PETITE COUR devant JARDIN derrière  
**Mise à prix : 250 000 F.**  
S'adresser pour tous renseignements : 1) Au cabinet de M<sup>rs</sup> J. PIETRUSZYNSKI, avo-  
cat, 28, rue Scandiac, 93500 PANTIN. 2) Au cabinet de la SCP SCHMIDT DAVID  
GUIBERTE, société d'avocats, 76, avenue de Wagram à Paris-17<sup>e</sup>. Tél. : 47-63-29-24.

Vente sur licitation au palais de justice de PARIS  
le lundi 16 janvier 1989 à 14 heures  
**Dans un immeuble à PARIS-3<sup>e</sup>**  
**62, rue Charlot et 11-13, rue de Normandie**  
au 3<sup>e</sup> étage, etc. A  
**UN APPARTEMENT de 5 pièces**  
communiquant avec l'APPARTEMENT de 2 pièces  
au 3<sup>e</sup> étage, etc. A - Compartiment de cave n° 12 au sous-sol  
**Mise à prix : 600 000 F.**  
S'adresser pour renseignements : 1) M<sup>rs</sup> J.F. BOIRON, SCP J. BOIRON  
et M<sup>rs</sup> J. BOIRON, avocats au barreau de PARIS, demeurant à PARIS-16<sup>e</sup>, 41, avenue  
Kléber. Tél. : 47-04-30-06. 2) Au greffe des criées du trib. de gde inst. de PARIS,  
bd du Palais, où le cahier des charges est déposé.

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
Chambre des notaires - MARDI 24 JANVIER 1989, à 14 h 30  
**UNE BOUTIQUE av. APPART. de 2 pces**  
**2 APPARTEMENTS de 2 pces et 1 CHAMBRE**  
**42-44, RUE SIBUET - PARIS-12<sup>e</sup>**  
**APPARTEMENT de 2 pces - 3, RUE DE BELLEVUE**  
à PARIS-19<sup>e</sup> - Avec jardin privatif  
**APPARTEMENT de 2 pces - 62, RUE DE TURENNE**  
à PARIS-9<sup>e</sup> - Quartier du Marais  
M<sup>rs</sup> MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIÈVRE, not. assoc.,  
14, rue des Pyramides, 75001 PARIS - Tél. 42-60-31-12.

**GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL**

**LE MONDE DE LA BOURSE**  
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de  
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

**BOURSE**  
**36.15 LEMONDE**

## Amériques

### BRESIL

## La corruption jusqu'au naufrage

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

La corruption, encore et toujours... C'est parce que des poli-  
ciers maritimes se seraient laissés  
submerger que la promenade d'un  
bateau-mouche a tourné à la tra-  
gédie le soir de la Saint-  
Sylvestre près de la plage de  
Copacabana. (Le Monde du 5 jan-  
vier).

Selon le quotidien *O Globo*,  
un musicien du bateau aurait vu  
la patrouille qui a contrôlé  
l'embarcation recevoir une  
somme d'argent des organisate-  
urs de la promenade pour fermer  
les yeux sur les singulières  
conditions du voyage : passe-  
gers en surnombre, mer trop  
houleuse pour un bateau-  
mouche, mobilier non fixé au  
plancher, bouées et canots de  
sauvetage en nombre insuffisant  
et difficilement accessibles.  
Deux personnes disent avoir  
recueilli cette confidence du  
musicien, mais celui-ci s'est  
rétracté quand il a comparu  
devant les enquêteurs.

Les propriétaires du bateau  
avaient spécifié dans leur contrat  
avec l'agence que l'embarcation  
ne pouvait pas sortir par mau-  
vais temps, mais l'agence, elle,  
avait prévenu ses clients que la  
promenade se ferait quelles que  
soient les conditions atmosphé-  
riques. L'appât du gain a visible-  
ment conduit au mépris des  
règles de sécurité les plus éle-  
mentaires. C'est une situation  
courante au Brésil, de même que

la corruption policière. On ne  
sait sans doute jamais si la  
patrouille maritime s'est vrai-  
ment laissé submerger, mais il  
s'agit d'une pratique répandue  
dans la profession.

Les policiers ont l'habitude de  
prélever leur dîme avant même  
de constater une infraction. Ils le  
font avec les chauffeurs de taxi,  
les routiers, voire les automobi-  
listes ordinaires. Les taxis qui  
attendent les passagers à la gare  
routière de Rio doivent payer les  
gardiens en faction pour avoir le  
droit de stationner. Les mar-  
chands de quatre saisons font de  
même, pour vendre sur les mar-  
chés.

### Tout s'achète

Les règlements et interdic-  
tions sont destinés à nourrir un  
corps abondant de fonction-  
naires. Depuis les inspecteurs  
des poids et mesures, qui protè-  
gent, contre monnaie trébu-  
chante, les commerçants aux  
balances frauduleuses, jusqu'aux  
agents dûment qualifiés chargés  
de faire « respecter » la loi qui  
interdit l'importation de micro-  
et mini-ordinateurs, pour réserver  
l'exclusivité du marché aux fabri-  
cants brésiliens. Dans un premier  
temps, cette loi a eu un effet  
positif, et stimulé la croissance  
d'une industrie nationale. Mais  
elle a aussi favorisé la contre-  
bande d'un matériel qui n'est  
fabriqué qu'à l'étranger, et dont  
les entreprises ont besoin pour

travailler. Pour pouvoir garder ce  
matériel, elles donnent les cen-  
taines ou milliers de dollars  
réclamés par les inspecteurs  
chargés de « lutter » contre la  
contrebande.

Tout s'achète au Brésil, le  
permis de conduire comme le  
visa de séjour pour les étrangers.  
Sous le dernier gouvernement  
militaire, le trafic des cartes de  
séjour était organisé par le fils du  
ministre de la justice lui-même.  
Du haut en bas de l'échelle  
administrative, le pot-de-vin est  
roi. Les scandales sont devenus  
si fréquents que le mot corrup-  
tion est désormais un titre de  
rubrique dans la presse.

La dernière affaire en date a  
impliqué la Petrobras, la compa-  
gnie pétrolière de l'Etat. Plus  
précisément deux de ses direc-  
teurs, qui échangeaient leur « pour-  
centage » des banques tenant  
les comptes de l'entreprise. Leur  
supérieur direct était un général,  
qui devait son poste non à sa  
compétence, mais à son amitié  
avec le président Sarney. Les  
deux hommes disent que ce der-  
nier était au courant.

La Petrobras a eu du moins le  
mérite d'enquêter elle-même sur  
ces « irrégularités » et de dési-  
gner les coupables. La plus sou-  
vent, les scandales se soldent  
par l'impunité. La tragédie du  
bateau-mouche révèle l'opinion  
publique par le nombre de régu-  
lances criminelles qu'elle révèle,  
et par la quasi-certitude que les  
coupables n'auront pas le chi-  
ment qu'ils méritent.

CHARLES VANHECKE

### CHILI

## La Cour suprême ouvre une enquête sur la colonie Dignidad

Pour la première fois depuis l'ins-  
tauration du régime militaire, le  
ministre chilien des affaires étran-  
gères, M. Hernan Felipe Errazuriz,  
a demandé à la Cour suprême  
d'ouvrir une enquête sur la colonie  
Dignidad, une communauté de trois  
cents ressortissants allemands située  
à 400 kilomètres au sud de Santiago.  
Le ministre a déclaré avoir remis à  
la Cour un dossier fourni par les  
autorités uest-allemandes, dans  
lequel figurent des témoignages  
d'anciens membres de Dignidad -  
entendus par une commission parle-  
mentaire du Bundestag - qui font  
état de traitements dégradants. Ces  
témoignages accusent notamment  
M. Paul Schaefer, le chef de la colo-  
nie, âgé de soixante-neuf ans, de  
l'avoir transformé en camp de tra-  
vaux forcés.

Fondée en 1961 par un groupe  
d'immigrants en provenance de  
RFA, la colonie Dignidad a été  
soudainement par de nombreuses  
organisations des droits de l'homme, en  
particulier Amnesty International,  
d'avoir servi de centre de torture et  
de réclusion pour les prisonniers  
politiques après le coup d'Etat de  
1973. Entouré d'une double enceinte  
de fils de fer barbelés, la colonie  
avait bénéficié de la protection des  
autorités chiliennes, qui s'opposaient  
jusqu'ici à toute enquête la concer-  
nant. « Le gouvernement chilien  
s'est enfin rendu compte que nos  
soutiens sont fondés, et qu'une  
enquête doit être effectuée sur ce  
qui se passe à l'intérieur de la colo-  
nie », a déclaré un porte-parole de  
l'ambassade de RFA. - (Reuters.)

### ARGENTINE

## Le président Alfonsín déclare l'état d'urgence électrique

Le président argentin Raul Alfonsín a décrété, mercredi 4 janvier, l'état d'urgence électrique dans tout le pays. Devant le risque d'une panne totale de courant, le chef de l'Etat, dans un communiqué diffusé par l'agence officielle Telam, a pris toute une série de mesures visant à restreindre la consommation d'énergie électrique. La télévision argentine n'émettra plus que quatre heures par jour, et les coupures quotidiennes en vigueur dans tout le pays depuis le 12 décembre dernier vont passer de cinq à six heures. L'éclairage public sera réduit de 50 %. La publicité lumineuse comme l'éclairage des vitrines des magasins sont interdits.

### ÉTATS-UNIS

## Quand les journalistes de TF 1 jouent aux poseurs de bombes...

NEW-YORK  
de notre correspondant

Des images plutôt rares ont été diffusées par toutes les télévisions des Etats-Unis, mercredi 4 janvier. L'on y voyait deux journalistes, menottes aux mains, embarqués dans un panier à salade, et solidement encadrés par des agents du FBI. La surprise fut encore plus grande lorsque leurs collègues reconnurent le correspondant de TF 1 à New-York, Alain Cheillou, et son assistant de production, Bruce Frankel.

Les deux hommes, à la recherche d'un « coup » journalistique, venaient de commettre une imprudence aussi énorme que banale. Afin de prouver qu'il était possible, malgré les contrôles renforcés, de placer une bombe à bord d'un avion de ligne, ils ont remis au service de fret d'Air France, de la TWA et de la Pan Am à l'aéroport J.F. Kennedy à New-York des boîtes métalliques utilisées généralement pour le transport de pellicules, contenant de la pâte à modeler et un dispositif de mise à feu composé de fils électriques et d'un réveil.

Si l'employé d'Air France, qui connaissait Bruce Frankel personnellement, a accepté la boîte

sans méfiance, il n'en alla pas de même au comptoir de la TWA, où le préposé, intrigué par le poids inhabituel du paquet, a alerté la sécurité. Larmes aux yeux, Bruce Frankel a aussitôt crié son « innocence » : « C'est un faux, croyez-moi ! », disait-il, alors que les agents lui remettaient déjà les menottes aux mains. Selon un responsable de la police de l'aéroport, M. Amando Arrastia, les boîtes contenaient également une lettre en tête de TF 1 signée par le chef de bureau Alain Cheillou et rédigée en ces termes : « Félicitations ! Vous avez su trouver notre fausse bombe ! »

Si la TWA se dit « très heu-  
reuse » d'avoir pu prouver la  
sérieux de ses mesures de sécu-  
rité, Air France a décidé immé-  
diatement d'inspecter désormais  
tous les colis remis au fret. A la  
Pan Am, on affirme que le pa-  
quet, bien qu'accepté au gui-  
chet, « était acheminé vers la  
contrôle radiographique lorsque  
la police a alerté les employés  
sur sa nature ».

Détenu par le FBI, Alain  
Cheillou et Bruce Frankel seront  
sans doute inculpés de « fausse  
déclaration ». Ils risquent une  
amende de mille dollars et un an  
de prison ferme.

CHARLES LESCAUT.

• SALVADOR : libération de  
Philippe Revell. Le professeur  
de guitare français, qui avait été  
arrêté, lundi 2 janvier à San-  
Salvador par la police, a été libéré  
mercredi, sans que les raisons de  
son arrestation aient été expliquées.  
M. Philippe Revell faisait partie

d'une délégation de l'Association  
France-Amérique latine qui devait  
rencontrer des organisations des  
droits de l'homme et fournir du  
matériel scolaire dans le cadre d'un  
projet d'aide. Il devait quitter le  
Salvador jeudi pour la capitale du  
Nicaragua. - (AFP.)

## Afrique

### La question du Sahara occidental

## D'autres rencontres pourraient suivre l'entretien entre le roi Hassan II et le Polisario

Pour la première fois depuis  
le début du conflit saharien, en  
1975, le roi Hassan II a eu un  
entretien direct avec des diri-  
geants du Front Polisario, mer-  
credi 4 janvier à Marrakech.  
L'agence de presse algérienne  
APS, citant des sources sa-  
haraïes écrit que cette rencon-  
tre, « qui sera suivie par  
d'autres, peut ouvrir la voie à un  
réglement juste, durable et défi-  
nitif ».

Au moins un contact à niveau  
élevé avait eu lieu secrètement à  
Alger il y a plusieurs années, mais  
sans résultats. Depuis la normalisa-  
tion entre le Maroc et l'Algérie, l'an  
dernier, le contexte a radicalement  
changé. Tout en s'abstenant de don-  
ner une grande publicité à l'événe-  
ment, les autorités marocaines ont  
publié un bref communiqué faisant  
état d'un « entretien qui a porté sur  
la situation prévalant actuellement  
dans nos provinces du sud, dans la  
perspective du référendum décidé ».

Il s'agit de la consultation en vue  
de l'autodétermination de l'ancien  
Sahara espagnol qui doit avoir lieu  
cette année sous l'égide de l'ONU.  
Rabat paraît attendre sereinement  
ce scrutin pour l'organisation duquel  
un représentant spécial du secrétaire  
général des Nations unies, M. Hector  
Gros Espiell, doit séjourner pro-  
chainement dans la région. Les deux  
parties étant en principe d'accord  
pour s'en remettre au verdict des  
urnes, il reste à s'entendre sur les  
modalités de l'opération, notamment  
sur la neutralisation de l'armée et de  
l'administration marocaine qui  
contrôlent la plus grande partie du  
territoire depuis le succès de la stra-  
tégie des « murs ».

L'homme qui lance régulièrement  
ses troupes à l'assaut de ce mur,  
imprévisible durablement, M. Bra-

him Ghali, « ministre saharien de la  
défense », MM. Béchir Mustapha  
Sayed, « numéro 2 » du Polisario, et  
Mabfoud Ali Beiba, « premier  
ministre » de la RAS, ont partici-  
pé à l'entretien avec le roi Has-  
san II, qu'entouraient son conseiller  
diplomatique, M. Rida Guédira, le  
ministre de l'intérieur et de l'infor-  
mation, M. Drias Basi, et le mini-  
stre des affaires étrangères, M. Abdelatif Fihali.

Le souverain avait bien précisé  
qu'il s'agissait de « discuter » et non  
de « négocier ». Mais, à première  
vue, la rencontre va dans le sens des  
revendications du Polisario, selon  
lequel tout règlement est impossible  
sans dialogue direct entre lui et les  
Marocains. Alors que Rabat prépare  
un sommet maghrébin pour la fin du  
mois, il s'agit là d'un geste de bonne  
volonté à l'égard d'Alger, qui, sur ce  
point du dialogue direct, continuait  
à soutenir inconditionnellement le  
Polisario.

A en croire une déclaration offi-  
cieuse rapportée par l'AFP, les  
Marocains n'ont pas à regretter ce  
dialogue : selon une source proche  
du gouvernement, « l'essentiel est  
que le mur psychologique soit  
déformé ». Le rapproche-  
ment algéro-marocain, et sans doute,  
la lente prise de conscience du  
caractère peu viable d'un Etat sa-  
haraï - alors que tant de pays afri-  
cains enfoncés dans les frontières  
des des difficultés croissantes -  
peuvent amener les Sahraouis à exa-  
miner, sans engagement, les projets  
marocains, qui semblent tourner  
autour de l'idée d'une fédération de  
type allemand. Le fait que, malgré  
toutes les difficultés, ils n'aient  
jamais recouru au terrorisme, pré-  
férant un combat légal avec l'armée  
marocaine, pourrait faciliter un jour  
une solution « dans l'honneur ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Affrontements à Djibouti : quatre morts

Quatre personnes ont été tuées et  
une centaine d'autres blessées,  
mardi 3 janvier, lors de graves  
affrontements entre forces de l'ordre  
et habitants d'un bidonville de  
Djibouti qui s'opposaient à leur ex-  
pulsion. Le ministre djiboutien  
de l'intérieur, l'armée et la  
gendarmérie ont, d'autre part, arrêté  
quelque 200 personnes dans le  
bidonville, qui rassemble de 30 000  
à 50 000 personnes.

Les affrontements ont opposé,  
pendant plusieurs heures, les forces  
de l'ordre aux habitants des taudis  
de Balbala, à 5 kilomètres de la  
capitale, qui s'opposaient à la démo-  
lition par les autorités de leurs habi-  
tations de tôle et de carton. La  
police a utilisé des gaz lacrymogènes  
pour disperser les manifestants, et  
certains policiers, blessés, ont eu  
recours à leurs armes à feu pour se  
dégager. - (AFP.)



# Europe

GRÈCE : reçue par le chef de l'Etat

## L'opposition réclame des élections à la proportionnelle « simple »

ATHÈNES  
de notre correspondant

Une grande première dans la vie politique grecque : les dirigeants des quatre partis de l'opposition parlementaire se sont réunis, mardi 3 janvier, chez le président de la République, M. Christos Sartzetakis, pour lui exposer leurs vues communes sur la crise politique que traverse le pays. MM. Constantinos Karamanlis (Nouvelle Démocratie), Konstantinos Stefanopoulos (Renouveau démocratique), Charilaos Triaklis (Parti communiste) et Leonidas Kyrkos (Gauche hellénique) ont demandé au chef de l'Etat « de prendre ses responsabilités ».

« L'entretien a duré deux heures », ont déclaré les dirigeants de l'opposition.

Les pouvoirs du président de la République sont, en Grèce, extrêmement limités, surtout depuis la révision de la Constitution de 1985. Toutefois, il peut, comme l'ont rappelé les dirigeants de l'opposition, « consulter et conseiller », selon un

vieil adage constitutionnel britannique. Il pourrait, par exemple, inviter le premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, à discuter avec lui de l'évolution politique du pays. Le président pourrait également « renvoyer » devant le Parlement un texte qui serait en contradiction avec la Constitution, notamment la loi électorale, dont les grandes lignes devraient être présentées à la fin de ce mois. Jusqu'à présent, M. Papandréou s'est contenté de dire que le nouveau mode de scrutin serait « plus juste » que le système actuellement en vigueur dit de « proportionnelle renforcée », qui favorise les grandes formations.

Les quatre dirigeants politiques de l'opposition réclament la proportionnelle « simple ». Ils soupçonnent en effet les stratèges du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), au pouvoir, de vouloir proposer une réforme dont le seul objectif serait de « assurer la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, même s'il

arrive en seconde position à l'issue du scrutin. L'opposition demande enfin que des élections anticipées soient organisées juste après l'adoption de la nouvelle loi électorale et que ces législatives se déroulent dans des conditions garantissant le pluralisme et l'accès de tous les partis aux médias, notamment audiovisuels, jusqu'ici monopolisés par le gouvernement.

A leur sortie du palais présidentiel, les quatre parlementaires ont déclaré que M. Sartzetakis les avait écoutés attentivement et qu'il « partageait leurs inquiétudes ». Des divergences existent bel et bien entre le chef de l'Etat et le premier ministre (le Monde du 3 janvier), mais il est peu probable que M. Papandréou revienne sur sa décision de rester au pouvoir jusqu'aux élections, normalement prévues pour le 18 juin. Selon certaines rumeurs, un nouveau remaniement gouvernemental pourrait intervenir dans les semaines qui viennent.

La commission d'enquête parlementaire poursuit de son côté ses travaux pour tenter de faire la lumière sur le « scandale Koskotas ». Il apparaît maintenant que les activités frauduleuses de l'ancien propriétaire de la Banque de Crète, aujourd'hui sous les verrous aux Etats-Unis, ne se limitaient pas à l'acquisition de journaux ou de clubs de football. Georges Koskotas était engagé aussi dans le commerce des armes. M. Papayotis Vakalis, ancien vice-président du conseil d'administration de la Banque de Crète, actuellement en détention préventive, a reconnu mardi devant la commission qu'il avait servi d'intermédiaire dans une vente de matériel militaire pour deux entreprises publiques - EBO et PYRKAL. Le montant du contrat était de 23 millions de dollars. Le client était l'Irak, mais l'opération s'est faite par l'entremise d'un pays tiers non désigné. Dans cette affaire, la Banque de Crète avait coopéré avec la Banque commerciale de Grèce, qui est un établissement public.

M. Vakalis a par ailleurs confirmé que le banquier escroq envoyait des « sacoches » pleines de billets de banque à des destinataires inconnus. Georges Koskotas lui aurait confié une fois que l'un de ces destinataires était M. Georges Petros, l'actuel ministre de l'ordre public. Il lui aurait également confié qu'il avait tenté de vendre la Banque de Crète, juste avant sa fuite à l'étranger en novembre, avant son accord du gouvernement socialiste et de M. Papandréou en personne. Le premier ministre aurait donné des instructions à M. Agamemnon Koutsouras, alors vice-président du conseil, pour que l'opération réussisse. Les candidats au rachat étaient le groupe Arfa-Hionia, deux entrepreneurs de travaux publics proches de plusieurs ministres. Toutefois, l'affaire n'a pas abouti, et la Banque de Crète est passée depuis sous la tutelle de la Banque centrale.

M. Vakalis a enfin exprimé sa conviction que Georges Koskotas a été « aidé » dans sa fuite de Grèce mais qu'il n'a été « l'instrument » d'aucun « complot » contre le pouvoir politique, ce qui contredit la thèse officielle et la ligne de défense actuelle du gouvernement de M. Papandréou.

THEODORE MARANGOS.

● ITALIE : attentat des Brigades rouges. - L'un des vice-directeurs de la prison de Rome, où sont détenus de nombreux « brigadistes », a été blessé à la jambe gauche mardi soir 4 janvier par un commando armé de trois ou quatre personnes alors qu'il regagnait son domicile. La tentative d'enlèvement a échoué grâce à la réaction d'un garde de corps qui a ouvert le feu sur les assaillants. Ses auteurs se sont réclamés des Nouvelles Brigades rouges, appellation jusqu'alors inconnue, qui regrouperaient les « irréductibles » d'une organisation dont les chefs de file historiques ont annoncé il y a plusieurs mois qu'ils renonceraient à la lutte armée. Le dernier attentat des Brigades rouges remonte au 16 avril 1988, avec l'assassinat du sénateur démocrate-chrétien Roberto Ruffilli, un proche du président du Conseil Ciriaco De Mita. - (AFP.)

URSS

## Réouverture entre Moscou et Téhéran d'un « dialogue politique » qualifié de sérieux par l'Iran

MOSCOU  
de notre correspondant

L'Iran des intégristes musulmans, pour lesquels l'Union soviétique était peut-être moins immédiatement dangereuse, mais tout aussi « satanique » que les Etats-Unis, trouve à son tour des charmes à M. Gorbatchev. « La décision de l'URSS de se retirer d'Afghanistan est un geste hautement raisonnable », vient de déclarer M. Javad Larusi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, à l'issue de deux journées de visite à Moscou, qu'il a qualifiées de « début d'un dialogue politique sérieux ».

Comparées aux invectives d'hier, ces paroles étaient de miel, mais le meilleur signe du réchauffement entre les deux pays est encore le message personnel que l'imam Khomeiny a fait parallèlement remettre en mains propres à M. Gorbatchev par l'ayatollah Javad Amoli.

La presse soviétique n'a pas soufflé mot du contenu de ce message, mais le chef de la révolution islamique y déclare, selon Radio-Téhéran, « admirer le courage et l'audace » du dirigeant soviétique, et ajoute, toujours homme de conviction : « Il est évident que le communisme n'a plus sa place que dans les musées. Ça n'est plus avec le matérialisme qu'on pourra sauver l'humanité ».

Si l'on ignore la réaction de M. Gorbatchev à cette appréciation tranchée, le fait est, en revanche,

qu'il s'est lui aussi montré très ouvert au dialogue. « Maintenant que l'Iran entre dans une période de paix, a-t-il déclaré, selon l'agence Tass, s'ouvrent des perspectives favorables à un dialogue politique [...] sur les relations soviéto-iraniennes et les problèmes internationaux à débattre dans la perspective de l'établissement des valeurs universelles partagées, auxquelles nous adhérons ».

Les temps sont décidément au consensus, et la délégation iranienne avait en particulier reçu des assurances sur le développement des libertés religieuses en URSS - y compris bien sûr pour les musulmans, en faveur desquelles plaidait le message de l'imam Khomeiny.

Quelques jours après avoir envoyé M. Voronov négocier à Téhéran avec les moudjahidins et à six semaines de son retrait d'Afghanistan, l'URSS, en un mot, reprend pied en Iran.

BERNARD GUETTA.

● Changement à la tête de l'Union des écrivains. - M. Gueorgui Markov, président de l'Union des écrivains soviétiques et défenseur de l'orthodoxie communiste dans les arts, a pris sa retraite, mercredi 4 janvier, à soixante-deux ans. Ce n'est plus que pendant près de vingt ans l'une des personnalités les plus puissantes de cette organisation. Le nom de son successeur n'est pas encore connu. - (Reuters.)

TURQUIE

## Mis en cause dans un scandale financier le vice-premier ministre démissionne

Mis en cause dans un scandale financier, le vice-premier ministre turc, M. Kaya Erdem, a démissionné mercredi 4 janvier du gouvernement. Considéré comme l'un des plus proches collaborateurs du premier ministre, M. Turgut Ozal, M. Erdem avait joué un rôle clé dans la formation du Parti de la mère patrie, actuellement au pouvoir, et était vice-premier ministre depuis le premier cabinet formé par M. Ozal en 1983 après la remise du pouvoir aux civils.

Le nom de M. Erdem - qui a porté plainte - avait été cité ces derniers jours par la presse turque à propos d'une escroquerie de 80 millions de dollars contre une banque d'Etat, la Banque de la construction (ex-banque d'Anatolie). Son propre frère travaillait en étroite collaboration avec le principal accusé, l'homme d'affaire Kemal Horzum, actuellement en prison. A la suite de la démission de son vice-premier ministre, M. Ozal a convoqué mercredi son gouvernement pour faire le point de la situation. Dans l'après-midi, le premier ministre avait défendu, au cours d'une conférence de presse, le bilan de son action gouvernementale. Sur le plan économique, il a reconnu que le taux d'inflation, qui a atteint 75,2 % en 1988, était élevé, promettant sans plus de précisions de le faire baisser « à un pourcentage raisonnable ». Il a, en revanche, indiqué que la balance des paiements serait excédentaire en

1988 pour la première fois depuis quinze ans.

Le premier ministre turc a également abordé le problème des droits de l'homme, mis en cause la veille par l'organisation Amnesty internationale, qui affirmait qu'elle continuait à recevoir des rapports inquiétants sur la poursuite de la torture en Turquie.

M. Ozal a rejeté toute responsabilité dans les tortures commises sous le régime des militaires pendant l'état d'urgence, et a affirmé qu'au cours des deux dernières années il n'y avait « pratiquement pas eu de cas de torture soulevés dans la presse turque, qui est libre ».

Reconnaissant que « quelques cas individuels » avaient été signalés, il s'est engagé à tout faire pour parvenir à une application des droits de l'homme à l'occidentale, « même si, a-t-il dit, on ne peut pas tout faire en un jour ». « Notre société accorde la plus grande importance à la question des droits de l'homme [...] et nous sommes déterminés à prendre dans les prochains mois les mesures qui s'imposent pour progresser dans cette direction », a-t-il ajouté.

M. Ozal a estimé que d'importants changements structurels s'étaient produits en Turquie ces derniers temps, dans les domaines aussi bien sociaux qu'économiques, et a assuré que le pays connaîtrait « d'autres transformations » afin de se rapprocher de la Communauté européenne. - (UPI.)

# Asie

## Assassinat d'un diplomate saoudien à Bangkok

Un diplomate saoudien en poste à Bangkok a été assassiné, mercredi 4 janvier, en pleine rue dans la capitale thaïlandaise. M. Salah El Maliki, troisième secrétaire, a été tué de trois balles de revolver alors qu'il rentrait à pied chez lui ; l'assassin, qui pourrait être un tueur à gages thaïlandais, a pu s'échapper. Il s'agit du troisième attentat en moins de

trois mois contre des diplomates saoudiens.

Le 25 octobre dernier, le deuxième secrétaire de l'ambassade d'Arabie saoudite à Ankara avait été tué de plusieurs balles ; l'attentat avait été revendiqué par une organisation jusqu'alors inconnue, le Djihad islamique au Hedjaz. Le 27 décembre, le vice-consul saoudien à Karachi était grièvement blessé ; le lendemain, l'Organisation des soldats du droit revendiquait, à Beyrouth, la responsabilité de l'agression.

Riyad a annoncé sans commentaire l'assassinat de M. El Maliki. On constate, de sources diplomatiques arabes, que ces attentats surviennent alors qu'un processus de normalisation des relations saoudo-iraniennes est en cours. Selon ces sources, les attentats

auraient été commandités par des groupes radicaux pro-iraniens hostiles à la politique d'ouverture menée par les tenants de la ligne modérée à Téhéran, et entraîneraient dans le cadre de la lutte d'influence qui se déroule au sein du régime iranien. - (AFP.)

INÉDIT  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
**LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE**  
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, puissance financière et zone franc. Défense, sciences de pointe : les armes classiques et nucléaires. Etendus : 2<sup>e</sup> domaine territorial mondial (zone franc). DDM, TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française.  
368 pages, 90 F. Franco chez l'auteur :  
**FRANÇOIS DE PREUIL**  
49560 NUEL-SUR-LAYON

1993 vu de Londres

## Un gentleman chauvin contre les « petits hommes sans visage »

LONDRES  
de notre correspondant

« Susciter des controverses est le champignon de ma vie », a déclaré M. Anthony Beaumont-Dark, député conservateur de Birmingham, qui nous reçoit dans son bureau des Communes, ne saurait pas si bien dire. Il ne se passe guère de semaine sans que de « chauvin » autoproclamé, qui aime donner à ses adversaires des noms d'oiseaux et fustiger « les petits hommes sans visage » de Bruxelles, ne fasse parler de lui - et tout particulièrement à l'approche du grand marché unique de 1993.

Les remarques acides de M. Beaumont-Dark sur les bureaucrates européens sont presque des douceurs en comparaison de ce que M. Beaumont-Dark raconte, à qui veut l'entendre, sur les horreurs de la CEE. « Je mets la Grande-Bretagne d'abord », les Français font pareil, ils tiennent des propos aimables, mais ils placent toujours leurs intérêts en premier, et ils ont raison. Les autres, on les envoie à la base, et au bout de cinq ans, ils ont oublié qu'ils étaient britanniques. Comme ils touchent des salaires incroyables, ils se prennent pour des grands personnages, ils deviennent fous, comme lord Cockfield, ils nous regardent de haut, nous les petits Anglais... »

Sur l'Europe, M. Beaumont-Dark est intraitable. Sur quoi, d'ailleurs, n'a-t-il pas son mot à dire ? « J'aime bien donner mon opinion. Je ne suis pas une petite virette sous la mouche ». Il ne renie rien de ses invectives passées contre lord Cockfield, ancien vice-président de la Commission de Bruxelles, dont M. Thatcher n'a pas renouvelé le mandat. Ce dernier avait présenté l'harmonisation des taux de TVA entre les différents pays européens comme faisant partie d'un grand dessein. « On connaît quelques-uns de ceux qui ont eu un grand dessein pour l'Europe, ils s'appelaient Metternich, Bismarck ou Hitler », relève l'implacable député de Birmingham.

Non, décidément, ces fonctionnaires européens ne lui plaisent pas. Que croient-ils donc ? Que les Britanniques vont cesser d'être britanniques et se révéler

du jour au lendemain miraculeusement transformés en citoyens des Etats-Unis d'Europe, heureux d'être dirigés par M. Jacques Delors ? Pas question ! Déjà qu'ils n'ont pas cessé, malgré des siècles de vie commune, d'être anglais, gallois ou écossais. « Je déteste l'idée que notre pays puisse être bradé à Bruxelles. Je ne veux pas qu'une Cour européenne nous dise quelle taille doit avoir nos oeufs ou nos pommes de terre. Je ne suis pas contre l'Europe, j'adore les Européens. Mais je ne veux pas les gouverner, et je ne veux pas qu'ils me gouvernent ».

L'horreur absolue

La création d'une monnaie européenne est l'horreur absolue. « Si j'étais M. Thatcher, je préférerais me retirer de la CEE plutôt que de voir ça. Une banque centrale, une monnaie commune, de tels abandons de souveraineté ne sont pas imaginables. Dans quelques siècles peut-être... L'appartenance à une nation n'est pas l'affaire d'un instant. Ce sont des liens, tissés généralement dans le malheur, face à l'ennemi... »

M. Beaumont-Dark est membre du parti conservateur, mais il ne lui viendrait pas à l'esprit d'être un faucheur, car il a une quelconque discipline de parti. Il a été élu pour la première fois au Parlement en 1979, en même temps que l'électorat portait au pouvoir M. Thatcher, dans une circonscription aisée de sa ville natale de Birmingham. Il a toujours été réélu depuis, « malgré ou à cause de ses diatribes », explique un confrère britannique.

L'intéressé s'ennuyait ferme, le 11 mars dernier, un jour où le duc d'Edimbourg défendait devant un groupe de députés la cause de la protection de la nature. L'époux de la reine avait pourtant mis de l'ambiance en évoquant l'aspect religieux selon lui des préservatifs de couleurs différents utilisés par les Thaïlandais, jeunes pour



les jours de joie, noirs pour ceux où règnent la tristesse.

Quelle mouche a donc piqué M. Beaumont-Dark ? Jugement que le duc d'Edimbourg, qui aime chasser, en faisait peut-être trop, il lui demande, à brûle-pourpoint, comment il pourrait justifier une activité qui consiste à tuer pour le plaisir. « Est-ce que l'adultère serait plus acceptable si on n'y trouvait aucun plaisir ? », réplique le duc d'Edimbourg, qui avait sa réputation de franc-parler à défendre. « Vous en savez sans doute davantage que moi sur l'adultère », rétorque le député de Birmingham. « Le duc d'Edimbourg accusé d'adultère », titrait le lendemain en première page la presse populaire...

Il manque un élément à ce portrait d'un gentleman-député tranquille et chauvin : A cinquante-six ans, M. Beaumont-Dark est un homme heureux. Il se sent parfaitement en règle avec sa conscience, puisqu'il se refuse par exemple à acheter des actions des sociétés privatisées, même s'il est un farouche partisan des dénationalisations, afin de pouvoir comment librement ses opérations. Il a eu, quand il était jeune homme, successivement trois Rolls Royces, deux Bentley, une Aston Martin et « deux ou trois Jag ». Il a renoncé à sa Rolls Royce bleue avec chauffeur lorsqu'il a été élu député.

Il est surtout un non-conformiste. Cela tient peut-être à ses origines protestantes françaises. Ses ancêtres, chassés par la révocation de l'Edit de Nantes, avaient trouvé refuge en Angleterre. Ils s'appelaient Beaumont d'Arc. Pendant les guerres napoléoniennes, ils ont transformé leur nom en Beaumont-Dark, pour ne pas porter trop ostensiblement un patronyme qui évoquait irrésistiblement l'ennemi héréditaire...

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Cérémonie en hommage aux victimes de la catastrophe de Lockerbie

Lockerbie, le village écossais sur lequel s'est écrasé il y a deux semaines un Boeing-747 de la Pan Am, a rendu un hommage solennel, mercredi 4 janvier, aux deux cent soixante-dix victimes, au cours d'un service religieux en présence du premier ministre.

M. Margaret Thatcher, et de nombreuses familles venues des Etats-Unis.

Seules sept cents personnes avaient pu trouver place dans la petite église de briques beige, dont une centaine d'employés de la

Pan Am en uniforme. Plusieurs milliers d'autres ont suivi la cérémonie dans trois salles aménagées spécialement par la municipalité ou à l'extérieur de l'église. La cérémonie était retransmise en direct par la télévision britannique et diffusée par satellite aux Etats-Unis.

Aux côtés de M. Thatcher, le chef de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, l'ambassadeur américain, M. Charles Price, le président de la Pan Am et M. Thomas Plaskett, ainsi que de nombreuses autres personnalités politiques et religieuses ont écouté le sermon prononcé par le président de l'Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, le Révérend James Whyte. Faisant écho à de récents propos de M. Thatcher, qui s'était déclaré opposé à une vengeance « à tout prix », le Révérend a demandé que justice soit faite, mais rejeté l'idée de « représailles ». - (AFP.)

## LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

La cote des peintres • Les annonces des collectionneurs • Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes publiques • L'art contemporain.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

هكذا من الأصل



# Politique

Les cérémonies de vœux à l'Élysée et les orientations du septennat

## « Le préambule de la Constitution de 1946 doit être notre règle d'or » souligne M. François Mitterrand

Conformément à la tradition, c'est le gouvernement qui, le premier, a présenté ses vœux au président de la République, mercredi 4 janvier au palais de l'Élysée. Au nom de son équipe, le premier ministre a exprimé son « très grand respect » et sa « sincère affection » envers le chef de l'État. M. Mitterrand a répondu, en retour, « de la façon dont les choses sont conduites » et a vanté les « capacités de travail, de réflexion et d'action » du premier ministre. Il a affirmé qu'il existe au sein du gouvernement « une bonne entente humaine de base, au-delà des désaccords de circonstance inévitables dans la vie politique, de différences de conceptions qui peuvent exister quand on vient d'horizons ou de familles politiques distinctes ». M. Mitterrand a souligné que « ces vœux-là sont plus faciles à exprimer qu'en d'autres temps ».

Le chef de l'État a ensuite reçu le Conseil constitutionnel puis les corps constitués (Cour de cassation, Cour des comptes, Cour de justice, etc.). Répondant aux vœux du vice-président du Conseil d'État, M. Marceau Long, le président de la République a appuyé son propos sur le préambule de la Constitution de 1946 (repris dans la Constitution de 1958) : « notre règle d'or, ou qui devrait l'être », a-t-il dit « afin de montrer que certains des droits qu'elle expose en principes ne sont pas respectés, restent à conquérir ou à améliorer. Il a ainsi évoqué tout à tour les droits des immigrés, des femmes, le droit d'asile, le droit à l'emploi, à la protection sociale, à l'instruction.

A propos des « droits inaliénables et sacrés de tout être sans distinction de race, de religion et de croyance », M. Mitterrand a demandé : « Est-ce toujours le cas, comme je l'ai suggéré aux Français le 31 décembre, pour celles et ceux qui, vivant sur notre sol et y travaillant, viennent d'autres pays ? En posant le problème des immigrés, j'ai voulu que l'on vérifie de quelle façon était mis en œuvre le droit des gens chez nous et de quelle manière étaient respectés nos propres principes, et que l'on tirât les conclusions qui s'imposent sur les plans réglementaire et législatif. »

Le droit d'asile lui a inspiré cette réflexion : « Que d'attentes à ce droit fondamental n'avons-nous pas eues à déplorer ! »

La non plus, on ne peut pas blesser avec le droit. Chaque cas doit être examiné avec un extrême scrupule.

Les traditionnelles cérémonies de vœux à l'Élysée ont commencé mercredi après-midi 4 janvier. M. Mitterrand a reçu successivement le gouvernement, le Conseil constitutionnel, les corps constitués, les représentants des armées et du corps diplomatique. Il a notamment insisté sur le respect des droits énoncés par le préambule de la Constitution de 1946. Il a également annoncé qu'il avait demandé à ses partenaires des pays industrialisés de coordonner leur action afin de lutter contre le terrorisme aérien. Mais il s'est une nouvelle fois prononcé contre des « représailles collectives qui atteignent des innocents ».

pule en sachant qu'on ne peut obéir à aucune considération. M. Mitterrand a ensuite évoqué le passage du préambule selon lequel « nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ». Il a remarqué : « Et pourtant, combien de jugements émis par nos tribunaux ont été nécessaires pour rappeler et rétablir la preuve par neuf de l'état de droit ! » Le chef de l'État a souligné, à propos des droits sociaux et de la protection sociale, qu'il a fallu attendre la fin de 1988 « pour que notre droit social soit complété par la garantie d'un minimum de revenus assuré à ceux qui n'ont rien ». Évoquant l'égalité d'accès, garantie par la Constitution, pour l'enfant et l'adulte, « à l'instruction, à la formation professionnelle et à la

culture », M. Mitterrand a observé : « J'ai déjà dit à quel point j'étais satisfait de l'effort considérable qu'a accompli le gouvernement. Il n'est qu'un début de sa tâche et il le sait. Raison de plus pour l'entreprendre sans tarder. »

En conclusion de cette analyse comparative du préambule de la Constitution de 1946 et de la situation actuelle, le chef de l'État a affirmé : « Voilà pourquoi j'ai dit qu'il faudrait s'engager dans la voie d'une remise en cause des règles et des pratiques qui ne sont pas conformes à nos principes ni acceptables dans une nation qui se veut moderne, développée et démocratique. »

M. Mitterrand a ensuite évoqué le sort réservé à certains salariés de la fonction publique et des entreprises nationales « qui n'ont pas encore

obtenu les moyens décents de vivre et sont en droit de le réclamer ».

Après avoir ensuite, devant les représentants des armées, rendu hommage « à tous ceux des trois armes et de la gendarmerie qui sont tombés au service du pays », le chef de l'État a reçu le corps diplomatique.

### Concertation contre le terrorisme

Répondant au nonce apostolique, M. Mitterrand a noté à propos des progrès de la démocratie, et du désarmement : « On entend comme un bruissement d'espérance auquel il faut sans naïveté, sans découragement, prêter attention car la méfiance systématique n'est pas non plus bonne conseillère. »

Il a annoncé qu'il venait d'écrire à ses six partenaires des sommets des pays industrialisés afin que les sept organisent « une concertation appropriée entre les experts compétents pour renforcer les mesures de protection et de lutte contre le terrorisme aérien ». « Nous ne pouvons pas relâcher notre action, a-t-il dit. Il n'y a pas de compromis possible avec le terrorisme. Le terrorisme ne doit pas rester impuni, il doit être autrui que possible recherché à la source. Je ne suis pas favorable à des représailles collectives qui atteignent des innocents. »

M. Mitterrand a ajouté : « Sans doute existe-t-il des situations où l'injustice prévaut, poussant à l'exaspération et à la violence des peuples qui ont le droit comme les autres d'obtenir la reconnaissance de leur souveraineté, le droit de se déterminer eux-mêmes. Ne pas le reconnaître, c'est déjà une violence. C'est l'engrenage. Cependant, rien n'excuse rien. Les nations civilisées doivent mettre un terme, par leur résolution, à ces massacres d'innocents qui n'apportent jamais aucune réponse ni aux problèmes internationaux ni aux conflits individuels. »

Le chef de l'État a conclu sur la nécessaire défense de l'environnement : « notre affaire à tous ». « C'est à désespérer des chances de l'humanité tant est présente, d'une part, la sottise qui trop souvent gouverne les affaires du monde, mais aussi le profit immédiat, générateur de catastrophes en chaîne. Pour quel profit et pour quel intérêt, si l'appât du gain satisfait d'intérêts qui doivent être brisés, sans quoi l'humanité tout entière en supportera les conséquences. »

## « Transformer la société »

Dans un entretien accordé à *Vendredi*, nouvel hebdomadaire du Parti socialiste dont le premier numéro paraît le 6 janvier, M. Mitterrand déclare : « La démarche des socialistes s'explique essentiellement par la volonté de transformer la société afin d'en corriger les injustices, les inégalités et d'en éliminer les privilèges individuels ou collectifs. On peut certes discuter de la méthode à suivre pour atteindre cet objectif, mais quiconque y renonce n'est pas ou n'est plus socialiste. Le problème se pose dans les mêmes termes en 1989 qu'en 1945, 1936 ou 1981, même si les réponses varient selon les conditions du moment. »

Le chef de l'État explique qu'il croit « à la force des idées donc à l'idéologie » et dénonce l'idéologie, dit-il, est une façon couronnée d'intelligence de gouverner les différences pour ne rien changer au cours des choses ». Interrogé sur le « grand dessin » dont, selon certains socialistes,

M. Rocard manœuvrait, le président de la République répond : « Laissons de côté la discussion sur le grand dessin. C'est l'affaire des conventions et des congrès de parti. »

A propos de la campagne sur son comportement, « monarchique », M. Mitterrand déclare : « A ceux qui font semblant de croire au « bon plaisir » ou qui dénoncent une « dérive monarchique », je ferai cette simple remarque : peut-on citer un seul manquement au droit et par conséquent un seul abus de pouvoir depuis 1981 ? Le reste m'est indifférent. »

M. Mitterrand exprime son accord avec l'idée d'un « statut de l'État », mais s'interroge de « certaines facilités abusives » qu'il observe dans « nombre d'assemblées locales ». Le chef de l'État réaffirme enfin que la TVA devra baisser en France dans la perspective de 1993 et souligne l'obligation d'une harmonisation européenne de la fiscalité de l'épargne.

## Une idée élargie des droits de l'homme

(Suite de la première page.)

Pour répondre à ce reproche d'opération de tactique politicienne, M. Mitterrand ne se contente pas de justifier, sur le fond, sa volonté de protéger, de respecter les immigrés et de mieux les intégrer dans la société française. Il élargit le chantier de ses grands travaux au préambule de la Constitution de 1946, c'est-à-dire au droit d'asile, souvent malmené, aux droits des femmes, à la protection sociale, bref à tout le champ social.

La France, État de droit, est au cœur des convictions de M. Mitterrand. Ce discours, cette action à laquelle le chef de l'État demande à tous les Français de se joindre, n'est pas limité aux frontières de l'Hexagone. M. Mitterrand s'efforce de les appliquer à l'analyse des rapports de forces internationaux. Il s'oppose, une fois de plus, à toute idée de « représailles collectives » dont seraient victimes « des innocents ». Cette forme de riposte au terrorisme lui paraît une faute au regard du droit. Il avait déjà exprimé ce point de vue lors de l'intervention américaine sur Tripoli en 1986, opération à laquelle la France avait refusé de prêter la main, jusqu'à l'interdiction du survol de son territoire par les bombardiers américains. Cette prise de position, vaut encore, évidemment, pour aujourd'hui.

C'est le droit qui, dans son esprit, permet de tracer la ligne de partage entre les bonnes et les mauvaises interventions. Avant d'être président de la République, M. Mitterrand, premier secrétaire du PS, avait pris à contre-pied ses amis, toujours

prompts à dénoncer l'« impérialisme américain », lorsqu'il avait justifié, malgré son échec, l'expédition tentée par le président Carter pour libérer des otages détenus à Téhéran. Devenu chef de l'État, il a soutenu, de la même manière, l'intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre des Malouines.

On reconnaît la même ligne — le respect du droit dans l'analyse des rapports de forces — au Proche-Orient. M. Mitterrand, par ailleurs, des Palestiniens lorsqu'il évoque les « peuples qui ont le droit, comme les autres d'obtenir la reconnaissance de leur souveraineté, le droit de se déterminer eux-mêmes » et que « l'injustice pousse à l'exaspération et à la violence ».

Vaste programme que les droits de l'homme, dont la défense de l'environnement fait aussi partie. Si ceux qui gouvernent le monde ne parviennent pas à se mettre un jour d'accord sur leur intérêt vital, ce serait « à désespérer des chances de l'humanité ». M. Mitterrand ne l'a pas encore dit, mais il a l'intention, dans cette perspective, de proposer la création d'une « haute autorité mondiale de l'environnement ».

Immigrés, droits sociaux, environnement : voilà bien le grain idéologique qui est donné à moudre aux socialistes. N'est-ce pas, malgré tout, une bonne façon de mobiliser une gauche dépeuplée par le maintien, peu ou prou, de la rigueur économique ?

JEAN-YVES L'HOMEAU.

## Désaccord entre socialistes sur la révision de la « loi Pasqua »

Le groupe de travail que le bureau exécutif du Parti socialiste avait décidé, le 21 décembre, de mettre sur pied pour étudier les problèmes de l'immigration, en liaison avec le gouvernement et avec le groupe parlementaire socialiste, a été constitué lors de la réunion du bureau mercredi 4 janvier. A cette occasion, M. Gérard Lindeperg (rocardien), membre du secrétariat national, chargé des droits de l'homme, a formulé une proposition de révision de la « loi Pasqua » sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui consisterait à trouver une formule intermédiaire entre le contrôle judiciaire des expulsions et le simple exercice de l'autorité administrative, institué par cette loi.

Cette proposition a été vigoureusement critiquée par M. Seligmann (proche de M. Laurent Fabius), membre du secrétariat national et vice-président de la Ligue des droits de l'homme, ainsi que par

M. Bernard Roman (proche de M. Pierre Mauroy), membre du secrétariat national, et par les représentants de Socialisme et République (courant de M. Jean-Pierre Chevènement). M. Mauroy a observé que le retour au contrôle judiciaire pourrait nécessiter, afin d'éviter les lenteurs dues à l'encombrement des tribunaux, la création d'une catégorie de juges spécialisés sur ces affaires.

Le groupe de travail désigné par le bureau exécutif est formé de M. Lindeperg ; M. Geneviève Domenach-Chich, membre du secrétariat national, chargé des problèmes de société ; M. Michel Pezet, membre du secrétariat national, chargé des collectivités locales et de M. Seligmann. Il s'ajoutera, ultérieurement, M. Pierre Brana, chargé de l'urbanisme et de l'environnement, Jean-Claude Boulard, chargé des affaires sociales, et M. Pierre Carassus.

## Mme Veil : l'« erreur » de l'opposition

Les propositions de M. François Mitterrand en faveur de la situation des immigrés en France continuant de susciter des réactions. Pour M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), ancien ministre chargé de la sécurité publique dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, « toute modification de la loi Pasqua dans un sens laxiste » serait « impopulaire » car elle « favoriserait l'immigration clandestine ».

L'opposition de droite comme une « erreur », selon M. Suzanne Veil, lorsqu'elle accuse le chef de l'État de renforcer le Front national et « crie au loup ! au loup ! ». « Il faut que la droite modérée [...] dise ce qu'elle pense du fond de cette affaire, sinon elle renvoie elle-même l'électorat vers le Front national, puisqu'elle ne veut pas prendre

parti. » Toujours selon M. Veil, M. François Mitterrand a « besoin de montrer qu'il est à gauche ».

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, s'est déclaré « surpris » que l'on n'ait retenu que ces propos du message présidentiel du Nouvel An, mais il a souligné qu'il « faisait partie des intentions fortes » de M. Mitterrand et « correspondait à la volonté des socialistes de faire progresser l'intégration ». M. Poperen a néanmoins précisé qu'il « n'était pas question, à l'heure qu'il est », d'accorder le droit de vote aux immigrés.

Les associations d'immigrés en France se déclarent, pour la plupart, satisfaites des déclarations du président de la République.

## Le texte de 1946

Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps les principes politiques, économiques et sociaux ci-après.

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

Le droit de grève s'exerce, dans le cadre des lois qui le réglementent.

Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

Tout bien, toute entreprise, quel qu'elle soit, à caractère d'entreprise nationale ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.

La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.

● M. Chirac : l'Europe sera dure pour les faibles. — M. Jacques Chirac, répondant aux vœux que lui présentaient les élus du Conseil de Paris mercredi 4 janvier, a affirmé : « L'Europe sera douce pour les forts et dure pour les faibles », expliquant : « Nous avons quatre ans pour devenir forts et cela supposera de faire ce qu'il faut pour que notre cohésion nationale et notre force économique et matérielle soient considérablement renforcées. » « Cela nous permettra d'assumer ces nouvelles responsabilités dans un cadre qui respecte notre pays, nos traditions et notre culture. »

L'ancien premier ministre, évoquant la création de la Déclaration des droits de l'homme, a souligné que « les pays riches prennent une conscience plus aiguë des drames croissants des pays en voie de développement », en assurant : « Comment les Français, les Européens et les autres pays industrialisés pourraient-ils se dire porteurs d'une certaine philosophie en matière de droits de l'homme que nous célébrons à grande sons de trompe et d'autosatisfaction, s'ils n'apportent pas une réponse concrète à ce drame qui est la misère croissante des plus pauvres. »

## Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, le mercredi 4 janvier 1989. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

### LES TRANSPORTS COLLECTIFS EN PROVINCE

Bien que, depuis les lois de décentralisation, l'organisation des transports collectifs de province relève essentiellement des collectivités locales, l'État doit encourager leur développement et leur modernisation, compte tenu de leur rôle essentiel dans l'équilibre économique et social des villes.

1) Transports urbains. — L'État incitera les villes à poursuivre leurs efforts pour améliorer les transports en commun et les réseaux de communication par des contrats de modernisation : 30 millions de francs sont prévus à ce titre dans la loi de finances pour 1989.

Les nouveaux matériels de tramways français et des métros automatiques légers répondent aux besoins des grandes agglomérations. Un certain nombre d'opérations utilisant ces matériels ont déjà été réalisées ou lancées : la deuxième ligne de tramway de Grenoble et le métro automatique de Toulouse en 1988, le métro automatique de Strasbourg en 1989.

Au total, l'État consacrera à ces infrastructures une enveloppe de 2 milliards de francs sur la durée du X<sup>e</sup> Plan, soit 400 millions de francs par an en moyenne contre 265 millions de francs en 1988.

2) Transports ferroviaires régionaux. — Depuis 1984, dix-sept

régions ont passé une convention avec la SNCF afin de prendre la responsabilité de l'organisation de leurs liaisons ferroviaires.

L'État incitera les régions qui n'ont pas encore passé de convention à le faire, en leur aidant dans ce cas à réaliser leur programme d'investissements ferroviaires.

3) Transports routiers départementaux. — Les transports départementaux jouent un rôle important dans l'aménagement local et sont indispensables à de nombreuses catégories d'usagers. Cette activité représente huit mille entreprises qui réalisent environ 11 milliards de francs de chiffre d'affaires, utilisent un parc de trente-cinq mille véhicules et font vivre cinquante mille salariés et travailleurs indépendants.

D'après la loi d'orientation des transports intérieurs de 1982, les départements doivent conclure avant le mois d'août 1989 des conventions avec les transporteurs pour réorganiser les réseaux et les adapter aux besoins. Dans la moitié des départements, ces conventions n'ont pas encore été passées. L'État, par l'intermédiaire de contrats de modernisation comprenant une aide financière, incitera ces départements à souscrire des conventions.

L'objectif poursuivi est de créer une nouvelle image des transports collectifs, en favorisant notamment le rajeunissement du parc des autocars, l'introduction de nouveaux équipements de billetterie et la mise en place de systèmes d'information des usagers.

● LA POLITIQUE DE LA FRANCE EN MATIÈRE DE DÉCHETS. (Le Monde du 5 janvier).



# Politique

Un sondage SOFRES pour « le Monde »

## M. Le Pen voué à la marginalité

Pour M. Jean-Marie Le Pen et le Front national, l'année politique 1989 ne se présente pas sous les meilleurs auspices si l'on en juge par les résultats de l'enquête d'opinion que la SOFRES vient de réaliser pour le Monde, la troisième du genre en trois ans.

Privé de caisse de résonance au Parlement depuis le retour au mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives, affaibli par ses divisions internes, qui ont abouti à la défection, en septembre dernier, de deux de ses anciens fleurons au Palais-Bourbon, MM. François Bachelot et Pascal Arrighi, amoindri par la mort de son principal lieutenant, Jean-Pierre Stirbois, M. Le Pen est renvoyé par les Français à sa marginalité originelle. Tous les indicateurs qui le concernent apparaissent de plus en plus négatifs pour l'avenir du Front national.

Il n'y a plus que 16 % des personnes interrogées pour exprimer leur accord avec les idées qu'il défend, soit deux points de moins qu'en octobre 1987 et sept de moins qu'en octobre 1985. Alors qu'elles sont de plus en plus nombreuses à émettre des appréciations négatives : 80 % contre 78 % il y a un an et 67 % il y a trois ans. Comme le pourcentage des personnes « sans opinion » est désormais stable (4 %), cela signifie que plus les Français ont appris à mieux connaître le Front national, plus ils ont tenu à s'en écarter.

Ce phénomène de rejet devient particulièrement perceptible lorsqu'on interroge les Français sur la sympathie ou l'antipathie que leur inspirent les différents partis politiques. Par rapport à 1985, le Front national est la seule formation dont l'effet-repoussoir se soit accru. En trois ans, le taux des personnes qui affirment qu'en aucun cas elles ne voteront pour le parti de M. Le Pen s'est accru de 17 points : 77 % contre 60 %.

A la même question, les Français se montrent plus conciliants pour les autres partis, qu'il s'agisse du RPR, de l'UDF, du Parti socialiste, du Parti communiste, du PSU, du mouvement écologiste et même de l'extrême gauche.

Cette tendance est corroborée par la progression ascendante de la courbe obtenue en réponse à la question de savoir si M. Le Pen représente un danger pour la démocratie. Les personnes interrogées répondent « oui » à 67 %. Elles n'étaient que 65 % en 1987, 50 % en 1985, 44 % en 1984 et 38 % au moment de l'émergence du Front national sur la scène politique, en octobre 1983, quand Jean-Pierre Stirbois faisait sensation en s'imposant lors d'une élection municipale partielle à Dreux.

Les thèmes mêmes du Front national apparaissent moins séduisants. Les Français sont de plus en plus nombreux à désapprouver les

prises de position de M. Le Pen sur les immigrés (67 % d'opinions contraires : +4 points en un an) ; sur la sécurité et la justice (60 % +4) ; sur les critiques contre la classe politique (71 % +6) ; sur la défense des valeurs traditionnelles (57 % +3), etc. Même le nouveau cheval de bataille enfoncé par le président du Front national, le SIDA, n'apparaît pas « porteur » pour lui. Il n'y a que 13 % des personnes interrogées pour l'approuver sur ce terrain, dont 11 % chez les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans ; 10 % chez les adultes de vingt-cinq à trente-quatre ans et 18 % chez les plus de soixante-cinq ans.

L'information nouvelle fournie par l'enquête de la SOFRES réside dans les raisons que les personnes interrogées retiennent pour expliquer la baisse d'influence de M. Le Pen. Pour la grande majorité d'entre elles, le chef de file de l'extrême droite est surtout victime non pas des médias, comme il le prétend, mais tout simplement de ses propres excès. Son tristement fameux « *Durafour criminel* » a constitué, apparemment, l'outrance rédhibitoire qui a fait basculer un certain nombre d'indécis dans le camp des citoyens sachant déjà à quoi s'en tenir sur l'idéologie des dirigeants du Front national.

Le point de vue des Français sur la question des éventuelles alliances électorales du RPR et de l'UDF avec le Front national n'en est donc que conforté au moment où M. François Mitterrand vient de ramener le débat sur l'immigration. L'an passé, à la même époque, 69 % des personnes interrogées jugeaient « souhaitable » que M. Le Pen n'obtienne pas les cinq cents signatures requises pour se présenter à l'élection présidentielle, soitant-neuf pour cent s'opposaient à tout accord politique du RPR et de l'UDF avec lui pour gouverner ensemble, le cas échéant, après l'élection présidentielle, et 62 % désapprouvaient à l'avance des accords avec lui pour les municipales de mars 1989.

Aujourd'hui, les Français accentuent cette tendance à l'ostracisme. 70 % des personnes interrogées ne veulent pas entendre parler d'alliance entre le RPR et l'UDF d'une part, le Front national d'autre part. Ce taux est de 65 % parmi les sympathisants du RPR ou de l'UDF. 67 % des « sondés » estiment que même si cette intransigeance accroît les chances de la gauche, le RPR et l'UDF ne doivent pas s'allier avec le parti de M. Le Pen.

Certes, les enseignements de ce sondage doivent être relativisés. Les mêmes tendances, enregistrées en 1985, n'avaient pas empêché le Front national de remporter, en 1986, un succès électoral aux législatives, grâce au mode de scrutin proportionnel, en recueillant au niveau national 9,80 % des suffrages exprimés en métropole.

Confrontées et renforcées en 1987, elles n'avaient pas non plus empêché M. Le Pen de réaliser, le 24 avril 1988, un score spectaculaire de 14,39 % au premier tour de l'élection présidentielle, avant de subir un revers total aux législatives de juin, en retombant globalement à 9,65 % des suffrages. Plus les campagnes électorales revêtent un caractère personnalisé, plus les effets de la démagogie lepéniste sont dévastateurs.

Il n'en ressort pas moins que l'évolution de l'opinion semble bien correspondre aujourd'hui à une nouvelle donne si l'on considère que

cette enquête 1988 confirme le reflux du Front national constaté à toutes les élections partielles de ces dernières semaines, tantôt au profit du Parti communiste, tantôt au bénéfice du RPR.

C'est peut-être l'amorce d'un renversement, favorisé par la banalisation d'une présence qui ne bénéficie plus des attraits de la nouveauté qu'elle pouvait présenter, il y a quatre ans, pour certains électeurs, et aussi par l'amélioration globale de la situation économique et sociale.

Pourtant, s'il devenait un peu moins encombrant pour l'opposition modérée, le Front national, qui dispose maintenant d'un ancrage national, n'en serait pas moins pesant.

Acculé dans l'impasse, il risque en outre d'avoir des subrepts désespérés. Le retour de certains de ses chantiers aux vieilles lunes de l'extrême droite, si l'on se réfère au regain d'antisémitisme relevé ces temps derniers (le Monde du 10 novembre 1988), n'apparaît pas, de ce point de vue, rassurant.

Il est difficile, en revanche, de préjuger l'impact que pourrait avoir, sur des franges électorales qui sont généralement tentées par le vote exutoire, la relance du débat sur l'immigration à la suite des nouvelles directives du président de la République.

ALAIN ROLLAT.

### L'adhésion aux idées

Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen, assez d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord ?

	Rappel enquête SOFRES LICRA novembre 1984	Rappel enquête Le Monde Antenne 2 SOFRES octobre 1985	Rappel enquête Le Monde RTL SOFRES octobre 1987	Décembre 1988
- Tout à fait d'accord	4	24	2	3
- Assez d'accord	23	19	16	13
- Plutôt en désaccord	18	57	18	80
- Tout à fait en désaccord	39	18	60	62
- Sans opinion	17	10	4	4
	100 %	100 %	100 %	100 %

### L'adhésion aux thèmes

Plus précisément, approuvez-vous ou désapprouvez-vous les prises de positions de Jean-Marie Le Pen sur :

	Approuve	Désapprouve	Sans opinion	Total
- Les immigrés	24	67	9	100 %
- La sécurité et la justice	25	68	15	100 %
- La lutte contre le communisme	11	78	19	100 %
- Les critiques contre le RPR et l'UDF	7	74	19	100 %
- Les critiques contre la classe politique	11	73	18	100 %
- La défense des valeurs traditionnelles	24	57	19	100 %
- Le SIDA	13	64	23	100 %

### La question des alliances aux municipales

Pour les élections municipales de mars 1989, souhaitez-vous que dans les communes où le Front national est influent le RPR et l'UDF s'allient à lui...

	Ensemble	Sympathisants UDF	Sympathisants RPR
- dès le premier tour	6	10	9
- seulement au second tour	9	18	18
- on pas du tout	70	65	65
- Sans opinion	15	7	8
	100 %	100 %	100 %

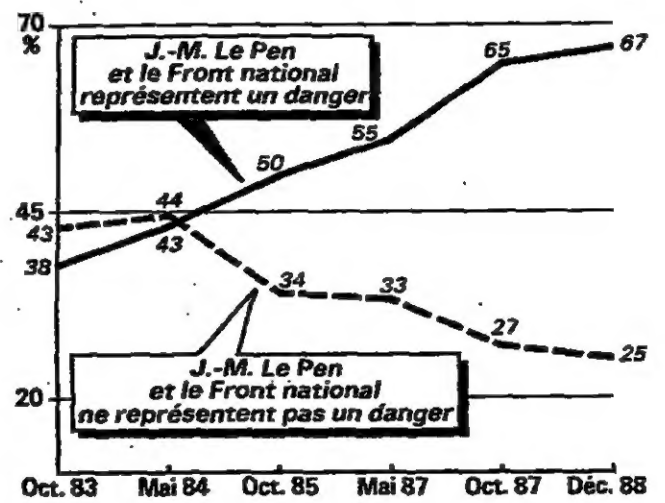
Plus précisément, estimez-vous que dans une commune le RPR et l'UDF...

	Ensemble	Sympathisants UDF	Sympathisants RPR
- doivent s'allier avec le Front national si cela peut faire battre la gauche	14	27	34
- ou ne doivent pas s'allier avec le Front national même si cela augmente les chances de victoire de la gauche	67	62	55
- Sans opinion	19	11	11
	100 %	100 %	100 %

### La fiche technique de l'enquête

- Date de réalisation : du 21 au 23 décembre.
- Echantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Un danger pour la démocratie



### Les causes de la baisse d'influence

Depuis quelques mois, on enregistre dans les élections une baisse d'influence du Front national. A votre avis, quelles en sont les raisons ?

	Ensemble	Sympathisants de gauche	Sympathisants RPR-UDF
- Le Pen a commis trop d'excès (par exemple « Durafour criminel »)...	69	76	69
- Les médias font tout ce qu'ils peuvent pour affaiblir Le Pen	18	13	20
- Le RPR et l'UDF ont décidé de refuser tout accord avec le Front national	18	17	23
- Les causes profondes de la montée de Le Pen (insécurité, tensions liées à l'immigration) ont perdu de leur importance	17	20	13
- Le Pen a tout fait pour favoriser la défaite de la droite à la présidentielle	13	10	26
- La gauche mène une politique beaucoup plus modérée qu'en 1981	10	10	11
- C'est un phénomène passager : Le Pen va renouer avec l'approche des municipales	9	10	8
- Sans opinion	12	7	9
	% (1)	% (1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

### Le taux d'hostilité aux différents partis

Parmi les partis politiques suivants, y en a-t-il un ou plusieurs pour lesquels (a) vous ne voteriez en aucun cas ?

	Rappel enquête Figaro/SOFRES janvier 1985	Décembre 1988
- Parti communiste	63	50
- Lutte ouvrière	41	32
- Ligue communiste révolutionnaire	62	48
- PSU	26	18
- Parti socialiste	20	12
- Mouvement des radicaux de gauche	23	16
- Mouvement écologiste	18	14
- UDF	28	23
- RPR	27	77
- Front national	60	7
- Sans opinion	7	7
	% (1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

### Le profil du président du FN

Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui, selon vous, s'appliquent bien à Jean-Marie Le Pen ?

	Rappel enquête Nouvel Observateur/SOFRES mai 1987	Décembre 1988
- Dangereux	56	69
- Raciste	45	61
- Démagogue	31	22
- Dit la vérité	20	19
- Courageux	25	15
- Compétent	10	5
- Sans opinion	5	5
	% (1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

**395<sup>F\*</sup>**  
SOLDES



SÉJOUR « SOLDES » À LONDRES  
en chambre double,  
breakfast et traversées maritimes inclus  
2 jours / 1 nuit en hôtel\*\*\*,  
ou 3 jours / 2 nuits en Bed and Breakfast.  
\* Par personne, sur la base d'un prix forfaitaire  
d'1 voiture et 4 adultes.



SEALINK

AVEZ DONC LE RÉFLEXE

FLASH-BACK

L'année 88  
dans le monde

36.15 LEMONDE

Code REP

هكذا من الأصل



# Société

L'affaire de la succession Canson

## M<sup>me</sup> Joëlle Pesnel, la principale inculpée, met gravement en cause M<sup>e</sup> Lombard

Encore un rebondissement dans l'affaire de la succession Canson : interrogée de nouveau par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Bernard, mercredi 4 janvier, à Toulon, la principale inculpée, M<sup>me</sup> Joëlle Pesnel, a chargé M<sup>e</sup> Paul Lombard, qui était encore son avocat, il y a peu, et qui est, depuis le 21 décembre 1988, son coaccusé. Changeant totalement de système de défense, elle a imputé à l'avocat marseillais, le montage de l'opération successorale qui lui permit de s'approprier les biens de Suzanne de Canson, décidée en septembre 1986. Elle a notamment affirmé que M<sup>e</sup> Lombard avait rencontré, en sa présence, Suzanne de Canson, en 1984 et en 1985, ce que l'avocat a toujours nié.

Selon les défenseurs de M<sup>me</sup> Pesnel, ses déclarations sont susceptibles d'être contrôlées par le magistrat instructeur. Elles devraient, en tout cas, constituer un point capital lors de la nouvelle confrontation entre M<sup>me</sup> Pesnel, son ancienne collaboratrice, M<sup>me</sup> Marie-France Pestel-Debord, et M<sup>me</sup> Pesnel, à laquelle le magistrat a décidé de procéder vendredi 6 janvier.

Avocat de M<sup>e</sup> Lombard, M<sup>e</sup> Georges Kiejman nous a déclaré, pour sa part, qu'il n'y a rien dans le dossier qui confirme les déclarations de M<sup>me</sup> Pesnel largement annoncées par un communiqué très provocateur de ses conseils. Je continue à faire confiance à M<sup>e</sup> Lombard et aux données objectives et vérifiables du dossier. Au cours de la dernière confrontation, M<sup>me</sup> Lombard et M<sup>me</sup> Pesnel n'ont à aucun moment été opposés ; je laisse donc à ses conseils la responsabilité de prétendues accusations de M<sup>e</sup> Lombard à l'égard de M<sup>me</sup> Pesnel.

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Depuis le 8 novembre dernier, M<sup>me</sup> Pesnel, estimant que le juge Bernard instruisait son dossier exclusivement à charge, avait décidé d'observer un mutisme quasi total. C'est l'attitude qu'elle avait adoptée, en particulier, lors de la confrontation organisée, vendredi 30 décembre, entre trois des inculpés. Dans un communiqué, publié mardi 3 janvier (le Monde du 5 jan-

vier), ses avocats, M<sup>me</sup> Jacques Vergès (Paris), Louis Bernardi et Marc Rivolt (Toulon), annonçaient cependant un changement de tactique de leur cliente.

Au terme de l'interrogatoire de M<sup>me</sup> Pesnel, qui s'est prolongé pendant quatre heures, M<sup>e</sup> Vergès confirmait qu'elle avait « parlé » et « dit la vérité ». « Une vérité, ajoutait-il, qui va révolutionner le dossier. » Selon l'avocat, M<sup>me</sup> Pesnel, qui est inculpée de séquestration, vol, escroquerie, faux et

usage de faux, se serait « rendu compte que, profitant de son silence, on essayait de lui faire porter la responsabilité d'actes dont elle était innocente ». Ce sont, en fait, d'après M<sup>e</sup> Vergès, de récentes déclarations de l'avocat de M<sup>e</sup> Lombard, M<sup>e</sup> Georges Kiejman, qui auraient déterminé M<sup>me</sup> Pesnel à s'exprimer devant le juge Bernard.

Après la confrontation du 30 décembre, M<sup>me</sup> Kiejman avait tenu à distinguer le vol criminel de l'affaire de celui, « marginal », concernant la vente en 1985 d'un tableau de M<sup>me</sup> Lombard au Louvre, dans laquelle M<sup>me</sup> Lombard avait servi d'intermédiaire en « prenant le train en marche ». « Nous ne l'avons pas acceptée », a déclaré M<sup>e</sup> Vergès, sous-entendant que son confrère avait rompu le « front des inculpés ». « Car, enfin, a-t-il insisté, si M<sup>me</sup> Pesnel a bien été, à la fin, la bénéficiaire de cette opération, elle n'en a été ni l'inventeur, ni le maître d'œuvre, ne connaissant rien aux questions fiscales et douanières. »

### Insigation

Quelle est la version de M<sup>me</sup> Pesnel ? En résumé, l'ancienne gérante de bar reconvertie dans le commerce d'art aurait été conseillée de bout en bout par M<sup>e</sup> Lombard, avec lequel elle aurait été en relations d'affaires depuis la fin de 1983. C'est à l'insigation de l'avocat marseillais qu'elle aurait, en particulier, confectionné les faux testaments par lesquels sa grand-mère, Jeanne Chapuis, décédée en 1979, lui aurait légué des tableaux précédemment « et présumément » « donnés » par Suzanne de Canson.

En se prévalant de son expérience lors de la succession Picasso, où il fut l'avocat d'une des filles de l'artiste, M<sup>e</sup> Lombard, affirme en substance M<sup>me</sup> Pesnel, aurait conseillé le détour par une vente publique et par un changement de propriétaire pour le tableau de M<sup>me</sup> Lombard. Ce serait lui, ajoute-t-elle, qui aurait suggéré de masquer la trace de la famille Canson parmi les propriétaires, parce que, entachée de rumeurs diverses, elle pouvait créer des difficultés pour la vente.

Surtout, elle assure, contrairement à ce qu'a toujours affirmé M<sup>e</sup> Lombard, que celui-ci aurait bien rencontré, à plusieurs reprises en 1984 et en 1985, Suzanne de Canson, dans son cabinet marseillais aussi bien qu'en Suisse. Toujours selon M<sup>me</sup> Pesnel, les notes manuscrites de l'avocat, publiées par le Canard enchaîné (le Monde du 22 décembre 1988) et rédigées début 1985, auraient été prises à partir de réponses données par Suzanne de Canson elle-même, à l'Hotel de l'Arbalète à Genève. Relatives à la généalogie de la famille Canson mais aussi décrivant le mécanisme successoral complexe qui profita à M<sup>me</sup> Pesnel, ces notes ont été écartées du dossier d'instruction au nom du secret professionnel de l'avocat. A en croire M<sup>me</sup> Pesnel, elles transcrivent donc la conception intellectuelle du montage dont elle fut la bénéficiaire par M<sup>e</sup> Lombard lui-même.

Enfin, M<sup>me</sup> Pesnel affirme que ce fut M<sup>e</sup> Lombard qui la mit en contact avec un notaire genevois, M<sup>e</sup> Didier Tornare, ami de son fils, M<sup>e</sup> Bruno Lombard. M<sup>e</sup> Tornare enregistrera, en novembre 1985, les trois faux testaments par lesquels M<sup>me</sup> Pesnel devenait l'héritière de sa grand-mère. Par ailleurs, elle a indiqué au juge Bernard que, sur les 5 millions de francs versés par le Louvre entre les mains de M<sup>e</sup> Tornare pour l'achat du tableau de

« Forte récompense pour retrouver trois Van Gogh volés », a-t-il écrit. La justice néerlandaise promet une forte récompense à toute personne pouvant aider à retrouver les trois tableaux de Vincent Van Gogh volés le 12 décembre dernier au Musée national Kröller-Müller d'Otterlo (le Monde du 14 décembre), a annoncé, mardi 3 janvier, le procureur supervisant l'enquête.

Se refusant à confirmer le montant de 500 000 dollars (3 millions de francs) avancé par un quotidien hollandais, le magistrat a néanmoins précisé que la somme d'argent en question était « très importante », et en rapport avec la valeur des toiles, « estimées entre 200 et 250 millions de francs » (600 à 750 millions de dollars). — (corresp.).

YVONNE REBEYROL

« Vos papiers! »

## Des lycéens enquêtent sur la police

Le Centre de documentation et d'information lycéen (CDIL), l'association Envergures et l'Agence lycéenne de reportage (Alyre) ont décidé de demander aux lycéens d'enquêter sur la police. Cette campagne, baptisée « Vos papiers! », a pour but d'engager la confrontation entre les lycéens et les flics. Sans concessions (1). Les travaux — reportages, entretiens, dessins, bandes dessinées, photos, vidéo, son — seront étudiés par un comité de sélection avant l'organisation, en mai prochain à Paris, d'un forum « Lycéens-enquêteurs ». Cette initiative a reçu le soutien de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et la Ligue des droits de l'homme. Le ministère de l'intérieur semble décidé à l'accueillir avec bienveillance.

Le dossier s'ouvre sur la silhouette bonasse d'un brave flic à képi, se poursuivant avec le profil sombre et menaçant d'un homme revolver au poing, avant de se conclure sur l'image d'un CRS botté et casqué offrant son bouchier en guise de parapluie à un étudiant armé d'un cocktail Molotov. Dans son dossier consacré à la police, en mai 1988, le journal lycéen Dérégant — le « détachement-puissant » précise la une — s'est refusé à choisir l'une ou l'autre de ces caricatures : « Les journaux ont des images très contradictoires de la police, note Hervé Latapie, le professeur qui coordonne ce journal du lycée de Luzarches. Ils savent que ces images correspondent un peu à des idées reçues. Ni tout à fait vraies ni tout à fait fausses. »

Entre deux témoignages sur les « policiers style voyou », se prenant pour Staryk et Hutch, les lycéens découvrent ainsi dans ce journal le livre de Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police) (2). « Qui est-il ? », écrivent-ils, stupéfaits. « Un flic épouvanté ! (...) Notre conclusion : les flics ne sont pas ceux que l'on croit. Pourquoi ne pas élargir l'enquête ? se disent-ils alors. Pourquoi ne pas profiter de l'année du Bicentenaire pour en savoir plus et demander à tous les lycéens de France d'enquêter sur... la police ? Les lycéens se posent de leur image de marque, et les jeunes les connaissent mal », note Hervé Latapie. « Cette expérience est une façon de donner l'occasion de se rencontrer à deux « frères ennemis ». Les lycéens vont pouvoir interroger les policiers sur leurs pratiques. »

Et les questions ne manquent sans doute pas. Les lycéens ont encore quelques mauvais souvenirs en tête : les violences de décembre 1988, les images du peloton des vigiles du Quartier latin, le mort de Malik Oussekine. Sans compter les mille et une scènes de la vie urbaine : les cars de CRS en stationnement le long des trottoirs, les contrôles d'identité dans le métro, les petits amies des dealers de haschich. Des images partielles, concédant les lycéens, mais ils n'en connaissent pas beaucoup d'autres. Rares sont ceux qui ont eu l'occasion de discuter longuement avec un policier. Après tout, ajoutent-ils, indulgents, tout ne doit pas être si simple...

Gilles Gambin, lycéen à Luzarches, a ainsi découvert avec un certain étonnement les états d'âme de son voisin, CRS de son état. « Finalement, note-t-il, je me suis aperçu par exemple qu'il y avait une hiérarchisation très forte, qui pouvait expliquer certains comportements. Ce qui est intéressant, dans cette enquête, c'est de découvrir un peu l'image de la police. Et surtout de comprendre. »

### Le chat et la souris

Vincent Gréby, ancien rédacteur du journal lycéen Lapsus, se rappelle ainsi avoir vu des « cow-boys des stupés » fouiller les poches de deux de ses copains après une arrestation mouvementée. Un peu de carnalité a suffi : seize heures de garde à vue au commissariat. « Ils s'attaquent à des conversations sans importance, alors que je connais des lycéens où la cocotte circule librement. C'est infiniment plus grave. J'ai essayé d'en parler autour de moi, d'alerter les lycéens, l'administration, les parents d'élèves. En vain. Les policiers seraient plus utiles là que dans les rues, à chasser les barrettes de haschich. Etonné, révolté parfois, Vincent Gréby a donc décidé de mener l'enquête à son tour dans le cadre de cette campagne. Vincent espère pouvoir dialoguer avec la brigade des stupéfiants : histoire, dit-il, d'écouter. Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter en souriant : « Ce sera la rencontre du chat et de la souris. »

Car il y aura des règlements de comptes Pascal Farnery, le président du Centre de documentation et d'information lycéen, en est persuadé. Mais il y aura sans doute aussi des découvertes. « Cette campagne permettra surtout d'ouvrir des portes », explique-t-il. « Lorsque j'ai contacté des lycéens lycéens, je me suis aperçu qu'ils avaient presque tous essayé d'entrer dans un commissariat, et qu'on leur en avait refusé l'entrée ! Il y a donc une demande. Cette campagne permettra aux lycéens de dire aux policiers ce qu'ils ont sur le cœur. Elle permettra aussi d'organiser une confrontation entre lycéens et policiers. »

ANNE CHEMIN.

- (1) Les travaux doivent être envoyés avant le 30 mars à Envergures, 190, boulevard de Charonne, 75020 Paris. Renseignements au (1) 42-49-15-60.
- (2) Bernard Deleplace, Une vie de flic, Grail, 1987. Rédigé dans la collection « Folio-Actual » ce mois-ci.

## ENVIRONNEMENT

Un mois après le tremblement de terre

## Des spécialistes français font un premier bilan du séisme en Arménie

Quatre des douze spécialistes français de construction parasismique qui sont allés en Arménie ont présenté les constatations qu'ils ont faites dans les localités ravagées par le séisme du 7 décembre. Les dégâts sont très variables en fonction de la distance de l'épicentre, de la nature du sol ou du sous-sol et du type de construction.

Spitak, ville de 25 000 habitants, située presque à la verticale du foyer profond seulement de 10 à 15 kilomètres, est détruite à 85 %. Tous les bâtiments bas se sont effondrés alors que, curieusement, certains immeubles de quatre ou cinq niveaux ont tenu. De même, dans un stockage de pétrole, les tuyaux ont résisté, mais les supports des cuves sont endommagés. En revanche, à Leninakan (280 000 habitants), détruite à 65 % ou 70 %, tous les bâtiments récents et plus de six niveaux se sont effondrés (à l'exception de quelques-uns construits en grands panneaux préfabriqués qui ont résisté), alors que les immeubles comptant moins de six niveaux et édifiés vers 1920-1930 ou vers 1950 se sont en général mieux comportés. A Kirovakan (220 000 habitants), détruite à 25 %, toute une partie de la ville est intacte. Quant aux villages, ils sont souvent complètement détruits.

M. Victor Davidovici, président de l'Association française de génie parasismique, explique ces différences de comportement des constructions par plusieurs raisons. Suivant la distance du foyer, la période des ondes est entrée ou non en résonance avec la période propre des immeubles. S'il y a eu résonance, les immeubles n'ont pas résisté. Lorsqu'il n'y a pas eu résonance, ils se sont maintenus. D'autre part, certaines villes ou certains quartiers étaient construits sur de bons terrains rocheux et ont donc mieux supporté les secousses que ceux édifiés sur des sols moins résistants ou très faibles. Enfin, il est clair que le mode de construction utilisé dans les immeubles récents (éléments préfabriqués reliés les uns aux autres de façon tout à fait insuffisante) est totalement inadapté à une région sismique.

Une chose a d'ailleurs frappé les spécialistes français : nulle part, ils n'ont vu de beaux monuments anciens comme il y en a tant dans d'autres régions d'Arménie. Ils supposent donc que la zone a souffert dans le passé de tremblements de terre destructeurs. Il est certain que, avant de reconstruire, les autorités doivent d'abord faire définir par les spécialistes des « règles parasismiques spécifiques locales ». Pour M. Davidovici, le mode de construction par murs de béton armé coulés dans des coffrages réutilisables convient sûrement. Et il est rapide : à un étage par semaine, le gros œuvre d'un immeuble de quatre niveaux peut être monté en un mois.

Pour les villages, des maisons individuelles préfabriquées ou des structures métalliques ou en béton armé — telles que la France en a envoyées après le séisme d'El Asnam — conviendraient parfaitement.

La mission de l'Association française de génie parasismique doit présenter son rapport à la fin du mois.

Et la France — comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne — a déjà proposé son aide.

Tous les spécialistes français et étrangers ont été frappés par l'extraordinaire gentillesse de la population arménienne, la coopération des autorités et l'extrême dureté des conditions de leur travail.

Des sismologues et des géologues français sont, eux aussi, en mission en Arménie : six d'entre eux (Armando Cisternas, Henri Hassler, Louis et Catherine Dorthath et Luis Rivera), de l'Institut de physique du globe de Strasbourg ; deux (Hervé Philip et Jean-Claude Bousquet) de l'université scientifique et technique de Laquedoc à Montpellier ; un (Alex Nersissian, qui parle arménien et russe) de l'Institut de physique du globe de Paris. Ils ont apporté une vingtaine de stations sismologiques portatives qui ont été réparties en réseau dans la zone touchée.

### L'enregistrement des répliques

L'enregistrement pendant au moins un mois des répliques — cent cinquante à deux cents par jour non ressenties, pour la plupart, puisque de magnitude inférieure à 3 — permettra, en effet, de comprendre ce qui s'est passé le 7 décembre et de mieux connaître la tectonique de la région.

Des premiers enregistrements, il ressort que le séisme du 7 décembre s'inscrit dans la tectonique générale de toute cette partie de l'Eurasie. L'Afrique et la péninsule arabique « montent » vers le nord de 3 centimètres par an en moyenne pour la première, vers le nord-est pour la seconde. La faille qui a joué le 7 décembre est donc orientée est-sud-est, ouest-nord-ouest et c'est une faille inverse de raccourcissement. C'est-à-dire que le compartiment situé au nord de cette faille est monté en biseau sur le compartiment sud. Le jeu — instantané — de la faille a été au maximum de 1,60 mètre avec, en plus, un glissement horizontal vers le sud-est de 40 centimètres au maximum.

En revanche, géologues et sismologues ont été étonnés par la faible longueur du segment de la faille qui a joué le 7 décembre : on ne suit celui-ci de Spitak vers l'ouest-nord-ouest que sur 8 kilomètres, alors que la magnitude voisine de 7 suppose-rait le jeu d'un segment de 20 kilomètres. Toutefois, au-delà des 8 kilomètres, les spécialistes ont repéré de toutes petites déformations superficielles d'un grand pli — visible en surface. Cela permet de penser que la faille continue, mais sous le pli.

Depuis le séisme d'El Asnam (octobre 1980), l'Institut national des sciences de l'univers (alors Institut national d'astronomie et de géophysique) du Centre national de la recherche scientifique dispose de crédits d'urgence de façon à pouvoir envoyer sans délai des spécialistes étudier une région frappée par un séisme violent et destructeur. C'est ce qui a permis à ces huit géologues et sismologues d'aller en Arménie dès le 17 décembre et d'y être relayés par une autre équipe à partir du 15 janvier.

## Des directeurs et des conservateurs de musées américains soutiennent M. Pierre Rosenberg

Des directeurs de musées et des conservateurs américains manifestent leur « solidarité » à M. Pierre Rosenberg, directeur du département des peintures du Musée du Louvre, inculpé de recel dans l'affaire de la succession Canson. Les signataires de ce document, rendu public par la direction des Musées de France, soulignent que M. Rosenberg « est admiré et respecté dans le monde entier pour ses extraordinaires contributions, non seulement intellectuelles à travers ses publications et expositions, mais aussi professionnelles ».

« Il a été un phare et un modèle pour tous et il est impensable que son intégrité et sa probité soient mises en doute dans la conduite de son travail de conservateur », ajoutent-ils, en espérant qu'il pourra rapidement revenir à sa tâche de « préservation et de développement de l'héritage culturel de la France ».

Ce document est notamment signé par Everett Fahy, président du département des peintures du Metropolitan Museum of New-York, Sydney J. Freedberg, ancien conservateur en chef à la National Gallery of Art à Washington, Edmund Pillsbury, directeur du Kimbell Art Museum de Fort-Worth, Texas, et par Sutherland Boggs, ancienne directrice de la National Gallery du Canada, à Ottawa.

Le conservateur du musée de Strasbourg soutenu par ses collègues. — Les conservateurs des collections publiques de Strasbourg viennent de manifester leur soutien à leur collègue, M. Jean-Daniel Ludmann, inculpé d'abus de confiance à la suite de l'acquisition par la ville de Strasbourg du tableau l'Allegorie de la force, attribué à Simon Vouet (le Monde du 28 décembre 1988). Dans un communiqué, les collègues de M. Ludmann « dénoncent l'exploitation médiatique (...) qui laisse imaginer une malhonnêteté exercée par le musée à l'encontre d'un particulier en mettant en cause notamment la conservation du musée des arts décoratifs de Strasbourg ». M. Ludmann, dit encore ce texte, « n'était en aucun cas habilité à prendre seul et à titre personnel une décision portant sur la procédure d'achat elle-même (...) Il se trouve pris dans la procédure pénale en cours de son fait d'avoir signé — ce qui était parfaitement normal dans le cadre de son travail — le reçu de mise en dépôt du tableau. »

## Une lettre de M. Arpaillange

## Pas de poursuites contre la mère du « bébé Noël »

Il n'est pas envisagé d'engager des poursuites pénales contre M<sup>me</sup> Corinne Petitjean qui avait abandonné son bébé, le 23 décembre à Bourg-en-Bresse (Ain), indique le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, dans une lettre rendue publique le 4 janvier par la chancellerie et que le garde des sceaux avait adressée à M<sup>me</sup> Ségolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres.

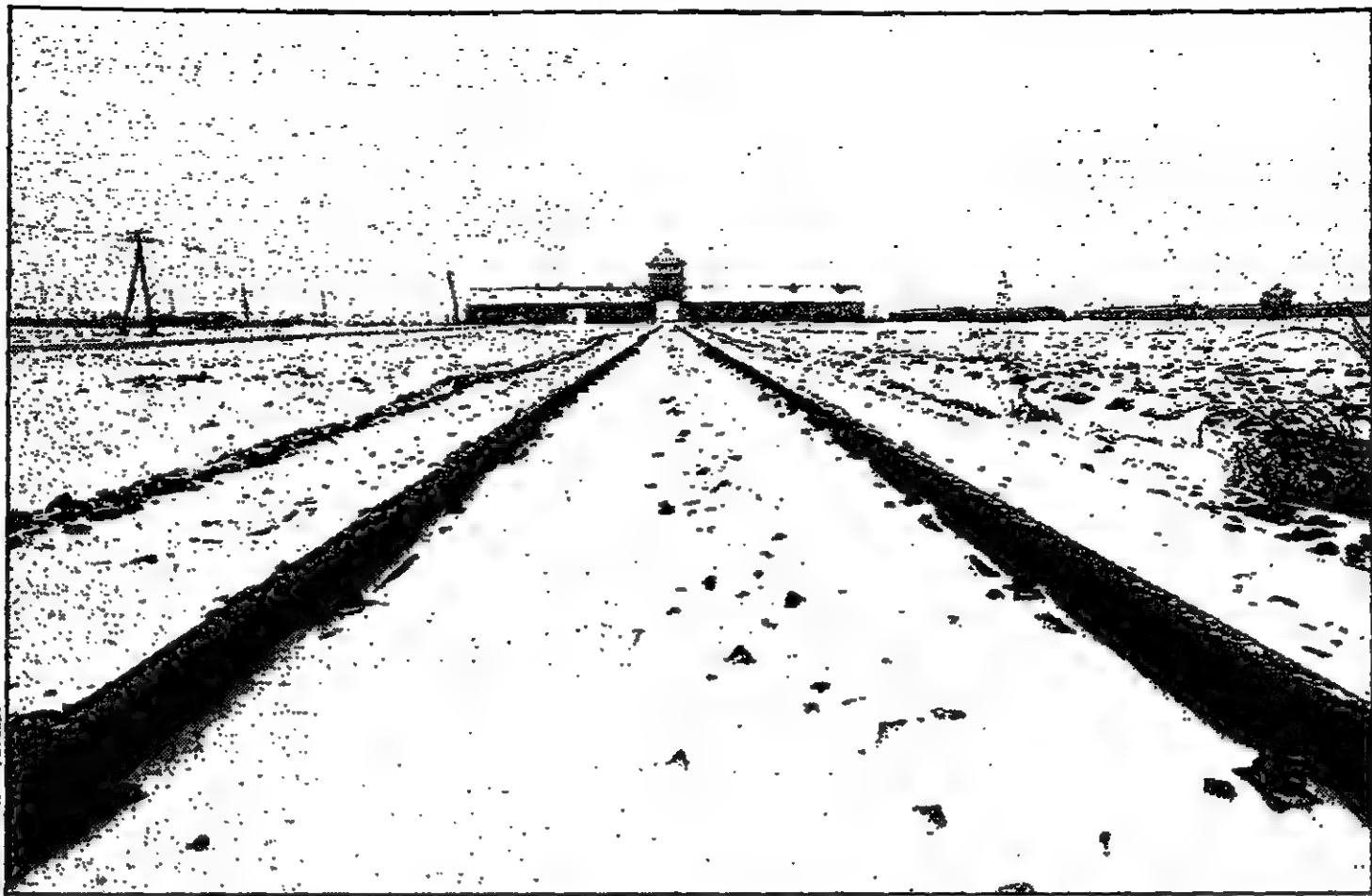
M<sup>me</sup> Royal avait appelé l'attention du ministre sur cette affaire, en indiquant son intention de déposer une proposition modifiant la loi sur les abandons d'enfants qu'elle juge inadéquates (le Monde du 30 décembre). « Je puis vous assurer, écrit M. Arpaillange, de ce que les autorités judiciaires, parfaitement conscientes des circonstances dramatiques qui ont conduit M<sup>me</sup> Petitjean à agir ainsi, traitent cette affaire dans le seul souci d'assurer la sécurité et l'avenir de l'enfant. » Il s'agit, ajoute-t-il, pour la mère « de retrouver au plus vite une situation morale et matérielle qui lui permette d'en reprendre la garde et l'éducation ». En ce qui concerne la proposition de loi, le ministre déclare « qu'un pareil objectif ne peut que rencontrer [sa] complète adhésion ».

M<sup>me</sup> Petitjean, déjà mère de trois petites filles, avait été interpellée le 27 décembre à Long-le-Sauvage (Jura). Laisse en liberté sur décision du parquet de Bourg-en-Bresse, elle avait exprimé le souhait de reprendre son bébé, qui lui a été rendu à la fin de la semaine dernière (le Monde du 4 janvier).

Appel à une manifestation pour la rentrée de la Cour de cassation. — L'intersyndicale des personnels administratifs de la justice, des greffiers et greffiers en chef appelle à une manifestation dans les tribunaux, le palais de justice de Paris, vendredi 6 janvier, à 15 heures. Ce lieu et cette date n'ont pas été choisis sans raison : ce sera en effet le jour et l'heure où M. François Mitterrand assistera à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, où il doit prendre la parole. Les syndicats CFTD, CGT, FO et Autonomes se plaignent de la précarité des emplois et de la suppression de deux cents postes que devrait entraîner, selon eux, le budget de la justice adopté pour l'année 1989. Ils font valoir aussi la médiocrité de leur rémunération, de 5 240 francs net, pour un emploi de secrétaire, à 8 500 francs, pour un greffier en chef après dix ans d'ancienneté.



# Le Monde DES LIVRES



## Le livre du malheur absolu

On réédite les Jours de notre mort, de David Rousset.  
Publié pour la première fois en 1947, ce grand récit initiatique dit à la fois la douleur et l'espérance des victimes de « l'univers concentrationnaire ».

c'est (...) qu'il n'est pas entré dans cet « univers concentrationnaire » (...) Marxiste, rompu aux luttes politiques, l'esprit toujours en éveil, nous ne le voyons pas replié sur lui-même, gémissant sur son sort personnel. S'ouvre en effet à lui, bien que dans les pires conditions, un vaste champ d'observation. Il va s'appliquer à l'étudier, à tenter de comprendre l'incompréhensible. S'il entend témoigner, c'est afin que son témoignage s'inscrive dans une lutte qui le dépasse et dont il a fait sa raison de vivre. Victime de circonstances historiques, plongé dans un monde aberrant, il ne peut admettre que ce monde ressuscite à la folie, soit dépourvu de lois, d'une finalité. La machine destinée à broyer et à tuer, quelle en est la raison d'être ? De quels cerveaux en est sorti le projet ? Il lui faut étudier son fonctionnement, en démontrer les ressorts, la reconstruire du dedans, par l'esprit, à coups de découvertes successives. C'est un long chemin à fouler, mais dont il ne peut croire, en marxiste, qu'il ne finisse pas par déboucher sur des vues rationnelles.

Cette mécanique de l'abjection, David Rousset en a démonté irrémédiablement les clapets et les engrenages dans un autre ouvrage, *L'univers concentrationnaire* (1946). Ici au contraire, dans les *Jours de notre mort* (1947), Rousset écarte la théorie et compose un récit ; nous y découvrons un très grand romancier, un visionnaire, et qui dit l'indicible. Cette parole entée, lancinante, ces défilants dialogues de David Rousset avec ses camarades, ont permis que le néant soit à la fin vaincu. C'est pourquoi ce livre du malheur absolu s'achève sur des accents de victoire. « Tels que nous sommes, dit Rousset au moment de la délivrance, aussi misérables et effrayants, nous portons cependant un triomphe, bien au-delà de nous-mêmes, pour toute la collectivité des hommes. Jamais nous n'avons renoncé à lutter, jamais nous n'avons renié. Jamais nous n'avons blasphémé contre la vie (...) ». En nos heures les plus noires, le visage nu de la tendresse demeure.

GILLES LAPOUGE.

★ LES JOURS DE NOTRE MORT, de David Rousset. Ramsay, 773 p., 200 F.

— Signalons aussi le *Journal de Bergen-Belsen* de Hanna Lévy-Hass. D'août 1944 à avril 1945, le témoignage d'une Yougoslave, juive et résistante, qui survécut à l'enfer de Bergen-Belsen (traduction de l'auteur, le Seuil, 154 p., 85 F.).

robot, la ville-modèle, ou encore Dora, enfouie sous la terre, où nul ne doit survivre puisqu'on y fabrique les armes secrètes de Reich.

Ces camps dissimulés ont un point commun : ils ne sont pas au monde. Ils s'étendent dans une géographie inexistante. Sur la terre d'Allemagne, ils occupent la nuit, et nulle passerelle ne les relie au soleil où respirent les hommes. Un seul camp échappe à cette règle : celui de Porta, installé près d'une petite ville tranquille, dans un paysage doux et frais. Le jour où David Rousset y est transféré, il aperçoit, sur la place de la ville, des tramways, des petits garçons et des petites filles qui vont à l'école avec leurs cartables. La forêt est toute proche, elle a des odeurs d'arbres, de sources, et la rivière qui coule, de l'autre côté des toits, la Waser, est lente, très douce, avec ses petites vagues miroitantes. A Porta, les hommes de l'enfer ont le droit de jeter un coup d'œil, à travers une lucarne transparente, sur le spectacle épouvantable du bonheur.

On se demande comment des hommes ont pu survivre à l'infir-

mie. L'imposant roman de David Rousset suggère des réponses. Les SS furent contraints de déléguer une part de leurs tâches aux détenus. L'Allemagne est assaillie. Comme tous les soldats doivent se battre au lieu de surveiller le bétail concentrationnaire, les SS font garder le bétail par le bétail lui-même. Ils mettent en place une bureaucratie de détenus, kapos, Blockältester, Lagerältester...

Le système a deux vertus : il décharge les SS de leurs besognes les plus viles et il accélère la décomposition de la société concentrationnaire en fabriquant, au sein même de celle-ci, des privilégiés et des esclaves, des trafiquants et des « princes », des domestiques, des collaborateurs...

La horde concentrationnaire était par vocation une horde de la haine. Dans la fosse de Babel, tout conspirait à la guerre : les Polonais détestent les juifs presque autant que les SS. Les Polonais et les Russes se méprisent. Les Français sont tenus pour des égoïstes, des dégénérés et, d'ailleurs, ils sont frileux comme tout. Les détenus allemands, qui sont

de vieux concentrationnaires, regardent de haut ces nouveaux venus de l'Europe tout entière, des godiches, qui n'ont pas l'expérience de l'horreur : rien de plus simple, dès lors, ni de plus drôle, pour les SS que d'attiser la lutte des classes.

Les SS disposent d'un autre instrument, plus redoutable : dans la foule concentrationnaire figurent, d'une part, les « droit commun » et, d'autre part, les politiques. Une complicité gluante unit les SS aux « droit commun », qui partagent le même goût du meurtre. Aussi les camps dans lesquels les criminels, avec le soutien des SS, ont pris le pouvoir sont-ils des camps tragiques.

### « Jamais nous n'avons blasphémé contre la vie »

A Dora, dans ces sous-sols où l'on procède à des pendaisons trois fois par semaine, les « droit commun » détiennent les commandes, comme à Birkenau ou à Mauthausen. Au contraire à Dachau, à Sachsenhausen, à Neuengamme et surtout dans l'énorme ville capi-

tale de Buchenwald, les politiques ont réussi à prendre le pouvoir.

On admire que ces hommes, ces révolutionnaires (communistes ou marxistes) n'aient pas été abandonnés de l'espérance. Jamais résignés, ils n'ont pas consenti que l'ordre de la mort recouvre la terre. Au plus noir du gouffre, ils n'avaient d'autre passion que de préparer la terre à venir. Le roman de David Rousset est gonflé de conversations entre les politiques. Durant des pages, Allemands, Belges, Français, Italiens, analysent les conditions de la lutte des classes, la question de la démocratie, la dictature du prolétariat : interminables discussions d'intellectuels qui pourraient laisser si elles n'attestaient pas que la survie, la dignité et la victoire du peuple fantôme dépendaient précisément de la rage à poursuivre ces dialogues crépusculaires. Voici un roman où les discussions les plus théoriques, les plus monotones, forment le moteur même du drame.

« Si [David Rousset] a survécu, s'il est de retour, dit Maurice Nadeau dans la préface qu'il donne à cette nouvelle édition,

LES soldats SS rigolent. Ils ne savent rien de plus comique que ces bandes de types tout nus entassés dans un train venu de France. Pas de paille dans les wagons et, du reste, ils sont si serrés, les détenus, qu'ils ne peuvent même pas s'accrocher ou bien ils s'emmêlent les uns dans les autres, comme des crabes. Pas de bidons hygiéniques. Parfois, on entend des hurlements, des bruits de bagarres, des appels au secours. On ne peut même pas se débarrasser de ceux qui meurent, et combien de jours et combien de nuits va-t-il rouler, le train abominable, le train damné ?

A Buchenwald, d'autres SS attendent la livraison, avec leurs chiens, leurs matraques, leurs bottes luisantes, leurs phares aux charnières blêmes. Les détenus doivent courir dans la boue, les chiens aux trousses, et les SS guettent. On envoie les prisonniers aux douches, on les tond, et sont-ils grotesques à présent, avec leurs têtes de carnaval, leurs crânes rasés, creyeux, leurs yeux hallucinés ! « Les nazis n'en veulent pas seulement à notre peau, mais à notre conscience d'hommes ».

Comment quelques-uns ont réussi à faire barrage au charnier, à résister au cœur de la barbarie, à se souvenir qu'ils sont des hommes, voilà ce que raconte le roman de David Rousset (publié en 1947, réédité aujourd'hui). En un sens, Rousset a écrit un roman d'apprentissage ou mieux un récit initiatique. Il ne se contente pas de tenir les carnets de sa propre douleur, il peint aussi celle des autres, celle des ombres plus obscures qui peuplaient les autres camps.

### Les cercles de l'enfer

Chaque camp a son style, sa spécialité, ses mœurs, ses routines. L'ignominie a beaucoup de couleurs. Le roman de David Rousset peut se lire comme une typologie des néants : Buchenwald, certes, est atroce et pourtant, avec ses quarante mille habitants, son grouillement abusque, sa forte densité d'intellectuels, il dessine un gigantesque dédale au fond duquel clignotent encore quelques lueurs. Rien de tel à Auschwitz, la grande manufacture où brûlent les juifs, ou bien à Birkenau, « l'enfer des enfers », Birkenau, le camp de l'opulence parce que les cendres font des engrais et que ses magasins contiennent 6 300 kilos de cheveux de femmes mortes. Autres cercles de l'enfer : Neuengamme, la ville mathématique, la ville-

## La cruauté douce d'Hector Bianciotti

Seules les larmes seront comptées, le sixième roman d'un amoureux patient et fervent du style et des mots, Argentin né de parents piémontais, qui a choisi d'être un écrivain français.

terraine élucidation de cette blessure de mémoire.

Mais, comme tant de grands écrivains, Hector Bianciotti répugne à une logique narrative linéaire. Alors, d'images en digressions — qui font pour lui « la richesse d'un roman » (1) — il se livre au grand jeu poétique de l'analogie. A l'amphithéâtre, où l'on scrute à la jumelle l'agonie érigée en spectacle, fait écho le grand théâtre du monde. La mémoire du narrateur y observe une pièce impitoyable où chacun, de triomphes en déroutes, de folies en faillites, tente de mettre en scène sa propre destinée, mais où nul ne peut échapper à ce moment de vérité, d'absolue nudité où toute existence est affrontée à sa fin.

Le souvenir d'un extravagant personnage, M. Moralis — grand courtier atteint, de son vivant, par l'oubli, l'échec, et mort à l'hôpital — guide le narrateur dans le labyrinthe de la mémoire. M. Moralis organise, comme il l'a toujours fait, le spectacle, promenant en plein tragique son « esprit d'observation » et ses répliques de comédie. A l'hôtel de luxe de la Riviera, rendez-vous de vieilles

### La grande présence noire

Mais côté cour ou côté jardin, c'est le même effort, dérisoire et bouleversant, pour happer un moment encore un petit bout de vie à coups de violence, de rêve, d'affabulation, voire de désigna-

tion. Une manière d'esquiver la grande présence noire qui est derrière tous les personnages et que signale obscurément le tic obsessionnel de Cora Boimare, la vieille maîtresse de Moralis, qui, après avoir effleuré « de bas en haut son sein gauche (...), jetait un coup d'œil alarmé par-dessus son épaule où l'on aurait dit que quelque chose avait attiré son attention en y appuyant ses doigts. Ensuite, sans transition, elle redevenait impassible, imperturbable ».

Sur une scène ou l'autre, ou plusieurs parfois, tous viennent jouer leur petit bout de rôle : la sœur de M. Moralis, Mme Delalande-Monnier, sorte d'oiseau échoué à la voix juchée de fausse petite fille ; Cora, dont les mains tavelées démentent la jeunesse du visage, lifté à

l'excès ; leur fille Dolorès, aux seins trop lourds pour sa silhouette, folle, désespérée à se défenster, se voulant cantatrice et soumise jusqu'au délire à Kuprevicius, le musicien raté qui, chaque fois qu'il se cogne à son riflet dans la vigne, murmure : « M. Schönberg, M. Schönberg... » Du côté de l'hôpital, il y a surtout les deux Argentins, Gabriel, le kinésithérapeute aveugle, et son frère Nicolas, manchot et conteur fabuleux. Tous deux viennent de la plaine et sont fils, pour toujours, de cette immensité désertique et tactique, de ses vents indésolables.

Tous sont désignés comme acteurs : Moralis, « entré dans la maladie comme qui entre en scène » ; Cora, avec sa « voix de mauvaises actrices » ; Nicolas, qui se retourne « comme un acteur sort de situation pour jeter un regard complice au public ».

Tous, étrangers, étranges, ont des comptes à régler : les Argentins avec leur pays, Moralis avec son brillant passé, Dolorès avec la gloire manquée et la folie menaçante, Cora Boimare et Mme Delalande-Monnier avec leur absence de destin. Quant au narrateur, il est comme étranger à

lui-même, et sa première phrase — « ma mère est morte demain » — fait curieusement écho au début de *L'étranger* de Camus : « Aujourd'hui maman est morte. Ou peut-être hier, je ne sais pas. » Mais d'« hier » à « demain » il y a l'amnésie de la mémoire pacifiée : « La nuit se retire du mur d'en face comme un rideau qui s'ouvre ; c'était l'aube ».

En eux tous, Hector Bianciotti fait se croiser ses propres fascinations et ses obsessions : de l'éloignement désinvolte à l'infirmité relative de la timidité ; du goût voluptueux des tissus qu'il suffit d'effleurer pour deviner leur trame ; au sentiment de rejet — « un rien vous exclut, vous évince, vous bannit, vous chasse quand vous n'avez jamais voulu appartenir ni à une famille, ni à un milieu, ni à une terre » — ; de la pampa, la « plaine » — « j'ai essayé toutes sortes d'images pour en donner une idée. Je crus y être arrivé une ou deux fois. Mais non, je n'ai pas réussi à faire imaginer ces étendues » — à Paris, où, quand on « jette l'ancre, c'est pour la vie ».

JOSYANE SAVIGNEAU.  
(Lire la suite page 13.)

(1) Le Monde du 30 août 1985.



## LA RENTRÉE DE JANVIER

### ● ROMANS

#### Des « stars » pour l'hiver

**F**IDÈLES à la tradition, les auteurs « consacrés », qui ne prétendent plus au prix d'automne, publient au premier trimestre de l'année civile. Ils sont, en ce début de 1989, particulièrement nombreux, notamment chez Gallimard, où vont se succéder, outre Hector Bianciotti (voir la critique p. 11), Alain Bosquet (*Le Météorite* et des nouvelles : *Comme un refus de la planète*), Philippe Sollers avec un roman très achevé et très subtil, *Le Lys d'or* (il publie par ailleurs *Carnet de nuit* dans une nouvelle collection que lance Plon). En février, paraîtront le *Tétiage* de Michel Mohrt et *Vestibule de l'enfance* de Patrick Modiano. Enfin, pour mars, Gallimard annonce un nouveau Bertrand Poirot-Delpech et le second roman de Jean-Noël Schifano, *les Rendez-vous de l'Autre*.

Le Seuil n'est pas en reste, avec Louis Gardel (*le Beau Rôle*), Michel Chailou (*la Croyance des voleurs*), Jacques Roubaud (*le Grand Incendie de Londres*), Natacha Michel (*Canapé est-ouest*) et en mars un nouveau Michel Rio, (*Merlin*), attendu avec impatience par ses lecteurs fidèles.

Le grand retour de Régine Deforges se fait chez Fayard avec un roman historique qui se passe au onzième siècle *Sous le ciel de Novgorod*. Chez Grasset, arrive Claire Gallois (*l'Homme de peine*), et revient Hubert Nyssen (*les Ruines de Rome*), Claude Mauriac (*Trans-Amour-Etoiles*), Christine Arnothy (*Vent africain*), Marcel Schneider (*Un été sur la lune*) (tous en février).

Flammarion qui poursuit la réédition de l'œuvre de Bernard Frank, avec *l'illusion comique* et la *Géographie universelle*, suivie d'*Israël*, sont les nouveaux Henri Troyat (*la Gouvernance française*), Chantal Chawaf (*Rédemption*) et Hortense Dufour (*Châteaux d'absence*). Les éditions de Minuit continuent de soutenir le jeune et brillant Jean-Philippe Toussaint (*l'Appareil photo*, voir la critique p. 13) et les éditions Bernard Bantant Max Genève (*le Défunt libertin*).

*Le Huitième Fléau* de Rezvani paraîtra en février chez Julliard, la *Grande Maison* de Jean Cau sort au Pré-aux-Clercs. Laffont annonce pour avril la suite de *la Mémoire d'Abraham* de Marek Halter. Payot propose *Dix-huit tentatives pour devenir un saint*, des nouvelles de Jean Vautrin. Balland publie Jacques Ferry (*Alcool vert*), Albin Michel, Jean-Luc Hennig (*Cap Fréhel*) et Denoël des nouvelles de Georges Piroué (*Madame double étoile*).

Et, pour terminer par une bonne surprise, Marcel Aymé et Antoine Blondin sont largement présents dans cette rentrée, le premier dans la bibliothèque de la Pléiade et le second avec la publication de ses œuvres complètes aux éditions de la Table ronde.

#### Trois

#### Prix Nobel

Dans le domaine étranger, les stars sont tout autant au rendez-vous, à commencer par trois prix Nobel, le Polonais Czesław Miłosz (*Terre inépuisable*, Fayard), l'Américain Saul Bellow (*Un cœur irradié*, Julliard) et l'Égyptien Naguib Mahfouz, Nobel 1988 (*Impasse des deux palais*, tome 3, Lattès) Fayard se taille la part du lion, puisqu'il publie, outre Miłosz, deux Ismail Kadare (*le Dossier H* et *des Poèmes* 1957-1988), Leonardo Sciascia (1912-1988), Leo Perutz (*Où roules-tu petite pomme ?*), un autre Perutz, *Seigneur ayez pitié de moi*, sort chez Albin Michel), Barbara Pym (*Comme une gazelle apprivoisée*) et, annoncée pour mars, Mavis Gallant. Christian Bourgois affiche lui aussi un beau programme avec, notamment le premier grand roman de Juan-Carlos Onetti (*Terre de personne*), un Jungér jamais traduit jusqu'ici en français (*le Travailleur*) et *Beloved*, le roman de Toni Morrison qui a obtenu le prix Pulitzer 1988.

Walker Percy (*le Cinéphile*) et Alison Lurie (*la Vérité sur Lavin Jones*), sont chez Rivages; Edith Wharton (*Vieux New York*) et Raymond Kennedy (*Lulu inconnu*) chez Flammarion; l'Autrichienne Elisabeth Jolley et la

Canadienne Alice Munro aux éditions Tierce Deux-Temps (*l'Héritage de Miss Peabody et Monsieur des deux chapeaux*; Musil au Seuil (*Proses éparpillés*); Primo Levi chez Liana Levi (*la Fabricant de miroirs*); Vassili Grossman chez Fallois (*l'Âge d'Homme*) (*La paix soit avec vous*, un récit de voyage); Ruth Rendell et Paul Theroux chez Calmann-Lévy (*la Gueule du loup*, et *O Zone*, un roman qui se passe au XXI<sup>e</sup> siècle); Aharon Appelfeld (*Tsitsi*) et Schalom Asch (*Moscou*), chez Belfond; Danilo Kis chez Grasset (*la Mansarde*); Jerzy Andrzejewski chez Gallimard (*la Pulpe*) et Raymond Carver — mort l'été dernier — chez Payot avec des nouvelles, *les Trois Roses jaunes*. Quasi Voltaire sort *l'Embrassée*, le nouveau livre du vieil écrivain américain W.M. Spellman, qu'il a redécouvert en 1987.

Les jeunes Américains sont présentes chez Bourgois, Gallimard et Flammarion: Kathy Acker (*Grandes Espérances*), Tama Janowitz (*Esclaves de New York*) et Mona Simpson (*N'importe où sauf ici*). Les Italiens, comme c'est devenu la coutume, sont « partout » : Gadda au Seuil (*Des accouplements bien réglés*), Savinio chez Gallimard (*Enfance de Nivacco Dolcenera*), Sergio Ferrero au Promeneur (*Hors saison*), Emilio Tadini chez Lien commun (*la Longue Nuit*), Alberto Cavallari chez Bourgois (*la Fuite de Tolstoï*). Anne-Marie Métailié et Aline continue de promouvoir la littérature brésilienne, la première avec Machado de Assis (*Mémoires posthumes de Bras Cubas*), Aline avec un second recueil de nouvelles de Lygia Fagundes Telles (*Un très bon fort et trois tasses*), tandis que chez Grasset paraît Rubem Fonseca (*Buffo et Spallanzani*).

Enfin, une curiosité et un événement. Philippe Piquier publie en février un roman érotique chinois, para vers 1630, à la fin de la dynastie Ming, *De rouge au gynécée*. Quant à Hubert Nyssen, chez Actes Sud, il annonce pour avril la très attendue *Autobiographie* de Nina Berberova dont il publie, dès maintenant, la *Résurrection de Mozart*.

Jo. S.

### ● ESSAIS ET DOCUMENTS

#### Bicentenaire encore, politique toujours



**I**L y aura, en 1989, deux sujets d'actualité immédiate : les élections municipales et la célébration de 1789. Comme les publications autour du Bicentenaire fleurissent déjà depuis deux bonnes années, et comme les livres suscités par la vie politique n'ont pas cessé de paraître depuis que nous sommes en période électorale — c'est-à-dire tout le temps — la révolution et la réflexion politique bénéficieront de traitements à la fois marginaux et ponctuels.

Côté révolution, par exemple, on cherchera, plutôt que d'analyser le mystérieux mouvement qui jette un élan de libération dans l'engrenage totalitaire, à savoir avec Bronislaw Baczko *Comment sortir de la Terreur* (Gallimard), mais, prolongeant l'œuvre latrice considérable des hommes de la Révolution, on tentera avec François Ewald de reconstituer les bouleversements intellectuels et sociaux qui permirent la *Naissance du Code civil* (Flammarion).

Mais les ouvrages historiques les plus attendus de ce début d'année cultivent des champs beaucoup moins labourés par le soc des commémorations : classique tellement attendu que tout le

monde a l'impression de l'avoir déjà lu, *les Deux Corps du Roi* d'Ernst Kantorowicz paraît en février, c'est juré (Gallimard). *Naissance de l'idéologie fasciste*, de Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maria Asheri (Fayard), risqué de susciter des polémiques aussi vives que celles qu'avait provoquées les deux précédents ouvrages de Sternhell sur les origines françaises du fascisme : *Mythes, emblèmes, traces*, de Carlo Ginzburg, poursuit les investigations de l'auteur des *Batailles nocturnes* autour des frontières mouvantes de l'histoire et des histoires, du réel et du mythologique, de la fiction et de la représentation (Flammarion). Plusieurs ouvrages importants traiteront également de l'histoire juive : *Une histoire des Juifs*, de Paul Johnson (Lattès), *Les Juifs en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, de Michael Graetz (Seuil) ou *Quarante ans d'histoire des Juifs soviétiques*, de Claude Monique (Orban).

Côté politique, l'éventail est largement ouvert, depuis les considérations philosophiques les plus vastes — *la Jargon de l'authenticité* d'Adorno, réédité chez Payot — jusqu'à des descriptions « exotiques » (*Scènes de la vie de province*, de Paul Amar (Flammarion) ou peu ragotantes du marais politique. Dans cette catégorie, les livres sur la politique marseillaise occupent une large place : outre le *Gaston Defferre*, de Georges Marion (Albin Michel), *Marseille, histoires de famille* (Autrement), *Marseille, roman*, de Gilbert Colard (L'Arpentier), *la Ville sans nom*, de Frédéric Valabregue (POL), *Les enfants de Gaston*, de Serge Raffy (Lattès). S'élèvent nettement au-dessus de ces mêlées des livres de réflexion comme ceux d'Alain Carignon et André Bercoff, *A quel sera la politique ?* (Laffont), de Régis Debray, *Quoi vive la République* (Odile Jacob) ou d'Alain Dhuamel, *les Habits neufs de la politique* (Flammarion).

Le trentième anniversaire de la prise du pouvoir par Fidel Castro a déjà donné lieu à d'importantes publications. S'y ajoutent, à cette

rentrée, *Cuba, trente ans de révolution* (Autrement), *les Réalités cubaines et les intellectuels français*, de Jeanne Verdès-Leroux (L'Arpentier), un *Fidel Castro* de Carlos Franqui (Belfond), qui pourraient utilement servir d'illustration à l'essai d'Alain Finkielkraut sur *la Mémoire vaine* (Gallimard).

Alain Badiou, qui fut la tête pensante d'un certain marxisme-léninisme français, publie un *Manifeste pour la philosophie* (Seuil) qui sonne comme un retour à la vocation première de la pensée. C'est également une incitation à la reconnaissance des origines qui pousse Roger-Pol Droit à s'interroger, dans *l'Oubli de l'Idée* (PUF), sur les motifs de l'occultation qui a frappé en France la pensée philosophique indienne. Pensée qui n'est désormais plus absente de nos ouvrages, si l'on en juge par *l'Encyclopédie philosophique* qui va paraître aux PUF, et de nos réflexions les plus modernes : *Cartographies schizoanalytiques*, de Félix Guattari, dans la part qu'il fait aux « territoires existentiels » et aux « univers de référence incorporés », rejoint R.P. Droit dans sa remise en cause d'une clôture de la philosophie (Gallée).

En contrepoint à ces recherches, quelques ouvrages de réflexion scientifique viendront encore bousculer nos certitudes : *Autonomie et Connaissance*, de Francisco Varela, fait le point sur ce que nous connaissons aujourd'hui des mécanismes du vivant (Seuil); Stephen Hawking propose un livre étonnant sur les origines de l'univers, *une brève histoire du temps, du big-bang aux trous noirs* (Flammarion); et Isabelle Stengers et Judith Schlanger, dans une nouvelle collection très prometteuse de La Découverte, *Anthropologie des sciences et des techniques*, mènent une enquête dont les enjeux sociaux sont considérables sur *les Concepts scientifiques : invention et pouvoir*. Une manière de rappeler que toute « théorie de la connaissance » est aussi une question politique.

P. L.

### ● BANDES DESSINÉES

#### Que reste-t-il de nos revues ?

**I**L faudrait se boucher les yeux pour ne pas voir que la presse de bande dessinée ne s'est plus à quelle forme se vouer. L'automne a vu *Cinéma* passer bimestriel et *Pilote* perdre ses belles couleurs. L'hiver verra s'arrêter les *Cahiers de la bande dessinée* et *A Suivre* subir un nouveau tirage. Le *Banni*, nouveau support lancé en janvier dernier par le ténére dessinateur Coucho, n'aura pas terminé l'année, tombant dans la trappe du *Cosmos*, flâne à Cher et bien d'autres l'ont précédé. Avec *BD Mag* (édité par SEDU) et *Gag Mag* (chez Glénat) — dont les titres se font courtoisement écho, comme pour souligner les similitudes dans le contenu, — les éditeurs se sont mis — grande et sans doute absurde première — à « postpublier » en magazines des récits déjà disponibles en albums. Après trois numéros seulement, le dernier titre cité change déjà de patron. Claude Meggiori se voyant confier le soin de lui trouver une âme, une raison d'être. Rude défi, qui se trouve en vérité posé, non au seul *Gag Mag*, mais à l'ensemble de la presse de BD adulte.

L'incessante effervescence de ces mensuels, à quelque peu jetés de l'ombre, ces dernières années, sur les deux piliers historiques de la bande dessinée franco-belge, les hebdomadaires *enfantins* *Spirou* et *Tintin*. Or voici que l'actualité les remet à leur tour en lumière, alors même que ces deux titres rivaux, au passé également prestigieux, ont atteint leur plus bas niveau de ventes, au terme d'une dégringolade ininterrompue depuis 1965.

En avril, *Spirou* a fêté son cinquantième anniversaire. Avec quelques mois de retard sur l'événement, depuis vient de faire paraître un nouveau « pavé » commémoratif : le *Journal de Spirou*, 1938-1988 : cinquante ans d'histoire(s). En 272 pages, pas moins de 1200 illustrations (presque toutes en couleur) s'y bousculent, au fil d'une chronique minutieusement signée Thierry Martens. L'ancien rédacteur en chef de *Spirou* (de 1969 à 1978), évoque, sur un ton volontiers hagiographique, tous les dessinateurs, scénaristes et personnages qui ont fait rêver des générations de lecteurs jeunes et moins jeunes. (*Le Journal de Spirou*, 1938-1988 : cinquante ans d'histoire(s), de Thierry Martens, Dupuis, 272 p., 295 F.).

Hélas, la formule « magazine » inaugurée depuis peu par *Spirou*, sous l'impulsion du jeune Patrick Pinchart, a tout pour entretenir le regret d'un âge d'or révolu. L'humour y est devenu bien laborieux et, à l'exception notable de Marc Wasterlain (dont la

*Jeanette Pointu* a intégré les leçons de Franquin, d'Herb et de Tiliou), on n'y trouve plus guère d'auteurs s'essayant à peindre la réalité du monde contemporain dans sa richesse et sa complexité. De plus en plus nombreuses sont les séries qui mettent en scène les déboires domestiques ou scolaires de petits enfants, comme si les jeunes lecteurs ne pouvaient s'intéresser qu'à leurs semblables. Cette prolifération d'inséparables moutons répond peut-être à une autre nécessité : celle de remplacer les célèbres *Boule et Bill* de Roba, qui ont quitté Dupuis pour Dargaud, où paraît ce mois-ci le vingt-deuxième album. Après plus de mille gags (cap français dans cet album, près de trente ans après la création des personnages; c'est un record rarement atteint en Europe), il continue de régner dans cette série une simplicité et une absence remarquables. *Boule et Bill* ont trop d'atouts pour ne pas séduire, et faire oublier ce qu'il entre parfois de mièvrerie ou de conservatisme dans ce microcosme familial sur lequel le temps semble n'avoir aucune prise. (22 / *Vie Boule et Bill*, de Roba, Dargaud, 48 p., coult., 42 F.)

*Tintin* est mort, vive *Tintin Reporter* ! Modification du titre, changement d'éditeurs, révolution dans le contenu : le 9 décembre, une ère nouvelle s'est ouverte. Il était temps, car l'hebdomadaire des éditions du Lombard, dirigé par Jean-Luc Vernal, était exsangue. La société qui présidé désormais à ses destinées se nomme Y&F Presse. A travers le jeu de ses diverses filiales, le groupe Ampère — qui vient de se signaler par la prise de contrôle de Dargaud (1) — y est majoritaire. Le premier numéro de *Tintin Reporter* ne confirme pas encore les rumeurs prêtant à ce groupe catholique l'intention d'éduquer une bande dessinée qui aurait cessé d'être sage. Il est vrai que l'on ne compte que quinze pages de BD dans cet hebdomadaire « new look », dont deux consacrées à une reprise d'un classique hargéon : *Objectif Lune*. Les collaborateurs de l'ancien *Tintin* (Bédu, Walli) devraient progressivement céder la place à des nouveaux venus. Johan De Moor, Florence Cassie et Sergio Salma sont déjà de la fête, tandis qu'on annonce quelques excellentes recrues comme Stanislas ou François Avril. (*Tintin Reporter* paraît le vendredi; vise les 10-14 ans; 36 p., 10 F. Rédactions à Paris et à Bruxelles).

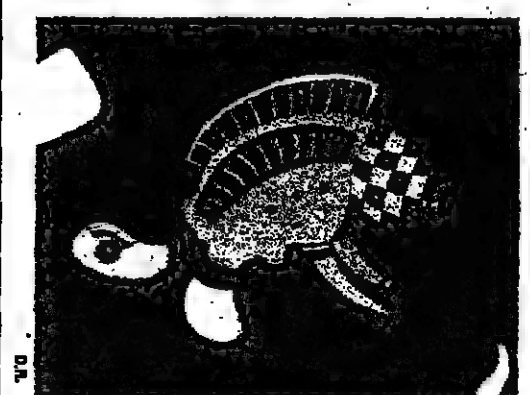
THIERRY GROENSTEIN.

(1) *Le Monde* du 8 décembre.

### ● LIVRES POUR LA JEUNESSE

#### De l'art avant toute chose

**N**OUVEAU « créneau » pour la jeunesse en ce début d'année : l'art. Pour ne pas laisser errer dans les musées nos enfants « éblouis », et, surtout, rassurés d'ennui, des éditeurs ont pensé qu'une initiation pourrait exciter leur curiosité. Ainsi, le dernier titre publié par les Editions du Centre Pompidou, après Magritte, Léger, Arp, Braque, Delaunay, est un drôle de petit album découpé qui ressemble à un jeu, avec des formes, comme des globules, des écailles, des piquants, des élytres, des pousmons, des épines, qui ressemblent à des dessins d'enfants... C'est



Kandinsky. *Bleu de ciel*, de Max Larminat. Ed. du Centre Pompidou. Atelier des enfants, et Musée national d'art moderne. Album cartonné 20 x 20 cm, 32 p., couleur, 69 F.

Chez Nathan, des petits livres souples constituent une initiation à la visite de différents musées. Une sorte de visite guidée de musée à lire tranquillement chez soi et qui répond aux questions que

enfants — et parents — peuvent se poser. Les reproductions, parfois en couleur, sont simples, le texte un peu serré mais à la portée des enfants. Collection « Découvrir au musée ». Les six premiers titres : *Pharaon*, au département des antiquités égyptiennes du Louvre; *les Impressionnistes*, au Musée d'Orsay; *les Chasseurs de la grotte aux mammoth*, au Musée de Saint-Germain-en-Laye; *Aristes et métiers du Moyen Âge*, au Musée de Cluny; *Héraclès, un héros grec*, au département des antiquités grecques du Louvre; *la Maison romaine et la Vie*, au département des antiquités romaines du Louvre.

Editions Nathan, format 19 x 14 cm, 48 p., 27,50 F. chaque. A partir de dix ans.

L'électronique permet désormais à tout le monde de jouer du piano. Conçu en Angleterre, fabriqué à Hongkong, l'album Beethoven, complété d'un texte sur la vie du compositeur, permet à chacun de jouer d'un doigt, ou plus, l'*Hymne à la joie* de la *Neuvième Symphonie*, le thème de la *Pastorale* ou l'adagio de la *Fantaisie*. C'est facile, comme un clavier-joujou et ça amuse les enfants... même s'ils jouent autre chose.

Jouer du piano avec Beethoven. Rouge et Or. Album cartonné 21 x 27 cm, avec un piano de treize notes, des disques et des bâtons, 20 p., 120 F.

Enfin, pour rêver, un bizarre livre fait de pages blanches. Fait avec une encre sympathique — hélas, monochrome ! —, ce livre est conçu pour être lu dans le noir. Il faut l'exposer à la lumière, une lampe de poche de préférence, et l'emporter dans le noir pour voir apparaître des merveilles : *les Rêves de M. Loyal*. A lire et éclairer page par page, parce que l'encre et la sympathie ne durent que quelques instants...

Rêves. Album cartonné, 15 x 18 cm. Milan, 32 p., 98 F.

N. Z.



## ROMANS

## La cruauté douce de Bianciotti

(Suite de la page 11.)

Accepter de faire tous les constats, c'est aussi une manière de durer, de continuer à vivre, de ruser avec la peur de ce jour où l'on comprend que « l'âge nous a rejoint ». Quand le narrateur, enfin, traque patiemment l'image de sa mère, ses gestes menus de couturière pauvre, son côté « simplette » aux yeux d'adolescents sans indulgence, sa résignation ultime, intolérable et souriante, dans l'empêchement, il prend la juste mesure de « l'énorme rumeur du temps qui s'épouante » et qu'il faut tenter de conjurer.

« Conjuré », pour Hector Bianciotti, c'est écrire, décrire sans fin, avec la cruauté douce dont il fait ici plus que jamais usage, ce qui se passe quand « tout à coup on s'aperçoit que ce qui était proche s'est éloigné » et que, de passé en mémoire, on ne sait plus si on entre dans un nouveau moment de la vie ou dans une lente agonie.

## Des saveurs

## que l'on croyait perdues

Cet écrivain, qui, dès son premier livre, écrit en français *Sans la miséricorde du Christ* (2), — était reconnu comme « un styliste rompu aux subtilités descriptives de notre langue » (3), se laisse aller à sa jubilation des mots. Le français, Bianciotti le manie avec une joie sans mélange, comme tous ceux qui, n'étant pas nés avec lui, l'ont choisi par l'unique effet du désir. Seules les larmes seront comptées (et contées) montre, plus encore que *Sans la miséricorde du Christ*, comment Hector Bianciotti s'inscrit dans la grande lignée des écrivains de l'écriture chassant d'une manière inouïe, connue de la littérature du pays dont ils adoptent la langue.

La langue dans laquelle on a prononcé ses premiers mots, il faut, pour faire acte de création, se la réapproprier tous en résistant à l'accommodement. Alors, on n'ose plus certaines tournures,

on tremble de paraître désuet, on s'efforce de ce que l'on croit trop explicite ou trop rare. Celui qui vient d'ailleurs n'a pas de fausses pudeurs. Ainsi, Hector Bianciotti file volontiers la métaphore, comme on aimait naguère à le faire, et l'on y retrouve des saveurs que l'on croyait définitivement perdus.

A ceux pour qui la lecture d'un roman doit seulement faire passer un bon moment, il se peut que ce texte, avec ses sinuosités, ses rites de dévoilement, qui seuls permettent au narrateur d'exprimer ce qui a hanté sa vie, paraissent un rien étrange. Mais ils devraient prendre le risque de cette étrangeté, se laisser aller, accepter de découvrir, lentement et minutieusement, une littérature qui n'est pas le double hâtif des déclarations — et lassantes — séries télévisées.

Is sauront alors que Seules les larmes seront comptées leur



Bianciotti par J.S.

parle d'eux-mêmes et a été écrit pour eux, tout autant que pour ceux qui, aimant avant toute chose les mots et se passant la même langue de génération en génération, assurent l'éternité de l'écrit; ceux pour qui la littérature est un plaisir fort, une plongée secrète et bouleversante dans le langage d'un autre, dans une intimité unique. Ceux-là, bien sûr, le roman d'Hector Bianciotti ne les laissera pas en repos. Ils le liront puis le reliront, fragment par fragment, et il leur sera, de mesure en mesure, une singularité et délicate violence.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ SEULES LES LARMES SERONT COMPTÉES, d'Hector Bianciotti, Gallimard, 366 p., 95 F.

(2) Gallimard, prix Femina 1985.  
(3) Voir le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech du 13 septembre 1985.

## Jean-Philippe Toussaint ou l'art du minimum vital

## Vivre moins pour vivre moins mal

La première chose à ne pas faire lorsqu'on se lance dans la lecture de *L'Appareil photo*, c'est de se mettre dans la position du partenaire qui va entamer une partie d'échec avec l'auteur. Il y a (et parmi les plus agréables et les plus excitants) des romans « intellectuels » dont l'essentiel du roman est ainsi constitué par les jeux que suscite l'écrivain et par la complicité active qu'il réclame de l'intelligence et de la finesse d'esprit de celui qu'il entraîne dans son aventure. On construit des grilles d'interprétation, on épèle entre les lignes la construction d'une fable. On décèle.

Avec une perversité certaine, Jean-Philippe Toussaint construit son récit de manière à créer une sorte de vide qui entraîne son lecteur sur cette pente du décryptage. Il va même jusqu'à poser ici et là quelques signaux assez grossiers qui semblent indiquer la bonne direction de lecture: une bonne partie du livre se passe dans une école de conduite où l'on apprend aux élèves, à l'aide de projections et de panneaux, la manière adéquate de piloter un véhicule automobile.

Ces invitations pressantes au décryptage et aux douceurs byzantines de l'herméneutique ne doivent pourtant être prises que comme des trompe-l'œil. *L'Appareil photo* est un livre qui doit être lu en surface. Toute profondeur ne pourrait être qu'illusoire. Encore convient-il d'explorer la richesse et la morale de cette superficialité. Comme les précédents romans de Toussaint, *La Salle de bains* et *Monieur*, *L'Appareil photo* raconte des histoires sur lesquelles la réalité ne semble peser d'aucun poids, des histoires non figuratives. Ici, celle d'un jeune homme qui vient s'inscrire à des leçons pour le permis de conduire, finit par devenir l'ami de la réceptionniste de l'auto-école, se lance avec son père dans une lointaine expédition en banlieue, à la recherche d'une bouteille de gaz, passe avec la jeune fille une nuit à Londres,

vole sur le ferry-boat, au retour, un appareil photo qu'il finit par jeter à la mer, enfin se retrouve en pleine nuit dans une cabine déserte, enfermé dans une cabine téléphonique, en attendant que le rappelle la femme qu'il aime et qui, peut-être, ne sait plus où l'attendre.

## Le combat avec la réalité

Entre-temps, le jeune homme s'est fait soigner des cors aux pieds, à Milan, a fait la connaissance d'une garagiste de station-service expert en mikado et a eu maintes occasions de mettre en application sa recette du bonheur, à moins que ce ne soit celle du désespoir: « Dans le combat entre toi et la réalité, sois décourageant ».

La légèreté de ces anecdotes, l'extrême fluidité de l'écriture de Toussaint, ce léger détachement engourdi et charmeur avec lequel il traite son récit, ce comique d'indifférence qu'il applique à tous les menus soubresauts de son existence, tout cela paraît interdire et le moindre message et la plus petite émotion. Pourtant, insensiblement, il se produit dans la lecture un changement de climat.

Légers, fugaces, impalpables, les personnages et les événements acquièrent une densité, une réalité, une vibration vitale qui nous font passer d'une sorte de bonheur vide à l'angoisse. Tout se passe comme si la première partie du roman (la réduction de la matière romanesque à quelques bribes souriantes d'une histoire sans histoire) était que l'illustration d'une philosophie minimaliste de la vie, dont la seconde partie ferait apparaître l'envers dramatique: le héros de Toussaint, comme le Pierrot de Queneau, est un être hypersensible, blessé par la moindre agression et qui cherche, sans vraiment y parvenir, à vivre moins pour vivre moins mal.

Dire que *L'Appareil photo* est un livre superficiel, c'est donc

simplement rendre compte de l'ambition et de la réussite d'un projet qui envisage de dire le plus secret et le plus subtil de l'angoisse humaine sans recourir aux artifices de la profondeur. Les surfaces de Toussaint, ses photomontages surexposés cherchent tout bonnement à saisir les frontières floues et mouvantes entre le désir de vivre et la peur de souffrir, entre la quiétude du sommeil et l'immobilité de la mort. Le livre se termine ainsi: « Je regardais le jour se lever et songeais simplement au présent, à l'instant présent, tâchant de fixer encore une fois sa fugitive grâce — comme on immobiliserait l'extrémité d'une aiguille dans le corps d'un papillon vivant. Vivant. »

PIERRE LEPAPE.

★ L'APPAREIL PHOTO, de Jean-Philippe Toussaint. Ed. de Minuit, 130 p., 48 F.

## magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

JANVIER 1989 - N° 261

## ALBERT COHEN

Une bio-chronologie. Cohen, les femmes et la séduction. La judéité. Le comique. *Mangeclous* au cinéma. Une visite à Albert Cohen.

## Entretien:

Golo Mann, histoire d'une dynastie.

Chaque semaine, le journal de la semaine: 28 F

## OFFRE SPÉCIALE

6 numéros: 90 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Malraux
- ☐ Heidegger
- ☐ Tocqueville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies: le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes: le dossier Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu

Nom: .....

Adresse: .....

Règlement par chèque bancaire ou postal.

## magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél.: 45-44-14-51

## Quand Héraclite rencontre Lao-Tseu

Frédéric Musso voyage en Chine, à l'ombre de Michaux et de Borges

RENCONTRANT Elie Faure, le docteur Louis-Ferdinand Destouches lui trouva mauvaise mine. Il lui recommanda la campagne, « en général bonne régulatrice du cœur ». Médécine lui-même, l'auteur de *L'Esprit des formes* suivit le conseil de celui qu'il nommait « l'admirable monstre ». Cinq jours plus tard, il était de retour. « Alors, ces vacances? », interrogea Céline. « Des vacances? Mais je me suis emporté avec moi! »

Frédéric Musso est de ces voyageurs qui s'emmenent avec eux. Peut-être a-t-il plus de certitude idéologique qu'Elie Faure, le libéral dont le doute perpétuel constituait le moteur; mais la méditation sans cesse approfondie les unit.

C'est en Chine que Frédéric Musso nous conduit. Quel voyage et quel regard! Avec lui passent aussi bien l'histoire de l'immense empire que le détail de l'instant. Là, des vieillards à casquette jouent au cerf-volant, s'évertuant à ne jamais perdre la face. Plus loin, des « soldats verts » veillent sur le Temple du ciel, songeant — qui sait? — aux « prières accumulées en ce lieu pendant des siècles et qu'un vent de débâcle a dispersées ». Ici, un marchand de jujubes au caramel divise le flot des vélocipèdes silencieux. Ailleurs, le fantôme d'un seigneur de la guerre, friand d'opium, qu'une grâce foudroyante transforma en serviteur de la Longue Marche, erre dans la « solennité minuscule » du palais de l'Assemblée du peuple sous l'aile de sa veuve. Ailleurs encore, c'est la Grande Muraille, unique « construction

humaine visible de la Lune »; c'est l'horreur propagée par les gardes rouges; ce sont les ruines du Palais d'été de l'impératrice Hou-Tai, punie de son insolence par les puissances occidentales; c'est l'armée d'outre-tombe de l'empereur Qin Shi Huang...

Mais qu'il marche à Xian, qu'il goûte vingt-sept variétés de raviolis, qu'il subisse « les subtilités vaticanes sur la révolution culturelle » d'une repentie, qu'il cherche (vainement) le « Petit Livre rouge » naguère répandu à des centaines de millions d'exemplaires, Frédéric Musso a toujours l'obsession de l'enfance et « cette obstination à vouloir détecter ce qui ne cède pas aux circonstances, à vouloir saisir l'éternité sous les espèces du fugitif ». Il le dit, le répète, le montre, avec la richesse de l'élu qui a « la sensation qu'un continent se tapis derrière lui », mais aussi le désespoir des traqués qui, possédant le feu, en ont perdu le sommeil.

Il y a dans *Un pékin en Chine*, un véritable hymne aux mots, à l'écriture, aux outils de l'écriture: la rencontre entre les deux « obscurs » — Lao-Tseu et Héraclite d'Ephèse — que Musso imagine donne des phrases dont la beauté subjugue. Bref, on sort très impressionné de ce livre où rôdent encore les ombres de Michaux, de Ségalen et aussi de Borges, puisque la tentation vulgaire d'épater semble absente de cette somme de connaissances et des réflexions qui en découlent.

LOUIS NUCERA.

★ UN PÉKIN EN CHINE, de Frédéric Musso, La Table ronde, 168 p., 90 F.

"Martin! On t'a acheté tout Balzac, t'as un stylo tout neuf! J'ai envoyé une caisse de champagne au président du jury et toi... tu joues!"



## GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE

A partir d'images parues dans *Le Monde* daté du 3 décembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan ou 3615 Le Monde), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle deviendra un vrai livre.

NATHAN Le Monde



هكذا من الأصل



● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

## Il y a cent ans « mourait » Nietzsche

Le 3 janvier 1889, un homme quitte une petite chambre, haute de plafond, de la via Calabro, à Turin. Il est curieusement élégant — muni par le soin de sa mise, de bonne qualité, mais somme toute courante, que par son port de tête, sa démarche, une sorte de gravité souple de tout le corps. Certains diraient qu'il y a en lui quelque chose d'aérien et de princier, une manière aventureuse et conquérante de trancher le frais vif du matin.

Ses yeux, comme retirés entre d'épais sourcils et une forte moustache, ont, par instants, l'insoutenable qualité de l'éclair. Un regard exoré aurait discerné là, à ce genre de signes, une incomparable acuité de souffrance surmontée. Mais aucun de ses contemporains n'est suffisamment grand pour être en mesure de le voir. Nietzsche, toujours, est seul.

Comme les dieux, les génies et les fous. Est-il, d'ailleurs, encore seul ? Ou même : est-il encore « quelqu'un » ? Dans deux jours, il écrit : « Che- que nom de l'his- toire, c'est moi. »

Pour l'instant, il va prendre l'air... Dans la rue, on bat un cheval. Nietzsche lui secoue au cou, puis s'écroule. David Fino, son logeur, le fait porter à sa chambre. Il y dort presque quarante-huit heures d'affilée.

Le 5 janvier — il y a cent ans — Nietzsche écrit cette longue lettre à Jakob Buchardt dont on date son effondrement. « Maintenant que le Dieu ancien est aboli, dit-il, je suis prêt à gouverner l'univers. » Il affirme être Franco, assassin d'une prostituée que l'on juge à Paris, et aussi Chamblé, meurtrier de sa maîtresse qui comparait devant le tribunal de Constantinople. Il soutient avoir assisté deux fois à ses propres obsèques, être né auprès de Victor-Emmanuel... entre autres, il court à la poste voisine adresser à Peter Gast, Franz Overbeck, Cosima Wagner, et quelques autres, des billets signés « l'Antichrist », « Nietzsche-César », ou « Dionysos ». En chemin, il dit aux passants : « Sommes-nous contents ? Je suis Dieu. J'ai fait cette caricature. » Il poursuit surtout son projet de mise en œuvre d'une « grande politique », convoquant à Rome les représentants des cours européennes pour mener une guerre à mort aux Hohenzollern, et faire fusiller le jeune Kaiser...

Cela fait donc exactement un siècle qu'a sombré l'espérance, la plus périlleuse, la plus agitée que jamais l'Europe ait engendré. Il y a fort à parier que peu se souviennent d'un tel centenaire. L'événement est pourtant, comme toute l'œuvre de Nietzsche, proprement inouï. L'année 1888 fut en effet pour lui celle de toutes les récoltes. Il a mis sur pied les grandes lignes, et les fragments essentiels, de son *Essai sur la transvaluation de toutes les valeurs* (la Volonté de puissance). Il a rédigé en août le *Cas Wagner*, en septembre le *Antichrist*, et en octobre le *Antichrist*. Du 15 octobre au 4 novembre, il a écrit *Ecce homo*, puis rassemblé les *Dieux et les déesses*, avant de parachever *Nietzsche contre Wagner*. Cet automne turinois est absolument d'une force insensée. Cela explique-t-il que l'auteur, à son tour, le soit devenu ? Pourquoi, à cette puissance prodigieuse, voit-on succéder brutalement, au début de janvier, un silence nocturne qui va durer... plus de onze ans ?

RECONDUIT à Bâle par le fidèle Overbeck dès le 9 janvier 1889, le corps de Nietzsche finira de mourir à Weimar le 25 août 1900, à midi. On ne sait pas grand-chose, en fait, de cette large dépression de ce qu'on n'ose appeler, encore, sa vie. L'homme qui a su penser en dansant est désormais rive à un fauteuil. Celui qui se comparait à la dynamique est éteint : regard vide, mémoire perdue. Celui qui croyait casser en deux l'histoire de l'humanité paraît éclaté en mille fragments, dispersés, disparus, dissous.

Est-il fou, brisé, dément, comme on l'a dit ? Paralyté, comme on l'a cru ? Ce n'est pas absolument sûr. Cet apparent naufrage est, au sens fort, une énigme. Les secrets, comme chacun sait, sont

faits pour être percés. Les énigmes demeurent, en leur fond, inabissables. Essayons, sans illusion. La plupart des commentateurs se rangent à l'hypothèse, en fin de compte assez fruste, d'une détérioration biologique. Dernier acte d'une vieille syphilis ou point final d'une grande usure nerveuse, accentuée par l'errance et le haschisch, la mort spirituelle de Nietzsche n'aurait finalement rien à voir avec sa philosophie.

Cette explication n'est pas seulement floue et mal étayée. Elle demeure tout à fait contraire aux perspectives du philosophe et au style de sa pensée. Mieux vaudrait demander quelle angoisse on tente de conjurer en dissociant aussi brutalement pensée et folie, esprit et corps, admiration et pitié, parole et silence.

Mieux vaudrait, surtout, laisser la parole à Nietzsche. Sa correspondance, pour s'en tenir aux dernières semaines, est truffée de formules indécryptables que rien, dans le « temps fortissimo » de 1888, ne ressemble à un quelconque dérèglement. « Ma vie a atteint son apogée », écrit-il à Paul Deussen le 26 novembre. Rattachées à ses œuvres, il confie à Peter Gast, le 9 décembre : « Pour la première fois, je suis à ma hauteur », et le 22 décembre, au même, il exprime sa « conviction absolue que tout est réussi ».

Ce qui est énigmatique, c'est que ce sentiment profond d'achèvement triomphal et d'absolue lucidité sur soi s'accompagne, de façon aussi décisive qu'indécryptable : « Ma vie approche maintenant d'un éclat préparé de longue date », lit-on sur le brouillon d'une lettre à Helen Zimmern, sans doute du 6 décembre. Une lettre du 27 décembre, à Carl Fuchs, précise : « (...) Il se pourrait qu'au cours des prochaines années les circonstances extérieures de ma vie connaissent une mutation si radicale que cela affecte jusqu'aux moindres détails ».

SANS doute dira-t-on que ces formules sont ambiguës, et que notre lecture rétrospective des affubles d'un sens que, peut-être, elles n'avaient pas. Surtout, il faut se tourner vers les œuvres, publiées du vivant de Nietzsche, d'autres indices sont encore plus nets. Mieux passager attestent que la pensée, voire la sagesse, ont à ses yeux partie liée avec la folie. « Eloignez-vous, dit Zarathoustra, de peur qu'on ne vous enseigne qu'un sage est aussi un fou. » Et déjà *Aurore* consacre un long fragment à la signification de la folie. On y lit notamment : « (...) à tous ces hommes supérieurs poussés irrésistiblement à briser le joug d'une moralité quelconque et à proclamer des lois nouvelles, il ne resta pas autre chose à faire, quand ils n'étaient pas vraiment fous (souligné par Nietzsche), que de le devenir ou de simuler la folie. »

Sa longue hébété serait-elle sa plus divine espérance ? Non pas sa mort, mais sa transfiguration ? Aurait-il atteint — sous l'apparence, pour nous, d'une épreuve s'abîmant dans un gouffre, — quelque inconcevable apothéose ? Finalement, ce qu'on appelle sa « démente », n'est-ce qu'une sale histoire neurologique ? Ou un dernier masque ? Ou une suite inéluctable de sa philosophie ? Est-ce un accident dénué de sens ? Ou bien la marque de son échec ? Ou encore quelque impensable transmutation ? Sans doute ne le saura-t-on jamais. Mais il faudrait scruter longuement cette énigme, en mesurer l'étrangeté, pour s'apercevoir qu'elle a, peut-être, une immense portée.

Libre à chacun, s'il le peut, d'affirmer ce qui vaut, pour lui, d'être célébré. Quelque estime qu'on ait pour la Révolution française, et pour les régimes en particulier, le centenaire de ce mystère Nietzsche vaut largement, à nos yeux, le bicentenaire autour duquel s'organise la kermesse de l'heure.

Camus, en août 1951, reconnaissait courageusement qu'il y eut sous la plume de Nietzsche de quoi, hélas ! plaire au nazisme — comme il y eut, hélas aussi ! chez Péguy de quoi ravir Brasillach, au point qu'il n'hésita pas à saluer en Péguy un précurseur du fascisme.

Le « cas Nietzsche » (comme il paraît du « cas Wagner ») est tout de même extraordinaire et saisissant. Nietzsche fut victime d'une tornade spirituelle. Les « grands problèmes » : Dieu, l'âme, le sens de la vie, on s'en voit tellement dans le monde où nous sommes ! Que c'est beau, non, et d'une authenticité noble, le drame d'un homme pour qui ces questions-là n'ont pas cessé d'être capitales et qui est mort de s'y sentir perdu.

HENRI GUILLEMIN.

## Simone Weil militante de la vérité

L'engagement de la philosophe dans la vie syndicale

SIMONE WEIL fait partie de cette « génération intellectuelle » dont Jean-François Sirinelli a dressé la nomenclature (*Le Monde* du 23 septembre). Intellectuelle engagée, elle le fut bien avant que l'engagement des intellectuels devint une mode et une doctrine. Depuis son entrée dans la khâgne d'Alain à Henri IV, puis à l'Ecole normale supérieure en 1928, jusqu'à sa mort en 1943, en Angleterre, elle mena de pair, avec la même sincérité, la même pugnacité, sa vie de philosophe et sa vie de militante. Le premier tome de ses œuvres complètes rassemble, l'année dernière, ses premiers essais philosophiques. Le second réunit aujourd'hui les textes qui, de 1927 à 1934, jalonnent ses premières incursions dans la vie syndicale. L'initiation à l'action après l'initiation à la pensée.

Voici donc, à travers articles ou projets d'articles, comptes rendus de livres et de réunions publiques, notes personnelles, le portrait d'une philosophe militante en cette période cruciale où, dix ans après la révolution russe et au lendemain de l'accession de Staline au pouvoir, le nazisme prend pied en Allemagne. On connaissait cette passion de la vérité qui a toujours animé Simone Weil ; on la retrouve ici. Ce qui surprendra davantage c'est sa lucidité, l'actualité de ses analyses et de ses jugements.

Et d'abord une question. Pourquoi cette jeune fille nantie de toutes les facilités et dotée de tous les dons, promise à une carrière confortable et sans accroc, décide-t-elle, suivant l'expression de l'époque, « d'aller au peuple » et de militer pour la révolution ? Celle que ses camarades de la rue d'Ulm avaient baptisée « la vierge rouge » n'est pas séduite intellectuellement, elle le dira, par la doctrine communiste. Elle ne cherche pas non plus à compenser un quelconque mal de vivre. « S'il s'agit (en devenant révolutionnaire) de se fuir soi-même, il est plus simple de jouer ou de boire... » affirmera-t-elle plus tard en critiquant l'attitude des héros de Malraux.

### L'horreur de la guerre

Ce qui la conduit à l'action syndicale c'est, selon ses propres termes, une « sympathie » spontanée et très ancienne pour les pauvres, les faibles, les vaincus, les « couches méprisées de la hiérarchie sociale ». A partir de ce premier mouvement, son engagement sera total, radical, au sens étymologique du mot, avec un souci ombrageux, frisant parfois la naïveté, de faire coïncider le plus étroitement possible ses actes et ses propos.

Engagement dans le syndicalisme et non dans la politique par le même souci d'authenticité, la même méfiance à l'égard des appareils et des doctrines qui lui feront préférer au marxisme la « tradition syndicale » et « l'esprit anarchiste » que l'on retrouve chez les survivants du syndicalisme révolutionnaire proudhonien.

C'est le pas qu'elle adopte en 1931 dès son arrivée au Puy-en-Velay, son premier poste. Agrégée de philosophie, Simone Weil s'inscrit symboliquement au syndicat des instituteurs et ne garde pour ses besoins personnels que la somme correspondant au traitement d'un instituteur débutant. Voilà pour le côté professionnel. Elle ne s'en tient pas là, fréquente les ouvriers et syndicalistes locaux, participe à leurs grèves, manifeste avec eux, au grand dam de ses supérieurs.

Refus sourcilieux de toute compromission, attirance pour les positions extrêmes. La même attitude la conduira à aller jusqu'au bout de son pacifisme. Elle a hérité d'Alain, hanté par le souvenir des hécatombes de 14-18, son horreur de la guerre. De ce refus

instinctif elle fera une doctrine. Toute guerre, « même si elle est menée par des révolutionnaires », est en soi « un facteur de réaction », parce qu'elle ne fait que durcir les rapports de domination existant dans la société civile.

Dès son entrée en syndicalisme, Simone Weil se fait une idée très précise de ce que doit être, en général, l'attitude de l'intellectuel vis-à-vis du monde ouvrier. « Les intellectuels ne sauraient faire autre chose que de servir le prolétariat et non s'en servir », écrit-elle. Et plus précisément : « Si les prolétaires se contentent de réformes, libre à eux, sur eux pèsent les risques et surtout les responsabilités d'une révolution ; à eux de la faire ou non. Je veux les aider à la faire, si je peux, non les y pousser. » La leçon vaut encore.

En 1932, Simone Weil, durant ses vacances, voyage en Allemagne. Elle visite Berlin, Hambourg, bouleversée par la crise et où le parti nazi vient de remporter la majorité au Reichstag. De son séjour outre-Rhin, elle revient d'abord avec une certitude : le nazisme s'installe pour longtemps. Ce n'est pas une simple flambée, comme le pensent des esprits aussi avertis que Léon Blum. Il serait dangereux de sous-estimer la force et l'importance d'un mouvement que ni ses partisans ni ses adversaires n'ont correctement analysés. Contrairement à ce qu'affirment certains intellectuels français — Brasillach, Drieu La Rochelle... — le fascisme ne représente pas, face au communisme, un des termes de l'alternative révolutionnaire. L'idéologie fasciste est avant tout une démagogie.

### La rencontre avec Trotsky

Mais, plus intéressant peut-être, le fascisme n'est pas non plus, n'est pas seulement, comme le disent les communistes, Trotsky aussi bien que Staline, l'instrument docile mais camouflé de la bourgeoisie. Il a, comme le prouvera plus tard l'attitude de Hitler, sa propre autonomie de pensée et d'action qui lui permet d'échapper à ses maîtres. « Le caractère le plus étonnant des mouvements fascistes », écrit Simone Weil, « c'est de mettre au service d'une politique ultra-réactionnaire une propagande nettement révolutionnaire ».

L'attitude du Parti communiste allemand durant l'avènement d'Hitler — « phrases révolutionnaires et passivité totale » — va, d'un autre côté, confirmer Simone Weil dans ses doutes sur la capacité du communisme et du marxisme à accompagner et diriger le mouvement ouvrier. Parce que, d'abord, la politique des partis communistes, du PCF en particulier, se trouve tout entière subordonnée aux intérêts de l'URSS de Staline ; parce que, ensuite, celle-ci, aussi nationaliste, belliqueuse que n'importe quel Etat capitaliste, « n'a plus aucun titre à être considérée comme la patrie socialiste ».

De tels jugements aujourd'hui paraissent banals. Ils étaient à l'époque, dans la bouche d'un intellectuel de gauche, pour le moins inhabituels. Il faudra, trois

ans plus tard, que Gide aille à Moscou, en revienne et « retourne » son voyage pour qu'il commence à ouvrir les yeux sur l'URSS de Staline. Entre-temps, pourtant, Boris Souvarine avait publié son *Staline* ; Souvarine que Simone Weil avait longuement fréquenté et qui dira d'elle : « C'est le seul cerveau que le mouvement ouvrier ait eu depuis des années. »

En décembre 1933, Simone Weil rencontrera Trotsky à Paris dans l'appartement de ses parents où est organisée une réunion préparatoire à la création de cette IV<sup>e</sup> Internationale destinée à regrouper les révolutionnaires conscients en dehors de tous liens avec la bureaucratie d'Etat russe. Cela ne l'empêchera pas de remettre en cause, sur le fond, la théorie matérialiste qui, selon elle, interdit au marxisme d'analyser correctement l'évolution du monde contemporain.

Quelle évolution ? Un long article publié en 1933 dans la *Révolution prolétarienne* l'esquisse dans des termes qui n'ont pas pris une ride. D'un mot : la transformation des formes de production conduit à une rationalisation et à une spécialisation croissante des tâches, à un émiettement et à une parcellisation des compétences privilégiant la fonction de coordination, c'est-à-dire la « fonction bureaucratique », qui tend à devenir entièrement autonome. Ainsi apparaît, à côté de l'oppression née de la richesse, « l'oppression exercée au nom de la fonction ».

Comment trouver « une forme d'organisation qui n'engendrera pas la bureaucratie » ? A cette question qu'elle pose à ses amis et à elle-même, Simone Weil n'a trouvé de réponse ni dans le capitalisme, ni, bien sûr, dans le fascisme, ni dans le communisme, ni même dans le « syndicalisme révolutionnaire ». Son initiation syndicale et politique s'achève donc sur un constat très pessimiste.

Le monde se ferme à la révolution. Reste le devoir de le comprendre sans désespérer ceux qui espèrent le danger. Cette attitude quasi stoïcienne ne signifie pas pour Simone Weil, qui continuera toute sa vie à partager les espérances et la vie du mouvement ouvrier, un quelconque repli dans une tour d'ivoire. Elle marque simplement son souci de ne renier dans ses engagements ni sa lucidité ni ses fidélités. Elle écrira à un de ses amis syndicalistes : « Je choisirai toujours, même en cas de défaite assurée, d'avoir part à la défaite des ouvriers plutôt qu'à la victoire des oppresseurs ; mais quand à fermer les yeux de crainte d'affaiblir la croyance à la victoire, je ne le veux à aucun prix. »

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES DE SIMONE WEIL** (t. II). *Essais historiques et politiques. L'engagement syndical (1927 à juillet 1934)*, textes rassemblés, introduits et annotés par Gérard Leroy, Calimard, 418 p., 165 F.

— A signaler aux Editions du Cerf l'*Action politique selon Simone Weil*, de Bertrand Saint-Sernin (192 p., 100 F.), et dans le numéro 18 des *Cahiers de poésie* publiés par Maurice Cesteux (16, rue Juliette-Lamber, 75017 Paris), plusieurs poèmes inédits de la philosophe.

### L'ORIGINE DE LA VIE le septième et le gourou par R. Shapiro

« Pour tout connaître des théories passées et présentes concernant l'origine de la vie sur terre » Isaac Asimov.  
« Livre important, passionnant et indispensable, qui analyse clairement et simplement l'état actuel des connaissances sur l'origine de la vie » : *Supplément littéraire du « Times »*.  
« Accessible aux non-spécialistes » : *La Recherche*.  
« Un livre si bien fait qu'il nous transporte dans les laboratoires où se déroulent toutes ces recherches et fait de nous des observateurs privilégiés » : *Nature*.  
« Son approche rigoureuse passionnera également les scientifiques » : *New York Times Book Review*.  
Editions Eschel, 23, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris. Tél. : 45-74-44-65. En vente en librairie (Stedhal Diffusion).

## La tornade qui emporta Friedrich

Comment Nietzsche est-il devenu fou ?

DANS une rue de Turin, Nietzsche, quarante-quatre ans, s'écroule, l'emporte, il n'est plus lui : son esprit s'est défilé, son opacité sans recours, les interminables, ont, onze ans plus tard — été 1900, — la mort (pneumonie).

Mais la catastrophe intérieure s'annonçait. Poignants, les derniers billets tracés par Nietzsche. Il signale à Brandes qu'il va faire fusiller Guillaume II : il écrit « Je t'aime » à Cosima Wagner : au musicien Köselitz, il demande : « Chante-moi une chanson nouvelle, le monde est transfiguré et tous les cieux se réjouissent et il signe : « Le crucifié », lui qui, quelque mois plus tôt dans son *Antichrist*, s'est jeté contre l'idée chrétienne avec une fureur presque frénétique. Le Nazarené, il est vrai, bénéficia toujours, chez lui, d'un statut spécial, mais, de longue date, Dionysos était sa

référence, et il se peut que dans l'implosion finale de sa pensée, les deux images se soient confondues.

Nietzsche frappé d'une « paralysie générale » d'origine syphilitique ? On le dit. Aucune preuve. Freud avait raison : la vie sexuelle de Nietzsche nous demeure une énigme. Non seulement sa vie sexuelle. J'admire qui se risque à présenter et commenter avec assurance sa doctrine. Que d'ambiguïtés ! Nietzsche se contredit, ce qui n'est pas niable. Mais attention aux dates, le Nietzsche voltairien de 1878 n'est plus celui de 1871 (*Naissance de la tragédie*) et pas encore — tant s'en faut — le Nietzsche de Zarathoustra. Chez celui-là même, quelle complexité ! Que de cavernes et de souterrains !

Je suis persuadé que les hildériens ont abusé de son œuvre et ont défiguré sa mémoire. Mais

Camus, en août 1951, reconnaissait courageusement qu'il y eut sous la plume de Nietzsche de quoi, hélas ! plaire au nazisme — comme il y eut, hélas aussi ! chez Péguy de quoi ravir Brasillach, au point qu'il n'hésita pas à saluer en Péguy un précurseur du fascisme.

Le « cas Nietzsche » (comme il paraît du « cas Wagner ») est tout de même extraordinaire et saisissant. Nietzsche fut victime d'une tornade spirituelle. Les « grands problèmes » : Dieu, l'âme, le sens de la vie, on s'en voit tellement dans le monde où nous sommes ! Que c'est beau, non, et d'une authenticité noble, le drame d'un homme pour qui ces questions-là n'ont pas cessé d'être capitales et qui est mort de s'y sentir perdu.

HENRI GUILLEMIN.





## ● HISTOIRE

## De la chute du roi à l'abandon de Dieu

**L'image politique et anticléricale telle qu'elle fleurit dans les caricatures révolutionnaires annonce l'acte : la mort de Louis XVI et la déchristianisation de l'an II.**

Si la Révolution française inaugure une nouvelle culture politique, ce n'est pas seulement par ses ruptures conceptuelles. Deux magnifiques ouvrages, dus à Antoine de Baeque et à Claude Langlois, viennent rappeler heureusement qu'aucune interprétation culturelle de la Révolution ne peut ignorer, sous peine de se mutiler, ni les motifs qui nourrissent et fixent l'imaginaire politique ni les formes à travers lesquelles ils sont donnés à lire, à entendre ou à voir.

Leur choix s'est porté vers des imprimés jusqu'ici moins bien étudiés que les pamphlets ou les journaux (1), mais qui comme eux ont fleuri dès le printemps 1789, lorsque la censure monarchique est devenue impuissante à brider le flot des publications suscitées par l'événement. De là, ces deux livres, beaux mais savants, consacrés à la caricature pro et antirévolutionnaire.

Pour constituer le corpus qu'ils analysent avec grande minutie, Antoine de Baeque et Claude Langlois ont pris des partis différents. Le premier propose 118 images, qui sont comme un échantillon tenu pour représentatif des quelques 600 pièces favorables à la Révolution, et dures à ses ennemis, imprimées entre la convocation des États généraux et l'été 1792. Le second a constitué un catalogue « exhaustif » des 141 caricatures hostiles au cours nouveau produites entre la fin d'octobre 1791 et le début 1792.

Pourquoi retenir l'été 1792 comme terme de cette double collecte ? La réponse va d'évidence pour les caricatures royalistes, qui se tarissent dès avril et dont aucun exemplaire postérieur à la mi-mai ne subsiste dans les collections publiques. Les entraves mises à leur distribution par les militants jacobins, comme, sans doute, par le gouvernement girondin l'expliquent aisément.

Mais comment rendre compte de l'épuisement parallèle de l'imaginaire révolutionnaire ? La surveillance et la censure y ont leur part. Plus profondément, c'est avec le passage à l'acte de la Révolution que disparaissent les représentations qui avaient préparé et anticipé son devenir.

La chute de la monarchie le 10 août, puis le procès du roi, ne sont pas accompagnés des caricatures qui avaient abaisé Louis XVI, l'avaient montré en gloton cocu ou en gros cochon

après la fuite à Varennes. Et la flamme déchristianisatrice de l'an II ne produit pas une floraison d'images semblable à celle qui, à l'orée de la Révolution, mobilisait la scatologie carnavalesque et la parodie blasphématoire pour moquer les prélats trop pensés, les moines hypocrites et jousseurs, ou les prêtres réfractaires complices du démon.

Les caricatures, en minant la sacralité et la légitimité des autorités instituées, ont rendu pensable, donc possible, leur destruction radicale. Mais lorsque celle-ci s'opère, elle n'a plus besoin de se dire dans le langage symbolique des compositions satiriques. Le temps est alors à l'imaginaire de commande et de propagande, tournée contre l'ennemi étranger, comme celle que subventionne le Comité de salut public en l'an II.

Parentes par leur prix (entre 12 et 24 sous), qui en fait des objets accessibles, sinon tout à fait bon marché, et par leur tirage (quelques centaines d'exemplaires), les caricatures patriotiques et celles qui ne le sont pas diffèrent dans leurs motifs et leurs formes. L'imaginaire révolutionnaire, qui généralement utilise l'eau-forte colorée, politise un répertoire traditionnel, riche en figures d'inversion, en corps déformés et grotesques, en métamorphoses animales, pour stigmatiser ses adversaires et, par contraste, exalter l'homme du nouveau âge.

Souvent de taille plus réduite et de format ovale, usant de la technique de l'aquatinte et tirées en noir ou en bistre, les pièces royalistes dénoncent non pas des types (le réfractaire, l'aristocrate), mais des individus, que le lecteur doit pouvoir identifier grâce à leurs traits ou leurs attributs obligés.

### La caricature contre-révolutionnaire

Plus immédiatement politique, plus étroitement arrimée à l'événement, moins à l'aise avec les motifs folkloriques, la caricature contre-révolutionnaire ne peut cependant ignorer les procédés de sa rivalité. Elle aussi doit se mettre au pornographique (par exemple dans la grande image du *Grand Débandement de l'armée constitutionnelle*) et multiplier les indices qui, en donnant pour populaires ses énoncés, attireront des lecteurs qui le sont. Et, malgré ses références à mettre en évidence la personne du roi, elle répond à la profanation du souverain de droit divin en l'identifiant au Christ souffrant et crucifié (dans une aquatinte intitulée *Le Nouveau Calvaire*).

Apprécier l'effet de ces images n'est pas chose aisée. On elles une vertu persuasive ou mobilisatrice, ou ne convainquent-elles que les déjà convaincus ? Elle constituent en tout cas, comme écrit Antoine de Baeque, la « manifestation commerciale de l'émergence du politique », et s'inscrivent là où les pensées claires, les intentions explicites, viennent croiser un fonds partagé de représentations anciennes qui fournit un langage sensible, incarné.



familier, aux rêves contradictoires de la régénération révolutionnaire ou de la restauration absolutiste.

### L'offensive déchristianisatrice

C'est une tension semblable que Michel Vovelle a placée au centre d'un petit livre consacré à la déchristianisation de l'an II, qui reprend, en les étendant à l'ensemble du territoire de la République, les questions posées pour les vingt et un départements du Sud-Est en 1796 (2). La

démarche est minutieuse, qui met en séries et en cartes les données livrées par les 4 963 adresses déchristianisatrices reçues par la Convention entre octobre 1793 et août 1794. Si ces textes n'indiquent pas, tant s'en faut, la totalité des initiatives hostiles au christianisme ou favorables aux nouveaux cultes, celles-ci peuvent être tenues à bon droit comme globalement représentatives des actions menées sur le terrain.

Complétées par d'autres sources, les adresses à la Convention permettent quelques constats

majeurs. D'abord quant à la brièveté du mouvement : l'offensive déchristianisatrice qui ferme les églises et les transforme en temples de la Raison, qui descend les cloches et confisque l'argenterie, qui brûle statues et reliques, croix et confessionnaux, qui conduit plus de la moitié des prêtres de l'Eglise constitutionnelle à renoncer à leur état et un bon nombre de curés et de religieux à prendre épouse, ne dure guère que six mois, s'essouffant dès mars 1794 avant d'être relayée par le prosélytisme, tout différent, en faveur de l'Etre suprême.

Resserrée dans le temps, la déchristianisation a pourtant une géographie fort contrastée. Loin d'être tout entière commandée par les initiatives et exemples parisiens, elle essaime à partir de foyers multiples, un peu comme la Grande Peur. A peu de chose près, la France qu'elle gagne recouvre celle où, massivement, les clercs avaient prêté le serment constitutionnel en 1791 (3).

Elle comprend le Bassin parisien, le Massif central, la vallée du Rhône, le Midi méditerranéen et les pays de la moyenne Garonne. Fortement réifiés, en revanche, sont l'Ouest armoricain et atlantique, le Nord-Est, la plus grande partie du Sud-Ouest, et la partie centrale et méridionale des Alpes.

Faisant rejouer une fracture déjà marquée, anticipant les clivages religieux et politiques du dix-neuvième siècle qui se distribueront selon la même géographie, la déchristianisation de l'an II n'est donc pas seulement l'expression brutale et éphémère d'un volontarisme farouche, imposé par les représentants en

mission (ou du moins certains d'entre eux) et les armées révolutionnaires. Là où elle n'est que cela, ou bien elle demeure sans impact, ou bien elle suscite l'après résistance des chrétiens sans églises et sans prêtres.

Son succès, dans le moment et à terme, suppose une volonté communautaire, traduite par les initiatives des municipalités et des sociétés populaires, préparée par les libertés prises, dès avant la Révolution, à l'égard des commandements de l'Eglise. Le plus fascinant de la Révolution réside peut-être là : dans ces abandons de croyance qui sont la condition même pour que puisse être acceptée, respectée, « sacralisée », la nouvelle légitimité politique.

ROGER CHARTIER.

★ LA CARICATURE RÉVOLUTIONNAIRE, d'Antoine de Baeque, préface de Michel Vovelle, Presses du CNRS, 239 p., 350 F.

★ LA CARICATURE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE, de Claude Langlois, Presses du CNRS, 256 p., 300 F.

★ 1793 LA RÉVOLUTION CONTRE L'ÉGLISE, de la Raison à l'Être Suprême, de Michel Vovelle, cartographie de Serge Bonin, Editions Complexe, 311 p., 48 F.

(1) Sur les journaux révolutionnaires, on peut lire, en anglais, l'excellent synthèse de Hugh Gough : *The Newspaper Press in the French Revolution*, Londres, Routledge, 1988.

(2) Michel Vovelle : *Religion et Révolution. La déchristianisation de l'an II*, Hachette, 1976.

(3) Voir l'ouvrage magistral de Timothy J. Minchin, *Le Révolution, l'Eglise, la France, le serment de 1791*, Editions du Cerf, 1986 (*Le Monde*, 23 janvier 1987).

## Petite bibliothèque du bicentenaire (suite)

● *Paroles de la Révolution. Les Assemblées parlementaires 1789-1794*, Patrick Brassart, (Minerve, 273 p., 118 F.). Le propos de ce livre bien informé : « retracer les conditions d'exercice de la parole dans les Assemblées de la Révolution française ».

Pour ce, il décrit les configurations spatiales des assemblées successives, analyse leurs règlements (publiés en annexe), restitue les conditions de lecture et d'impression des discours. Une utile pierre d'appui pour l'étude, encore à faire, de l'éloquence révolutionnaire.

● *La Légende de la Révolution au vingtième siècle. De Gance à Renoir, de Romain Rolland à Claude Simon*, sous la direction de Jean-Claude Bonnet et Philippe Roger (Flammarion, 222 p., 98 F.). Issues d'un colloque tenu l'été dernier au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, douze communications explorent trois registres de la mise en récit de la Révolution : le roman (*Les deux ont été*, *The Scarlet Pimpernel*, *Les Géorgiques*), le théâtre (de Romain Rolland à Ariane Mnouchkine), le film (D.W. Griffith, Abel Gance, Jean Renoir). Un pertinent contrepoint aux interrogations actuelles sur la constitution de l'événement par les discours historiographiques affrontés.

En annexe, une très commode filmographie recensant cent seize titres.

● *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Dominique Godineau (Alina, 420 p., 149 F.). Que le titre un peu accrocheur n'égare pas : il s'agit là d'un livre fort sérieux, tout à fait excellent, fondé sur de très vastes dépouillements d'archives. Son thème : l'enfer, difficile, contestée, des femmes dans l'espace public inédit que constitue la politique révolutionnaire. Articulant l'engagement des militantes (celles qui participent activement aux sociétés populaires et aux assemblées sectionnaires, qui fondent la Société républicaine révolutionnaire, exclusivement féminine, et qui revendiquent l'égalité dans la citoyenneté) et les conduites de résistance des femmes « ordinaires » (dont le rôle est essentiel dans les dernières émeutes populaires de l'an III), Dominique Godineau restitue avec grande précision la spécificité d'un mouvement révolutionnaire féminin, à la fois composante de la sans-culotterie et porteur d'attitudes propres. A noter la

publication en annexe de vingt portraits de militantes tout à fait passionnantes.

● *Parole de Dieu et Révolution. Les sermons d'un curé angevin avant et pendant la guerre de Vendée*, François Lebrun. Préface de Jean Delumeau (Imago, 141 p., 95 F.). Rédaction fort bien venue d'un ouvrage paru en 1979. Au cœur des Mauges « vendéennes », des extraits judicieusement choisis des quatre-vingt sermons prononcés en chaire par Yves-Michel Marchais, curé (réfractaire) de la Chapelle-du-Genêt entre 1783 et 1788. Dans son excellente présentation, François Lebrun marque comment la prédication classiquement réformatrice de Marchais, sévère aux impurs et aux ivrognes, devient, avec l'événement, constitutive d'une mémoire du martyre durable et partagée.

● *Images de la Révolution. L'imaginaire républicain de 1789 à nos jours*, Jean Garguès. (Editions du May/Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 175 p.). De ce livre plus plaisant que savant, qui s'attache à suivre les heures et malheurs de la symbolique de la Révolution à travers les dix-neuvième et vingtième siècles, on retiendra surtout les réemplois foisonnants de la figure au bonnet phrygien (et qui peut être tour à tour et à la fois Liberté, République, Marseillaise et Patrie) et les succès commerciaux et publicitaires du Cantanare (du « panier 1789 » à la tabatière en forme de Bastille).

● *L'An des droits de l'homme*, textes réunis par Antoine de Baeque, présentés par Antoine de Baeque, Wolfgang Schmiele et Michel Vovelle (Presses du CNRS, 359 p., 85 F.). Grâce au minutieux travail d'Antoine de Baeque, omniprésent sur la chaire du Bicentenaire, cet ouvrage fournit l'édition la plus sûre et la plus complète des débats qui, entre 6 juillet et le 27 août 89, ont abouti à l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La vivacité des affrontements est fort bien restituée grâce à un ingénieux croisement entre le procès-verbal officiel des séances et les comptes rendus des journaux, et, pour la première fois, sont publiés tous les projets (au nombre de trente) soumis au comité chargé de la rédaction. Un instrument de travail et de réflexion tout à fait indispensable.

● Quatre volumes de « Découvertes », la mirifique collection de poche illustrée de Gallimard. A vos plumes citoyens de Gérard Gengembre sur les écrivains, journalistes, orateurs et poètes, de la Bastille à Waterloo ; la *Révolution des savants*, de Denis Guedi, qui met en valeur l'extraordinaire éclosion de talents scientifiques au service de la nation menacée ; les *Architectes de la liberté*, d'Annie Jacques et Jean-Pierre Mouilleseaux, établis les corrélations entre la cité idéale en matière politique et la cité idéale en matière architecturale telles que l'imaginèrent Ledoux et Boullée, Bernard, Laqueu et autres utopistes du bonheur et de la liberté ; Jean-Clement Martin, enfin, évoque avec beaucoup de vérité et de justesse, une foule de documents à l'appui, Blancs et Bleus dans la Vendée déchirée, « Découvertes-Gallimard ».

● *Les Grandes Dates de la Révolution française*, de Bruno Benoit Larousse, 190 p., 95 F.). Après une chronologie classique, une autre, thématique, traite de l'opinion, des problèmes économiques, de l'enseignement, des arts, du statut des juifs, etc.

● *Chapital*, sous la direction de Michel Péronnet (Privat 332 p., 165 F.). L'itinéraire intellectuel, scientifique mais aussi politique du célèbre chimiste, qui fut aussi le ministre de l'intérieur du premier consul.

● *La Conquête des droits de l'homme*, (Le Chêne-Midi, 350 p., 120 F.). Réalisé par la fédération française des clubs UNESCO et la Ligue des droits de l'homme, ce livre présente et commente l'histoire juridique internationale des droits de l'homme.

● *Charlotte Corday*, de Jacqueline Dauvois (Albin Michel, 272 p., 85 F.). La meurtrière de Marat était en fait une bonne républicaine.

● *La Civilisation de la Révolution française*, d'Albert Soboul (Archeud, 470 p., 80 F.). La réédition d'un classique de l'historiographie marxiste.

● *La Révolution mise à nu par ses écrivains, même*. Sous un titre duchampien, un numéro spécial de la revue littéraire Europe. (Europe, 264 p., 70 F.). Les années 1790 dans la littérature d'hier et d'aujourd'hui. Avec beaucoup de créations inédites.

● *Gens de l'Ouest sous la Révolution*, (Ouest-France, Châteauneuf, 130 p., environ, 80 F.). Une série de monographies sur la

Révolution dans les provinces de l'Ouest. Les bourgeois et le pouvoir, de Claude Nègre ; Les paysans en guerre, de Jean Gallet ; Les femmes dans la tourmente, de Nicole Vray ; et Le clergé déchiré, de Jean Quiniart.

● *Citoyennes. Les femmes dans la Révolution française*, d'Annette Rosa. (Messidor, 252 p., 120 F.). Pourquoi la volonté de libération civile et civique des femmes n'a abouti qu'à des résultats pratiques limités et contradictoires.

● *Dictionnaire des chansons de la Révolution*, de Ginette et Georges Marty. (Tallandier, 344 p., 177 F.). Une anthologie qui ne se contente pas d'aligner des refrains mais propose les thèmes musicaux et cherche à faire l'histoire d'un genre de communication politique populaire.

● *Marines et Révolution*, de Martine Accart et Jean Meyer. (Ouest-France, 286 p., 120 F.). L'histoire d'une période noire de la marine française analysée avec beaucoup de finesse par deux chercheurs.

● *La République incertaine*, de Blandine Barret-Kriegel. (PUF, 234 p., 148 F.). La quatrième et dernier volume de la thèse monumentale de l'historienne sur les historiens et la monarchie. Le point d'orgue d'une recherche érudite sur la manière dont les historiens républicains ont écrit l'histoire de l'Ancien Régime. Après Jean Mabillon, la Défaite de l'érudition et les Académies de l'histoire. Parfois difficile pour des non-spécialistes mais toujours passionné et intelligent.

● *1789, la Révolution culturelle française*. Un numéro spécial de la revue Art Press. (Art Press spécial, 218 p., 90 F.). Un regard sur les arts de la Révolution qui se montre parfois d'une sévérité excessive face à une production qui ne fut pas entièrement dominée par les concepts de raison, de vertu et de nature, mais qui également prend en compte l'enthousiasme et la ferveur.

● *La Révolution en Haute-Normandie*, par le comité régional d'histoire de la Révolution. (Ed. du P'tit Normand, 464 p., 270 F.). Un très beau travail collectif dirigé par Claude Mazauric. Un récapitulatif des événements, mais aussi un dictionnaire des personnages, des plongées intéressantes dans la presse, les mémoires, les musées, la vie artistique et intellectuelle.

### BILLET

89, etc.

L'Evénement éditorial du Bicentenaire ensevelit déjà le lecteur... Se trouvera-t-il des auteurs et des éditeurs astucieux pour nous faire attendre 90, voire 92 (l'an I de la République) ou 93 (le millésime terrible), ou même 94 (l'heure des desserts glacés à la Thermidor) ?

D'avance, un grand merci à celles et ceux qui permettront ce paiement étalé de notre impôt à l'histoire. Qui sait, la connaissance y gagnera peut-être.

MICHEL CARDOZE.

### — LA VIE DU LIVRE —

#### STAGE D'ÉDITION

Initiation aux métiers du Livre (2, 4 ou 6 jours). Les rouages de l'édition : la direction littéraire et artistique, les services commerciaux, diffusion et distribution, la fabrication, le service de presse, droits étrangers et coédition, etc.

S.I.P.E.L.

Renseignements et inscriptions : 45-50-23-30 et 45-51-55-50, 8, place du Palais-Bourbon, 7<sup>e</sup>.

#### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

#### LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12



● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Albert Londres : « La plume dans la plaie »

★ **ALBERT LONDRES. VIE ET MORT D'UN GRAND REPORTER**, par Pierre Assouline. Belfand, 506 p., 149 F.

★ **LA FUITE DE TOLSTOL**, d'Alberto Cavallari. Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro et Camille Dumoulin. Christian Bourgois, 108 p., 75 F.

« Si on veut être informé, il faut se renseigner soi-même », écrit en 1915 dans le *Paris-Journal* un jeune journaliste inconnu pour qui rien ne vaut le terrain, l'enquête, la police, le pouvoir, au cœur de l'événement. Cette affirmation péremptoire devait être la devise de tout journaliste, de tout reporter. Ce fut, en tout cas, la règle de vie du plus célèbre des « envoyés spéciaux » de notre premier demi-siècle, homme de presse exceptionnel par sa qualité mais aussi, surtout, par la liberté de sa plume et de son esprit : Albert Londres (1884-1932), dont le souvenir relève de la légende grâce au prix qui porte son nom et qui, depuis 1933, est décerné à un jeune journaliste qui s'est particulièrement distingué dans l'année. Régis Debray même envisagerait un film sur Albert Londres.

Devenu maître des biographies (1), enquêteur paté de la mémoire des « grands » de notre siècle, Pierre Assouline publie en ce début d'année, une biographie d'Albert Londres, via relativement courte mais si extraordinairement remplie que c'est un rappel souvent passionnant de l'histoire du vingtième siècle que l'auteur fait défilier à la faveur de ce livre.

Né, comme ses amis Charles Dullin et Henri Béraud, à Vichy, d'un père gascon (Londres était une déformation de Lourdes) qui fut colporteur et d'une mère pyrénéenne, Albert Londres n'a, en effet, jamais été vraiment oublié du public — et encore moins des journaux. Après sa mort, sa fille Florine avait publié un ouvrage intitulé *Mon père* (Albin Michel, 1934) ; plus tard, Paul Mousset, lui-même grand reporter, lui avait consacré une biographie : *Albert Londres : l'aventure du grand reporter* (Grasset, 1972), et, il y a une dizaine d'années, Francis Lacassin avait publié chez Christian Bourgois, avec de larges préfaces, une dizaine de titres, tous passionnants, regroupant les enquêtes de ce grand reporter, de cet homme révolté par la magouille et l'injustice — de la race des Joseph Kessel, Gaston Leroux,



Albert Londres.

Henri Béraud, etc. — qui consacra toute sa vie à la presse, c'est-à-dire à informer et se battre pour des causes qu'il estimait justes.

« Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie en mettant dans la balance son crédit, son honneur, sa vie. » Bonne définition de l'esprit qui sous-tend toute l'œuvre d'Albert Londres. Mais peut-on parler d'œuvre à propos de ces « flâneurs salariés » comme les a appelés Henri Béraud, pour qui le reportage est un métier ? Différent de celui de l'écrivain, mais pas inférieur... L'art de rapporter des « choses vues », comme disait Hugo. « Quand on raconte ce que l'on a vu, il faut aussi mêler ses impressions à son récit. Il faut également trier, faire un choix, et ne pas écrire ce que l'on veut dire », indique-t-il à sa fille, dont il corrigé un « journal de promenade » en Auvergne. Lui qui avait tant voulu être un poète — il avait publié sans succès entre vingt et vingt-cinq ans quatre recueils de vers — et voulait une admiration sans bornes à François Coppée (il va monter à Paris la presse parisienne tire en 1910 à quelque 6 millions d'exemplaires) et entre au *Matin* comme échoirier parlementaire pour suivre, avec annui, les séances de la Chambre. Sa première « chance », parce que lui seul est disponible et qu'on manque d'envoyés spéciaux, sera le bombardement de la cathédrale de Reims le 19 septembre 1914. Ce sera son premier article signé.

Devenu correspondant de guerre, il suit le front en Belgique, dans les Ardennes,

la campagne d'Orient, le front italien, l'Allemagne occupée. Après la guerre, il choisit ses sujets — et les journaux pour lesquels il écrit —, veut être témoin des points chauds de son époque : la Syrie au moment où l'émir Fayçal se proclame roi ; l'Italie devenue italienne grâce à d'Annunzio ; la Russie des soviets en 1920 (il lui faudra dix-sept visas avant d'obtenir de Litvinov un sauf-conduit) ; la Finlande à Helsinki, où il constate, étonné, que les Russes et les Finlandais sont en guerre... puis Petrograd effrayée qui se nourrit des discours de Lénine et de Trotski, les rencontres avec Tchitchérine, Gorki (qui lui semble antisovétique et qui va repartir pour l'Italie), le Français normand Pierre Pascal, etc. ; en 1922, il est à Tokyo quand on vient de nommer un nouvel ambassadeur, Paul Claudel ; il montre d'une façon extraordinaire en 1929 — comme plus tard le photographe Roman Vishniac — les Juifs des ghettos de Pologne, de Galicie, de Transylvanie, jusqu'à la « terre promise » : Tel-Aviv ; la Chine enfin, tandis que les Japonais lancent leur offensive sur Shanghai. La Chine dont il ne reviendra pas, embarqué sur le *Georges-Philpar*, qui brûlera en pleine mer le 18 mai 1932. Mort restée mystérieuse. Aurait-il découvert un secret des trafiquants de l'opium ?...

Pierre Assouline, à l'aide d'une documentation composée pour l'essentiel des écrits de son héros, suit la chronologie en excluant peut-être trop les rencontres avec les survivants de la presse de

l'entre-deux-guerres qui ont connu Albert Londres et travaillé avec lui ; il n'est pas allé non plus sur ses traces à Tokyo, en Serbie ou à Damas... Peut-être parce que le monde, avec les voyages intercontinentaux, les reportages par satellite ou par câble, a rétréci et que même les correspondants de guerre d'aujourd'hui — ces derniers étonnants — ne se prennent pas pour des « Tintin reporter ». Parce que les problèmes politiques qui se posent aujourd'hui dans ces pays ne sont plus les mêmes. Et pourtant il y a chez Albert Londres des combats qui ne sont pas vraiment périmés, et qui se présentent sous une autre forme. Même si les bagnes de Cayenne ont été fermés grâce à lui après son fameux reportage de 1923, *Au bagne*. Même si les Balkans ne sont plus ce qu'ils étaient tout en redevenant, aujourd'hui encore, une vraie poudrière où s'affrontent des peuples voisins séparés par des siècles d'antagonismes et de massacres...

Impertinent, brillant, ayant le sens de la formule et de l'indépendance d'esprit, voilà le portrait que nous trace Assouline de ce poète du journalisme qu'un de ses premiers employeurs avait chassé pour avoir voulu introduire dans son journal le « microbe de la littérature » et qui plus tard expliquera à un jeune : « Mon petit, un vrai reporter doit savoir d'abord écouter et regarder. Celui qui sait seulement écrire ne sera jamais qu'un écrivain... » De même que la « biographie » n'est pas de la littérature, même si elle doit être bien écrite, elle ne peut pas devenir une industrie, une spécialité tous azimuts ; un biographe doit entretenir un sentiment profond, durable, une conviction à l'égard de son biographe : il aurait fallu faire revivre l'époque, la mentalité des journalistes de ce temps-là, trouver la clé de son charme et de sa sagacité. La vie d'Albert Londres, c'étaient ses reportages. Alors, il faut surtout relire ses livres : il s'y est mis tout entier.

PAR hasard, au même moment, paraît la *Fuite de Tolstol*, d'Alberto Cavallari, journaliste italien fort connu, qui fut correspondant à Paris, Pékin, Moscou, directeur du *Corriere della Sera* et qui enseigne aujourd'hui à Paris-II. Son livre, qu'il qualifie lui-même de « chronique », reconstitue la fuite de Tolstol, alors âgé de quatre-vingt-deux ans, de l'année 1930, accompagné de sa fille préférée, dans la nuit du 27 au 28 octobre 1910. La narration s'arrête le 31 octobre à la gare d'Astapovo, où le vieillard mourra

le 7 novembre dans le lit du chef de gare, tandis que sont accourus le tout-Moscou des amis, ses enfants, les envoyés du gouvernement et de l'Église, des artistes, le peintre Léonid Pasternak, tandis que Sonia (Sophie chez Cavallari), la femme de l'écrivain, a loué un train privé et s'est lancée à la poursuite de son vieux mari, qu'elle ne reverra qu'une heure avant sa mort, déjà inconscient.

Fragment de biographie ? Reportage ? Reconstitution de la psychologie du fugitif qui court au-devant de la mort ?... Il y a un peu de tout cela dans ce petit livre fort bien écrit — et traduit. Une sorte d'enquête sur la fuite, et la révolte, le projet fou de partir vers le Sud, vers le Caucase. Ou plus loin... Une biographie idéalisée d'un personnage que l'on suit pas à pas dans la fuite.

Enquête sur le passé par un journaliste habitué à ne traiter que l'actualité, l'actualité peut-être par les dépêches d'agences « ultra urgentes » et qui, dans la masse des documents qui entourent cet épisode extraordinaire (les Mémoires de Sonia, de Sacha, du docteur Makovicky, les Carnets de Tolstol, les multiples travaux et thèses, etc.), isole une partie de la fin de la vie de ce personnage, un peu comme l'avant-dernier « papier » d'une série inachevée. « Le soir du 27 octobre 1910, le comte Tolstol alla se coucher vers 11 h 30... » Le lecteur qui a lu Troïski ou Chklovski, tant d'autres encore, est supposé déjà tout savoir sur l'œuvre et la vie du comte Tolstol et connaître le goût ou l'horreur, des trains que nourrissait l'auteur d'Anna Karénine et de *La mort d'Ivan Ilitch*.

Cavallari nous enferme dans le charme d'une agonie.

(1) Autour notamment de biographies de Marcel Dassault (1983), Gaston Gallimard (1984), Jean Jaurès (1986), D.H. Kahnweiler (1988) chez Belfand. Il a commencé, pour Flammarion, une biographie de Fernand Braudel.

★ Albert Londres en collection « 10/18 », « Grands reporters », préface et bibliographie de Francis Lacassin : *La fuite de Tolstol* (1987), *Mon père* pour Shanghai (1987), *La Chine en folie* (1987), *Donc il avait rien vu* (1987) suivi de *Ches les fous* : l'homme qui s'évadait de la Sibirie ; *Le Traité des Blancs* suivi de *La Traite des Noirs*.

● ERRATUM : Dans la chronique « Venues plurielles », du vendredi 23 décembre, à propos de l'histoire du glorieux de Venise de Ricardo Calimani, une coquille nous a fait écrire que ce quartier de Venise fut « censuré » aux Juifs par un vote du Sénat du 20 mars 1516 (il fallait lire « consacré »).

## Edmonde Charles-Roux à la recherche d'Isabelle Eberhardt

Une biographie monumentale, écrite sur un ton romanesque, décape complètement la vie aventureuse de la « bonne nomade ».

On peut dire tout ce qu'on veut d'Edmonde Charles-Roux. Qu'elle a inventé le socialisme coupé par *Vogue* (elle dirigea seize années durant l'édition française de la plus chère des revues) ; qu'elle est vindicative comme une impératrice chinoise (elle a d'ailleurs toujours eu un air asiatique...).

Il y a cependant deux faits que même ses plus féroces détracteurs ne nient pas : c'est une femme intrépide et une travailleuse acharnée. Déjà à vingt ans, blessée durant la guerre, elle fut citée à l'ordre du corps d'armée où elle était infirmière. Et les cinq ouvrages qu'on lui doit jusqu'à présent depuis *Oublier l'Algérie* (Gallimard 1966) témoignent tous d'un fini, d'un soin du plus infime détail.

Sont-ce les mêmes vertus qui l'ont attirée chez Isabelle Eberhardt (1877-1904), dont elle nous raconte maintenant l'existence aussi courte que pleine ?

Non, répond-elle dans sa maison de résineur provençal où elle vécut son grand amour avec le feu maire de Marseille, Gaston Defferre, et où elle se préparait ces jours derniers pour son « Apostrophes » du 6 janvier : « Non, je crois que ce qui m'a attirée à Isabelle, c'est son côté bâtarde au beau sens du terme, son côté hors des normes de son époque ».

Comme Don Juan d'Autriche, comme Coco Chanel, thèmes de deux précédentes biographies publiées par Charles-Roux, Eberhardt fut fondamentalement une « irrégulière ». Mais, et c'est ce qui fait tout le prix de ce trio, par une sorte de vocation plutôt que par un systématique esprit de provocation. En somme, des gens envoyés pour empêcher le monde de s'encroûter.

On ne compte plus les livres suscités par le météore dévastateur que fut cette demoiselle

Eberhardt, Russe de Genève dont la carrière islamoméditerranéenne d'« écrivaine » devait marquer le tournant du siècle au Maghreb.

Malheureusement, telles des couches de peinture sur des fresques de maître, la plupart de ces études n'avaient fait que copier leurs clichés ou leurs erreurs les uns les autres, qu'emprunter aux textes d'Isabelle, eux-mêmes tronqués ou maquillés (voir ci-contre) par de trop pieuses mains, après sa noyade à vingt-sept ans dans un oned saharien en cru.

Sautant à pieds joints par-dessus cet amas, Edmonde Charles-Roux est allée « directement » aux sources : deux ans de recherches (plus un an d'écriture) commencées en 1982, et qui l'ont conduite à Leningrad, Naples et Genève (oh ! les terrifiants dossiers personnels de la police cantonale des étrangers, même si on était une fillette ou si on ne se livrait pas à la moindre activité politique...) et bien sûr aussi aux richissimes archives coloniales et militaires d'Aix-en-Provence et de Vincennes.

### Fille de moujik

Le résultat fera date : un bouleversement complet du personnage d'Isabelle. Elle n'était ni fille naturelle de Rimbaud, ni juive, ni lesbienne, ni nihiliste. Quels piments reste-t-il, direz-vous ?

Eh bien ! ceux qui n'ont rien d'artificiel : sa mère, romantique luthérienne allemande veuve d'un général russe ; son père, un précepteur fils de moujiks orthodoxes, tolstolien au point de ne pas faire baptiser sa fille ; sa ribambelle de frères et sœurs fantasques, dont deux, avant Isabelle, fugèrent vers l'Algérie : ses « scandaleuses » amours avec un irrédentiste arménien trop vite assagi en diplomate turc, puis

avec un « étalon » algérien descendant de Maures d'Andalousie ; son commerce spirituel avec Abou-Nadara (le bioclar), juif italo-egyptien exilé à Paris pour nationalisme nilotique, dérangeant au point qu'une de ses pièces mollièresques a encore été interdite au Caire ces dernières années, etc.

Une part majeure du charme, de la pâte spécifique de cette bio-

graphie scrupuleusement fidèle à l'histoire, mais écrite, pour notre plaisir, sur le ton d'un roman, dans l'habituel français fluide et classique de l'auteur, tient au fait que chaque étape de la formation puis de l'aventure isabellienne est l'occasion de nous entraîner dans des univers bien souvent jamais défrichés : les mœurs des résidents, dissidents, espions et diplo-

### « Dans l'ombre chaude de l'Islam »

Dans l'ombre chaude de l'Islam, tel est le titre — très parlant sur les sentiments d'Isabelle Eberhardt — d'un de ses textes les plus fameux sur l'Algérie. Il y en a comme ça, d'Heures de Tunis à Sud-Orient, deux gros tomes de cinq cents pages.

Beaucoup de ses écrits furent, après sa mort, en 1904, malencontreusement « arrangés », pour, croyait-on, plaire aux lecteurs contemporains. Pauvres lecteurs paternalistes, abusés ! Et pauvres auteurs, trahi, charcutés ! De toute façon, l'œuvre complète d'Eberhardt, enrichie de nouvelles publications après 1906 et 1944, était introuvable, même s'il faut mentionner quelques publications posthumes récentes.

Cette fois, tout a été réuni (sauf les articles de journaux et revues dont Edmonde Charles-Roux donne de larges extraits dans son livre) et restitué, et dans sa forme première, grâce aux trésors des archives et des éditeurs français.

Cette tâche bénédictine, on la doit à deux journalistes indépendants, Jean-René Huleu et Marie-Odile Delacour, déjà connus comme spécialistes d'Eberhardt, depuis leur présentation de *Yasmina*, recueil de nouvelles publié en 1986 chez Liana Levi et dont une édition augmentée est sortie ces jours-ci dans la même maison.

Nos deux fureteurs ne se sont pas contentés de peiner dans la lumière variée des bibliothèques. Ils se sont également exposés au soleil cru du Sahara : « Au cours de nombreux séjours en Algérie, deux fois par an en moyenne, depuis 1983, nous avons pu reconstituer tous les périples et retrouver les traces d'Isabelle Eberhardt dans les lieux et parfois encore dans les mémoires... »

A Alger, la rue qui porte le nom d'Isabelle est l'une des rares à ne pas avoir été débaptisée après l'indépendance en 1962, et son tombeau est toujours là, au cimetière musulman d'Al-Saïra (Oran). Plus nombreux qu'on ne croit sont les jeunes Algériens d'aujourd'hui curieux de celle qui s'intéressa si fort à leurs ancêtres et à leur civilisation. Puissent les feuillets d'Isabelle franchir la si cherchée et si haute censure d'Etat encore debout outre-Méditerranée !

J.-P.-P.H.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES**, tome 1 : *Écrits sur le sahar, d'Isabelle Eberhardt*. Grasset, 505 p., 120 F. Annotations et présentation de Jean-René Huleu et Marie-Odile Delacour. Préface d'Edmonde Charles-Roux, de l'Académie Goncourt.

mates russes en Europe occidentale à la fin du dix-neuvième siècle ; l'itinéraire d'un mousse comtadin ou d'un légionnaire déserteur sur la route du Tonkin ; la vie de garnison en Algérie et également celle de la tribu populaire musulmans-pieds-noirs insaisissables en laquelle les marxistes virent, bien à tort, une « nation en formation », etc.

Le premier tome se termine sur le séjour bénois d'Isabelle et de sa mère, laquelle y mourut et fut inhumée dans la nécropole islamique après avoir adopté un orphelin kabyle... Vous avez bien lu : le premier tome. Car Charles-Roux a réuni tant de documents qu'elle a décidé, à contre-montre, de publier deux volumes.

Un désir d'Orient. La jeunesse d'Isabelle Eberhardt (1877-1899) sera suivie, en principe en 1990, par *Isabelle du désert*, relation du mouvement juste saharien (avec des échappées marseillaise et parisienne) de notre indiscipline, bientôt épouse d'un spahi algérien et liée avec le futur maréchal Lyautey.

### De Camus à Montali

L'ensemble pourrait induire qu'Isabelle ne fut, après tout, qu'une parmi d'autres aventurières qui, d'Aurélien Tidiani, « princesse des sables » (1) du Sud algérien à la « lyonnaise » comtesse d'Andurain (2), s'épourent à qui mieux mieux sur le terrain colonial français. Mais Eberhardt fut aventureuse sans être aventurière. Rien d'intéressé, de calculateur en elle. Une bonté sans naïveté ni mièvrerie chez cette femme dont le visage kamouk cachait une sensibilité mûre. Fromentin, mi-Père de Foucault, « La bonne nomade », la surnommait-on.

Néanmoins, de cette belle âme il ne demeurerait probablement pas grand-chose en nos mémoires

malgré les démêlés politico-judiciaires qui firent expulser Isabelle un temps de sa chère Algérie ; malgré une conversion coup de foudre à l'islam (dont elle rejette pourtant maints aspects du sort féminin), conversion qui amène plus celle d'un Vincent Montali, à la fois intérieure et charnelle, que celle, avant tout médiatique, de tel danseur ou tel architecte.

Si cette sujette des baux qui ne vit jamais la Russie est toujours présente parmi nous, si elle a séduit Edmonde après et avant tant d'autres, c'est qu'elle écrivait. En un français à la fois libre et parfait, ce fut une inlassable noria d'articles, nouvelles, récits, romans, presque tous centrés sur l'islam. Ce faisant, Isabelle inventait en quelque sorte le reportage de société, amonçant Cendrars et Kessel, Monfreid et Londres. Elle excella dans ces « socio-reportages », particulièrement difficiles en milieu musulman, fermés et pudique, mais qui permettaient de pressentir les changements politiques. Camus lui-même, dans ses textes prémoniteurs sur la Kabylie (3), il y a un demi-siècle, suivit cette voie.

L'exemplarité toujours actuelle d'Isabelle Eberhardt, sa capacité de séduction sont mises en pleine lumière par le travail coarsu main d'Edmonde Charles-Roux.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

★ **UN DESIR D'ORIENT. LA JEUNESSE D'ISABELLE EBERHARDT**, d'Edmonde Charles-Roux, 540 p., 120 F.

(1) Marthe Bessonne, Aurélien Tidiani, princesse des sables, préface de Louis Bourgeois, de l'Académie française, Plon, 1921.

(2) Voir « L'aventurière et son conseil », in *Trente ans au bord du Nil*, par Gabriel Dardaud, Lica Commun, 1987.

(3) Voir « Maître de la Kabylie », in *Actualités 11. Chronique algérienne (1939-1958)*, par Albert Camus, Gallimard, 1958.

EDUCATION

Philippe Lemoine

Le Nord-Est

RELATIONS



# Sports

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

## Dans les bras d'Agadez

Le onzième raid-marathon Paris-Dakar est reparti, jeudi 5 janvier, en direction de Tahoua (Niger), après une journée de repos à Agadez. Cette halte a permis à la majorité des concurrents de récupérer et de remettre en état leurs machines. Depuis le départ de Paris, 75 motos sur 155 et 95 autos sur 241 avaient officiellement abandonné avant d'atteindre la cité des Touaregs. Toutefois, les avions de recherche du Dakar avaient repéré, mercredi 4 janvier, 54 concurrents encore bloqués dans le Ténéré. Un certain nombre d'entre eux, dont Jacques Laffitte, confrontés à

des problèmes mécaniques, n'ont pu prendre le départ d'Agadez.

Après la traversée d'étendues désertiques, le Dakar aborde l'Afrique noire. Avec plus de 3 000 kilomètres d'épreuves chronométrées à parcourir avant l'arrivée à Dakar, la course est loin d'être jouée. Chez les pilotes autos, le Ténéris a permis à Patrick Tambay (Mitsubishi) de reprendre espoir derrière les deux 405 turbo 16 de Jacky Ickx et d'Ari Vatanen. La situation est plus incertaine encore chez les motards, où les cinq premiers sont regroupés en moins de deux heures.

AGADEZ  
de notre envoyé spécial

Après un long voyage, atteindre enfin un lieu de villégiature provoque le bonheur. Retrouver Agadez procure un plaisir. Les souvenirs ne bouillonnent pas, les rêves les plus fous s'échappent des lèvres sous les étoiles reviennent à la surface. Mieux même, l'enfant est au rendez-vous avec son lot d'images. C'est ainsi, les sentiments sont semblables à ceux qu'on éprouvait quand on retrouvait un jour avant les autres vacances la station balnéaire. Le privilège d'être le premier à découvrir les travaux et les embellissements qui chaque année sont le lot des mois d'hiver.

Ici, au sud du Sahara, on ressent la même impression. Le caravane du rallye n'a pas encore fait entendre ses pétarades et les charters de VIP survolent toujours l'Algérie. Agadez vit ses derniers moments de calme avant le tourbillon qui va lui faire tourner la tête pendant deux jours. Il reste quelques jours pour retrouver les merveilles de la ville, quelques instants pour noter les changements.

L'hôtel Agadez est toujours là. Providence du voyageur, avant-garde de la civilisation sur la route d'Arlit et du Nord, il reste fidèle au bleu pour la tête couronnée qui sert de porte à ses chambres. Son maître-fleur d'eau presque tiède a toujours du mal à servir de douche, mais son bruit sur le sol de ciment suffit. L'Agadez est toujours là avec ses sommiers métalliques. Fidèle au poste, El Hadj, à la réception, sait toujours les visages et trouver les mots qui réjouissent les clients. Derrière ses lunettes de soleil et les plus de sa chèche, il semble ne pas avoir changé. Mais ce qui est nouveau, c'est le téléphone qui trône sur son bureau. Un signe parmi d'autres qui témoignent des transformations dans la cité.

Les salles toutes neuves de l'aéroport, financées en partie par la société Africair, symbolisent l'ouverture au tourisme. Un hôtel avec baignoire et télévision dans les bungalows a été construit pour les accueillir. Mano Dayak, l'ancien

compagnon de Thierry Sabine, a su jouer de ses innombrables casquettes pour agrandir encore son empire sur les voyages organisés dans le Ténéré. Un glacier vante maintenant ses spécialités italiennes en face de l'immuable restaurant de l'Afr' mais ses « cappuccinos » demeurent réservés à la clientèle étrangère.

Agadez, capitale provinciale, carrefour d'échanges pour les Peuls du Sahel et les Touaregs des massifs du nord, se mue en cité pour touristes. Ce ne sont pas les maisons de style soudanais qui attirent ni le minaret de la grande mosquée, avec ses 27 mètres de terre rouge hérissée de tronc de palmiers. Non, Agadez doit sa notoriété à sa position stratégique d'étape avant ou après l'épreuve saharienne. L'ultime ville ou la cité qu'il faut absolument atteindre pour ces randonneurs allemands ou français qui se lancent de plus en plus nombreux à travers les sables.

### Un froid de chameau

Pour recevoir dignement, à l'européenne en somme, motards et familles en voitures à quatre roues motrices, l'ancienne résidence des sultans s'est faite belle. Les taxis sont devenus un peu plus nombreux, les vendeurs de la croix d'Agadez se sont multipliés. Mais la cité a en gardé son charme. Mélange d'édifices aux vêtements différents, elle offre toujours ses couleurs variées à qui sait prendre le temps de traîner dans les rues, où vole la poussière rouge. Les vendeurs de bois sont toujours aussi actifs, et le marché aux chameaux résiste à l'envahissement des appareils photographiques. Agadez, doit-on suivre El Hadj lorsqu'il regrette que son combiné téléphonique ne soit pas à touches ?

Les petites lumières qui, le soir, signalent la présence des états de viande ou de poisson grillé n'ont pas disparu. Ceux-ci demeurent la marque fidèle d'une vie locale. Ils témoignent d'une prospérité liée aux pluies abondantes de ces derniers mois. « L'eau a rendu la terre froide », assure El Hadj, comme pour excuser la température assez

## Le Monde CADRES

Le Centre national de la recherche scientifique recrute par concours :

### 609 CHERCHEURS

Les concours sont ouverts à compter du 31 décembre 1988 (niveau thèse de 3<sup>e</sup> cycle ou nouvelle thèse minimum). La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 janvier 1989, 18 heures.

Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir, par grade et par discipline, est à la disposition des candidats sur Minitel 36.14 code SIG4 rubrique POSTEL.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à :

Centre national de la recherche scientifique,  
Direction du personnel et des affaires sociales,  
Service des carrières, Bureau des concours,  
15, quai Anatole-France, 75700 Paris.  
Téléphone : (1) 47-53-15-15, postes 31.582-31.565.

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

#### 7<sup>e</sup> arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (PRÉS)  
Bd. Haussmann, 2 étages, 2 w.c., bain, cab. toil., 2 w.c.  
Tél. : 46-34-15-16.

#### RUE DE VARENNES

175 m<sup>2</sup>, duplex gd stand, perron, rénovation complète.  
GAUSSE/AND 46-51-24-70.

#### 15<sup>e</sup> arrdt

EMILIE-ZOLA RÉCENT  
5 PCHES S/VERDURE  
cuis. équipée, 2 bns + bns.  
PROGEM 46-78-39-07.

#### 20<sup>e</sup> arrdt

MAISON DE CHARME  
LA CAMPAGNE A PARIS  
3 p., balcon, terrasse, cave, garage, 3.600.000 F.  
FRANCE CONSEIL  
46-28-60-76.

#### 78-Yvelines

NOISY-LE-ROI  
Basse 4 pch, 50 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
Cdt. Vermelle, 39-78-96-82.

#### NOISY-LE-ROI

BEAU 3 PCHES, 110 m<sup>2</sup>  
Prix : 1 070 000 F.  
Cdt. Vermelle, 39-78-96-82.

#### PREZ RER CONFLANS

SUPERBES 3 PCHES, BOX.  
Prix : 800 000 F.  
Cdt. Vermelle, 39-78-96-82.

#### 95-Val d'Oise

CERGY (95)  
Centre ville, dans résidence  
1983, grand standing de  
3 étages, 73 m<sup>2</sup>, au  
1<sup>er</sup> étage : cuisine, salon  
plain sud, interphone, gar-  
dian, parking en sous-sol,  
cave, chauffage à compteur  
individuel. Gère REPI, écoles,  
marché, centre commercial.  
3 Fontaines à 5 mn. Pas de  
vis-à-vis. Calme assuré.  
710.000 F.  
Tél. : (1) 30-38-07-13.

### appartements achats

Recherche 2 à 4 p., Paris, préférence 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, avec ou sans  
trav. Pas opt chez notaire.  
(1) 46-73-48-07 même soc.

### locations non meublées

Paris  
Rue de Temple, dans imm.  
rénovée, 3<sup>e</sup> ét., asc., réf., +  
cuisine, ch., très bon état.  
4.300 + ch. Tél. mat.  
SEGECD : 46-22-88-82.

### propriétés

180 SAUD PARIS  
Magnifique PTE à rénover,  
avec tout, 4 p., cave, +  
d'eau, rénovée depuis  
6/12.000 m<sup>2</sup>, 480.000 F.  
châssis 100 %.  
(16) 86-74-06-12 après 20 h.  
(16) 39-31-48-74.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Centre d'informations  
financière recherche pour  
ses agences de Paris et  
région parisienne des  
CONSEILLERS  
COMMERCIAUX A.F.  
— contact à haut niveau,  
— formation assurée,  
— rémunération attractive.  
Tél. : 46-53-20-00, p. 181.

### DEMANDES D'EMPLOI

J.H. vendeur expérimenté en  
prêt-à-porter recherche  
emploi.  
Lettre de motivation  
Tél. : 42-26-02-71,  
le matin de 9 h à 14 h.

### automobiles

### ventes

### R 11 GTL

3 portes, 7 CV, octobre 83,  
76.000 km, 1<sup>er</sup> main, pneus  
AV neufs, peint. métal, ven-  
ne, vitr. teintées, 15.500 F.  
Tél. : 80-77-25-67.



**Al Jarreau**  
AVEC NRJ

CONCERTS  
9 FEVRIER A PARIS-BERCY  
21 FEVRIER A MONTPELLIER  
22 FEVRIER A TOULOUSE  
28 FEVRIER A GRENOBLE  
2 MARS A LILLE

Nouvel Album  
Heart's Horizon

LA Cinq 5

wea

INTER CONCERTS EN ACCORD AVEC

NRJ

La plus belle radio

● **AUTOMOBILISME** : Vers une participation de l'URSS au championnat du monde de formule 1. — La Fédération soviétique de sport automobile s'est prononcée à l'unanimité pour la participation d'un pilote et d'une équipe soviétique au championnat du monde de formule 1 en URSS. Diverses sociétés occidentales seraient déjà sur les rangs pour mener à bien ce projet.

### BOXE

#### La mort du manager José Jover

Le manager de boxe José Jover, âgé de soixante-dix-sept ans, est mort le 4 janvier à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) des suites d'un infarctus du myocarde.

Avec Jean Bretonneau, José Jover était l'un des derniers grands managers français. Court sur pattes, rondouillard, c'était, dans le milieu des rings, un personnage haut en couleurs, animé par une formidable passion pour ce monde mythique et marginal du K.O.

[José Jover est né le 2 décembre 1911 à Novelda, en Espagne. Après une courte carrière pugilistique, il devient manager dans les années 40. Dans sa salle, il entraîne notamment Jo Gonzalez, médaillé d'argent des super-moyens à Tokyo en 1964, et Fabio Bettoni, champion de France professionnel des moyens en 1970. Le poids lourd Lucien Rodriguez lui donne sa plus grande satisfaction de manager en conservant le titre européen de 1981 à 1984, et surtout en tenant jusqu'à la limite, le 27 mars 1983 à Scranton (Etats-Unis), face à l'Américain Larry Holmes lors d'un championnat du monde des lourds. Le poids moyen gitan Franck Winterstein est le dernier boxer de renom dont se soit occupé José Jover. Il prend sa retraite en 1985 alors qu'il porte déjà, depuis plusieurs mois, un stimulateur cardiaque. José Jover a succombé mercredi matin des suites d'un troisième infarctus.]

### EDUCATION

#### M. Philippe Lucas recteur de l'Académie de Bordeaux

M. Philippe Lucas a été nommé recteur de l'Académie de Bordeaux par le conseil des ministres du 4 janvier.

[Né le 5 octobre 1940 à Neufchâteau (Vosges), M. Philippe Lucas est licencié en droit et en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur ès lettres en sociologie. Assistant puis maître-assistant à l'IEP d'Alger (1966-1971), il poursuit ensuite sa carrière universitaire à Lyon-II : directeur de l'UER de psychologie et sciences sociales (1973-1978), professeur depuis 1976, il est président de cette université de 1979 à 1986. Il est, depuis 1986, membre du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Animateur du Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES), il est l'auteur d'un ouvrage remarqué, *L'université captive* (1987), et avait été chargé, en mai 1988, par M. Jospin, ministre de l'éducation, d'un rapport sur l'état d'application de la loi Savary dans les universités. Président depuis février 1987 du conseil départemental de la gauche dans le Rhône, Philippe Lucas avait un moment brigué la candidature (socialiste) pour les élections législatives de juin 1988 dans la septième circonscription du Rhône.]

### RELIGIONS

● Deux Français sur trois ne croient pas aux miracles. — Dans un sondage réalisé par l'Institut Louis-Harris par le mensuel chrétien *Paroisse*, de janvier 1989, 62 % des personnes interrogées disent ne pas croire aux miracles. Près de la moitié estime même qu'un miracle est un phénomène que la science finira par expliquer. La scepticisme croît : 44 % seulement des Français en 1981 (dans une enquête de la SORFES) déclaraient ne pas croire aux miracles.

### SCIENCES

#### M. Michel Petit, nommé délégué général

M. Michel Petit, qui était depuis juin 1988 commissaire du gouvernement auprès du Centre national d'études spatiales (CNES) a été nommé délégué général à l'espace lors du conseil des ministres du 4 janvier. A ce poste, ce polytechnicien de cinquante-quatre ans, docteur ès sciences et ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de télécommunications, assurera la coordination entre le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace et les entreprises travaillant dans le domaine spatial.

[M. Petit avait, entre 1979 et 1985, occupé le poste de directeur de l'Institut national d'aéronautique et de géophysique et celui de directeur scientifique du secteur « Terre-Océan-Atmosphère-Espace » au Centre national de la recherche scientifique. De 1985 à 1987, il fut conseiller pour la science et la technologie au sein de la représentation permanente de la France auprès de la Communauté européenne avant d'être nommé au ministère de la recherche les fonctions de délégué aux affaires internationales.]

● Retard pour la navette Discovery. — L'Agence spatiale américaine a annoncé, mercredi 4 janvier, que le prochain lancement de la navette spatiale Discovery serait retardé de cinq jours, ce qui fixe la date du tir de cette vingt-huitième mission au 23 février. Cette décision est la conséquence des problèmes rencontrés en décembre dernier au cours du vol de la navette Atlantis chargée de mettre en orbite pour la compte des militaires un satellite de reconnaissance. Lors du retour de l'engin, les responsables du véhicule ont, en 150 à 160 tonnes de rétroaction thermique permettant à l'engin de résister lors de sa descente au fort échauffement de ses structures au contact des hautes couches de l'atmosphère.

هكذا من الأصل







# Culture

## POINT DE VUE

### L'avenir de l'Opéra de Paris

## La Nuit des morts vivants ?

par Grange Bâtelière

Pseudonyme d'un haut fonctionnaire sous la tutelle du ministère de la culture

Le vice congénital de l'Opéra de la Bastille est que ce projet est fondé sur l'exclusion de l'Opéra de Paris tel qu'il existe. Alors que la construction de ce nouvel édifice aurait dû être l'occasion et l'espoir d'un renouveau pour la plus grande institution lyrique et chorégraphique française, tout, dans le comportement des pouvoirs publics, montre cette volonté de faire d'abord mourir le Théâtre national de l'Opéra de Paris. Mais c'est une illusion de croire que l'on peut bâtir une telle entreprise sur un tombeau et sur l'humiliation des personnels qui savent faire fonctionner plutôt bien que mal un processus théâtral aussi complexe et fragile que celui-ci.

Depuis six ans que le projet est lancé, les signaux émis par la plupart des responsables du dossier relèvent presque tous de cet état d'esprit. Le directeur de la musique de l'époque ne disait-il pas à qui voulait l'entendre : « L'Opéra, c'est la maison de la mort » ? Il rejoignait en cela le constat schématisé de certains, qui renaissent de l'histoire de cet établissement : « De 1869 à nos jours, quelques cinquante-quatre directeurs se sont succédés, et trente d'entre eux ont connu un destin brutal (mort, faillite, révocation, démission...) ; quatre personnages ont maîtrisé le système en faisant fortune » (Lully, Veron, Halévy, Liebermann) (1).

Les événements de ces dernières années ont malheureusement confirmé ce diagnostic. M. Angreny n'achève pas sa mission sur la préservation du fonctionnement de la Bastille. M. Mortier suit le même sort au début de l'année 1988. M. Vozzinsky, qui préconisait de faire table rase de l'ensemble des personnels et de l'institution pour construire le nouvel Opéra, est démissionné en mai 1988 (avant les élections présidentielles).

Au cours de ces dernières semaines, une nouvelle équipe vient d'être constituée. Ses caractéristiques principales s'inscrivent malheureusement dans le droit fil des tendances néfastes qui viennent d'être évoquées : elle est presque totale-

ment étrangère à la profession : elle affiche d'emblée la volonté d'éliminer ceux qui ont récemment tenu de bâtir, avec les compétences et les personnels existants, les structures du nouvel établissement et sa programmation.

### Un rêve absurde

Même si certaines des intentions de ces nouveaux responsables sont louables (accroissement du nombre de représentations proposées, diminution des coûts de production, abaissement du prix des places), c'est un rêve absurde de croire qu'elles pourront être menées à bien avec moins d'argent, moins de personnel et sans le concours des professionnels qui font actuellement fonctionner l'Opéra de Paris.

Illusion technique tout d'abord. Le nouvel Opéra de la Bastille est un bâtiment de conception très sophistiquée : ses coûts de maintenance seront au moins deux fois plus élevés que ceux du palais Garnier. Ce dernier est au contraire très élémentaire dans son équipement et sa structure : il requiert donc, même pour une activité réduite à la danse, un effectif minimum de personnel en raison des grandes dimensions de la scène. Tout cela rend nécessaire un important personnel technique qui ne pourra être, en régime de croisière, inférieur à celui occupé actuellement à l'Opéra de Paris.

Certains des responsables du dossier dans les ministères tentent actuellement d'espérer que ce théâtre par une rigueur budgétaire incompréhensible avec les coûts réels des mutations techniques et sociales des prochains mois. Leur logique même tout droit d'un nouveau plan de licenciement économique qui serait totalement inutile et inadéquat puisqu'il faudrait réembaucher dans peu de temps pour faire fonctionner l'Opéra de la Bastille à plein régime. Il faut au contraire utiliser le réservoir de compétences existant et le motiver en complétant sa formation pour les nouvelles techniques de la Bastille.

Illusion artistique ensuite d'envisager, comme certains, d'écarter la programmation artistique mise en chantier par le directeur musical et artistique désigné. Chacun sait en

effet que l'élaboration d'une distribution d'opéra (chef d'orchestre, solistes, metteur en scène, décorateur, costumier) est un travail complexe, préparé deux à trois ans avant la présentation effective du spectacle. L'exclusion éventuelle des engagements déjà pris ferait donc courir un risque majeur à l'ouverture de la première saison en janvier 1990, sauf évidemment à accepter des « bricolages » artistiques peu en rapport avec le niveau du projet.

Illusion sociale enfin d'imaginer qu'il sera possible de « négocier en force » les nouvelles conditions de travail à la Bastille et au palais Garnier pour une entrée en vigueur dès septembre 1989. Les organisations syndicales et les représentants du personnel de l'Opéra ont beaucoup évolué au cours de ces dernières années. Ils sont aujourd'hui habitués à un dialogue moderne et responsable, fondé sur les enjeux et les intérêts de l'entreprise.

### Trois orientations

Face à cette volonté de négociation adulte et constructive, les pouvoirs publics n'ont eu à proposer, pendant six ans, qu'un projet artistique flou ou instable, ou la menace d'une fermeture du palais Garnier. On ne s'étonne donc pas dans ces conditions que les discussions sociales aient peu progressé. Pour l'avenir, plus que jamais, il faudra écarter les provocations qui prétendraient contraindre les partenaires sociaux à négocier dans des délais raccourcis en brandissant le spectre du chômage technique ou des licenciements. On ne bâtit pas un projet d'entreprise sur de telles fondations.

L'Opéra de la Bastille est donc mal parti s'il continue à s'assimiler à de telles exclusions et à de telles illusions qui se transforment vite en cauchemars. Pour éviter l'échec, il serait sage, et courageux à la fois, d'adopter les orientations suivantes :

• Financer de manière réaliste l'ouverture de la Bastille et la mutation de l'Opéra actuel : c'est le seul moyen de donner aux responsables de ces théâtres un cahier des charges acceptable qui les motive, et de leur permettre de mener à bien dans des conditions correctes la négociation de nouvelles conventions collectives ;

• Retarder de neuf mois l'ouverture de la Bastille : les avantages principaux d'une telle décision seraient de donner le temps d'apporter des compléments ou des aménagements à la programmation existante, et permettre à la négociation sociale de se dérouler dans des délais plus propices à une discussion saine ;

• Associer le personnel de l'Opéra de Paris à la définition du projet artistique, technique et social de l'entreprise : cette règle de conduite nouvelle s'ajoute au préalable, et d'urgence, que les bases de ce projet soient enfin stabilisées : elle devrait s'appliquer aussi bien à l'élaboration plus forte des cadres de l'établissement qu'à la programmation des mois qui suivront avec les représentants du personnel.

Dès lors, on pourra espérer faire sortir de la nuit les « morts-vivants » de l'Opéra de Paris, et apporter aux nouveaux théâtres les atouts que l'investissement consenti par la collectivité mérite.

(1) Jean Guiraud : Ces hommes qui ont fait l'Opéra (Albatros, 1984).

# Communication

## La promotion du juge Grellier devrait différer la conclusion de « l'affaire Michel Droit »

Le dossier Larsen FM-Michel Droit, qui a pris, avec la double inculpation pour corruption de l'académicien et du bras droit de M. Robert Hersant, M. Yves de Chaisemartin, des allures de scandale, va-t-il être enterré ? L'installation (le jeudi 5 janvier) de M. Claude Grellier dans ses nouvelles fonctions de vice-président du tribunal de Paris risque, en effet, de le priver de conclure lui-même ce dossier ouvert il y a plus d'un an.

Le 6 décembre 1988, après une longue instruction pleine d'embûches et de péripéties, M. Claude Grellier, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, transmettait au parquet le dossier volumineux de l'affaire Michel Droit. Les investigations menées depuis plus d'un an par le magistrat étaient en effet terminées : des rapports policiers portant notamment sur les comptes bancaires de M. Michel Droit, la nature de ses liens financiers avec son ancien employeur, le groupe Hersant, et l'étude des explications fournies par l'académicien, membre de la CNCL, et M. de Chaisemartin. Un rapport concluait même à l'établissement de faux en écriture (le Monde du 4 octobre).

Sans juger des conclusions ultimes du magistrat, le dossier répertorié donc les charges existant contre M. Pascal Valléry-Radot (suspensé, en raison d'un lien avec Radio-Orléans, de trafic d'influence) et surtout contre M. Droit et de Chaisemartin, inculpés tous deux de corruption en vertu des versements réguliers opérés sur le compte du membre de la CNCL par le groupe de presse, par ailleurs candidat heureux à l'obtention d'autorisations de radio et de télévision délivrées par la Commission.

Restait alors au parquet à faire connaître sa position sur l'affaire en communiquant au juge ses réquisitions, permettant ainsi au magistrat de boucler l'affaire en rendant une « ordonnance de clôture ». Un acte ultime qui aboutit soit à un non-lieu,

soit à un renvoi en correctionnel, si le juge estime les charges suffisantes. Mais alors que M. Grellier attendait la réponse du parquet, un décret paraissait le 15 décembre au Journal officiel qui le nommait vice-président du tribunal de Paris. Une promotion à l'évidence méritée par ce magistrat rigoureux, mais qui risquait de tomber mal à point — ou à point nommé ! — en le déchargeant de tous ses dossiers en cours, ceux-ci devant être répartis entre ses collègues en attendant l'installation définitive de son successeur.

Naturellement soucieux du sort de ce dossier aussi important et « complexe », qui exigeait probablement de son successeur des semaines de mise à jour, le juge faisait donc savoir à sa hiérarchie son souhait de pouvoir lui-même le boucler. La fixation au 5 janvier de la date de son installation rendait la demande plus pressante. Elle échoua cependant totalement. Le président du tribunal de Paris — M. Robert Diet — refusa le report de l'installation, tandis que le procureur de la République, évoquant la complexité du dossier, affirmait impossible de faire parvenir avant le 5 janvier à 13 heures ses réquisitions.

Cette fin de péripétie dans cette affaire tumultueuse va forcément retarder sa conclusion. Certains avaient pu s'étonner à l'automne de ce que le parquet n'ait pas jugé indispensable d'engager des poursuites nouvelles sur les faux en écriture révélés par un rapport de police et que la demande de levée d'immunité parlementaire de Robert Hersant — directement mise en cause dans l'affaire — n'ait même jamais été instruite.

Bien plus que celle de M. Michel Droit, c'est la personnalité du patron du Figaro et de la Cinq, et l'enjeu que représente sa mise en cause qui semblent paralyser le pouvoir, dont on se demande aujourd'hui s'il souhaite voir aboutir l'affaire.

ANWICK COJEAN.

## Dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines

## « France-Soir » va distribuer un supplément gratuit hebdomadaire

Le groupe Hersant ne laissera pas France-Soir « mourir à petit feu ». Son PDG, M. Philippe Villin, a annoncé, mercredi 4 janvier, la création en région parisienne, début mars, d'un supplément hebdomadaire de huit pages minimum en quadrichromie : France-Soir Ouest. Le quotidien et son supplément seront distribués gratuitement le jeudi et le vendredi, par porteur, dans les deux cent cinquante mille foyers de vingt-sept communes des Hauts-de-Seine et des Yvelines (Versailles, Boulogne, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Saint-Cloud, etc.), une zone où France-Soir ne vend actuellement qu'une dizaine de milliers d'exemplaires.

Réalisé par une équipe de journalistes animée par Armand Dingreville, le « nouveau » gratuit mettra l'accent sur les nouvelles intéressant les communes desservies. Il verra « le marché publicitaire colossal » qu'offrent les douze millions d'habitants de la région parisienne.

Rappelant les investissements déjà réalisés en faveur de France-Soir (siège de Bercy, informatisation de la rédaction, photographie couleur notamment), M. Villin annonce aussi une refonte du

contenu rédactionnel du quotidien. « Nous allons poursuivre nos efforts sur les sports, les petites annonces et faire un véritable quotidien de télé-spectateur ». Une équipe de dix journalistes réalisera quotidiennement une page d'articles sur les programmes à venir de télévision, une autre page étant consacrée aux comptes rendus des émissions de la veille. La double page féminine quotidienne sera complétée par d'autres pages d'information-service (emploi, argent, éducation, etc.) et par l'introduction d'une demi-page consacrée chaque jour à la région parisienne.

Enfin, pour doper la vente du samedi, le prix de vente du numéro, accompagné de jour-la du supplément TV magazine et de quatre pages hippiques, a été fixé à 4,50 F. Une décision prise alors que les pertes du titre atteignent 90 millions de francs, selon des sources syndicales que M. Villin s'est refusé à confirmer. En 1987, les pertes de Presse-Alliance, la société éditrice de France-Soir, s'élevaient à 27 millions de francs, mais après 50 millions d'abandon de créances de la Socpresse, société mère du groupe Hersant.

## Pour fournir des programmes avec ses magnétoscopes

## Sony cherche à acheter un studio américain

CBS Records, filiale de Sony, vient d'acquiescer, pour 30 millions de dollars (180 millions de francs), l'éditeur de disques Tree International, célèbre société de Nashville spécialisée dans le country music. CBS Records a été elle-même rachetée à la chaîne américaine CBS il y a un an, par le constructeur japonais, qui

confirme aujourd'hui sa volonté de développer dans l'édition musicale pour appuyer la commercialisation des disques compacts.

Mais Sony ne compte pas arrêter là sa diversification. Le constructeur, qui songe aussi à fournir des films avec ses magnétoscopes, cherche à mettre la main sur un grand catalogue américain et à se lancer dans la production. Il y a quelques mois, Sony a tenté de racheter à M. Kirk Kerkorian, les studios de Metro-Goldwyn-Mayer United Artists, mais les négociations ont échoué. Aujourd'hui, la firme japonaise est en contact avec tous les grands studios hollywoodiens et s'intéresse particulièrement à Columbia, filiale de Coca-Cola, et à MCA.

La volonté de contrôler le marché des programmes pour mieux vendre du matériel hi-fi et vidéo n'est pas propre à Sony. Son grand rival japonais, JVC, a récemment annoncé son intention d'acheter une compagnie cinématographique américaine.

## VENTE PUBLIQUE

### BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

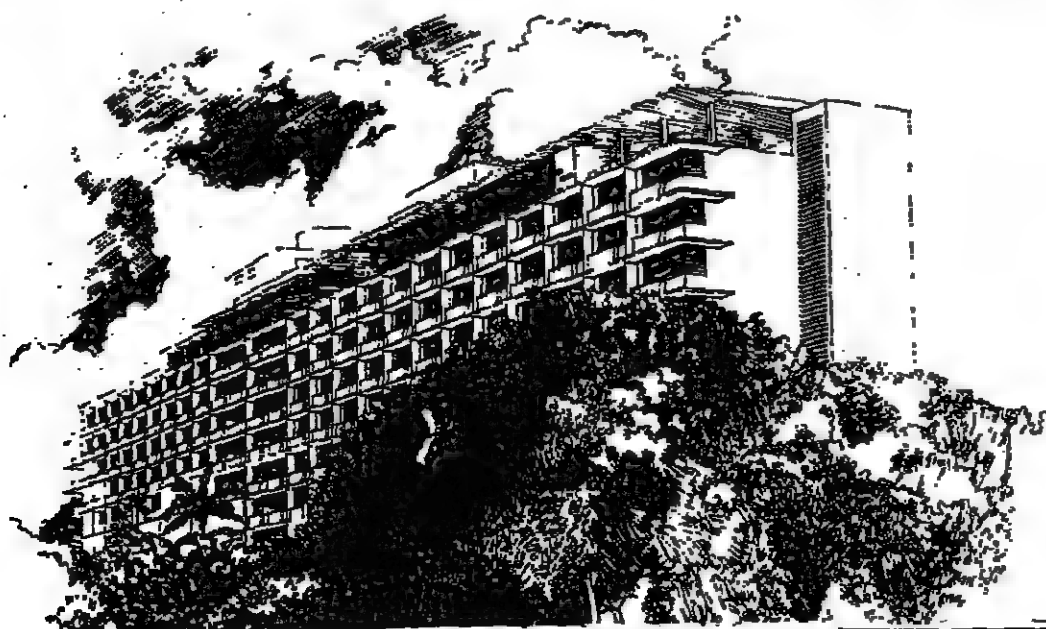
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

#### OPTIONNEL

• Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

• Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA. Apartado Postal 5220. Panama 5, République de Panama. téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.

















## SOMMAIRE

■ Les bons résultats de 1988 n'empêchent pas M. Bérégovoy de vouloir maintenir la rigueur dans sa politique monétaire et budgétaire (lire ci-dessous).

■ Une nouvelle race de téléphone sans fil fait son apparition en Grande-Bretagne (lire page 24).

■ Airbus signe un nouveau succès sur le marché américain avec la commande d'A-320 par la compagnie Braniff (lire page 24).

M. Bérégovoy, le franc et le crédit

## Le gouvernement maintient son objectif de croissance non inflationniste

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, a profité, le 4 janvier, de la tenue du premier conseil des ministres de l'année, pour réaffirmer les priorités de sa politique économique et monétaire (le Monde du 4 janvier).

Ayant rejoint, pour la première fois, les estimations de l'INSEE pour un taux de croissance du PIB (produit intérieur brut) situé à 3,5 % en 1988, M. Bérégovoy a indiqué que, malgré ce bon résultat, les créations d'emplois n'avaient pas été suffisantes, que le déficit du commerce extérieur n'avait pas diminué par rapport à 1987, et que l'écart de taux d'inflation entre la France et l'Allemagne fédérale devait encore être réduit. C'est pourquoi il a affirmé sa volonté de « poursuivre une politique budgétaire et monétaire vigoureuse ».

Dans le domaine monétaire, M. Bérégovoy a réitéré son objectif de réduction des taux d'intérêt, qui avait conduit à plusieurs abaissements des taux directeurs après la formation du gouvernement, avant de laisser place à des relèvements, rendus nécessaires par la défense du franc.

Le ministre de l'économie envisage désormais la baisse des taux « de manière pragmatique ». En cette période de fortes tensions de relèvement du taux de l'escompte américain, de reprise de la réflexion sur la parité franc-mark, et d'inquiétude de la part du ministre sur la forte progression des crédits à court terme à l'économie, la baisse des taux ne semble pas en effet à l'ordre du jour.

Deux thèmes ont dominé les déclarations faites mercredi par M. Bérégovoy, d'abord en conseil des ministres, puis devant les Rencontres internationales de la Bourse de Paris : le franc, et le crédit.

Sur le premier sujet, le ministre s'est fait une nouvelle fois le défenseur du « maintien de la stabilité du franc, gage essentiel d'une croissance durable », selon le porte-parole du gouvernement, M. Claude Evin. Le communiqué du conseil des ministres souligne que la politique du gouvernement « a pour but de garantir une croissance non inflationniste de l'économie française (qui) repose sur la stabilité de la monnaie et donc sur le maintien de la parité du franc au sein du système monétaire européen ».

En matière de crédit, et notamment de prêts à la consommation, M. Bérégovoy a fait part au gouvernement de sa préoccupation à propos de la croissance très rapide de l'encours. Aux Rencontres internationales de la Bourse, il a estimé qu'il s'agissait seulement de « veiller au grain », car la situation ne présente pas de risques de dérapage pour l'instant.

L'importante croissance des crédits à l'économie retient l'attention sans pour autant inquiéter les conjoncturistes. Car l'augmentation des crédits de trésorerie des entreprises est venue en 1988 se plaquer sur celle, plus ancienne, des crédits à la consommation. Ces derniers avaient véritablement « explosé » en 1986, leur croissance annuelle passant à plus de 30 % contre 17 % en moyenne entre 1970 et 1984. La France, il est vrai, connaît des encours de crédits à la consommation beaucoup plus bas que ceux des

autres pays industrialisés, et l'effet de rattrapage, conjugué à la déréglementation, a joué un rôle très important. Cependant, en 1988, la croissance du crédit à la consommation, bien qu'encore très forte, s'est ralentie. Elle atteint, selon M. Bérégovoy, 22 % annuellement.

### Du côté des entreprises

Du côté des entreprises, la progression des crédits de trésorerie (16 % selon M. Bérégovoy) est beaucoup plus récente. Liée au dynamisme de l'investissement qui a caractérisé 1988, elle a été accentuée en début d'année par un important phénomène de stockage. Elle répond également à un changement de structure de l'attribution du crédit, qui a permis aux banques commerciales touchées par les réformes permettant directement aux entreprises d'accéder aux marchés financiers, de regagner des parts de marché. Les retombées du krach boursier d'octobre 1987 ont accentué cette tendance. La poursuite de la consolidation des résultats et de l'augmentation des fonds propres, attendue pour 1989, devrait aider les entreprises françaises à autofinancer plus largement leurs dépenses à court terme et à moins boudier les marchés financiers.

Ainsi, la forte progression des crédits de court terme aux particuliers aussi bien qu'aux entreprises ne devrait pas provoquer de grande inquiétude en ce début d'année.

Mais si le parallélisme des deux courbes de progression se prolongeait trop, le gouvernement, soucieux d'augmenter l'épargne des ménages et d'éviter qu'une trop forte consommation ravive l'inflation et nuise aux soldes extérieurs, pourrait user des deux instruments dont M. Bérégovoy a rappelé, le 4 janvier, qu'ils étaient à sa disposition pour la conduite de la politique monétaire : les taux d'intérêt et les réserves obligatoires. Mais pour que ces instruments soient utiles à la limitation du crédit ou à d'autres objectifs, sans pour autant nuire à l'économie, la route est étroite. Une hausse des taux pourrait décourager les entreprises dans leurs projets d'investissement, alors que le relèvement des réserves obligatoires des banques pourrait entraver la bonne performance du secteur bancaire.

FRANÇOISE LAZARE.

## ETRANGER

### Aux Etats-Unis

## La FED autorise les dépôts en devises étrangères

Rompant, dans la plus grande discrétion, avec quinze ans de tradition, la Réserve fédérale a décidé d'autoriser les dépôts en devises étrangères aux Etats-Unis. Cette décision remonte au 23 décembre, mais n'a donné lieu qu'à deux paragraphes dans le *Register* fédéral, six jours plus tard. Il aura fallu que le *Wall Street Journal*, dans son édition du 4 janvier, relève ce changement de cap pour que la nouvelle prenne toute son ampleur.

Jusqu'à présent, les présidents de la FED s'étaient toujours refusés à sauter un pas qu'ils estimaient dangereux pour la stabilité du dollar. Apparemment, M. Alan Greenspan et son équipe ont estimé que l'internationalisation des marchés financiers offrait aux grands investisseurs tous les moyens de spéculer sur les

monnaies. Les seuls à rester pénalisés par l'interdiction de disposer de dépôts en devises étrangères étaient les petits investisseurs et les banques.

Prudents, les responsables de l'institut d'émission ont remis au début de 1990 l'application des mesures de libéralisation sur les devises, tout en soulignant qu'ils ne s'attendent pas « à une augmentation rapide » de ce nouveau type. Cette autorisation permettra aux petites entreprises exportatrices de limiter leurs risques de change en disposant de yens, marks ou francs, mais aussi d'investir dans des fonds gérés à l'étranger. Pour les grandes sociétés, les nouvelles dispositions faciliteront les transferts comme les placements.

### RFA

## Dégradation saisonnière du chômage en décembre

L'Allemagne fédérale comptait 2,19 millions de chômeurs en décembre, une hausse de 4,7 % sur le mois précédent qui, selon le directeur de l'Office du travail, Heinrich Franke, reflète « uniquement » des facteurs saisonniers. Le chômage touche ainsi 8,5 % de la population active salariée en décembre contre 8,1 % en novembre. Mais sur l'ensemble de 1988, la moyenne, de 8,7 %, est inférieure aux 8,9 % enregistrés l'année précédente. Pour

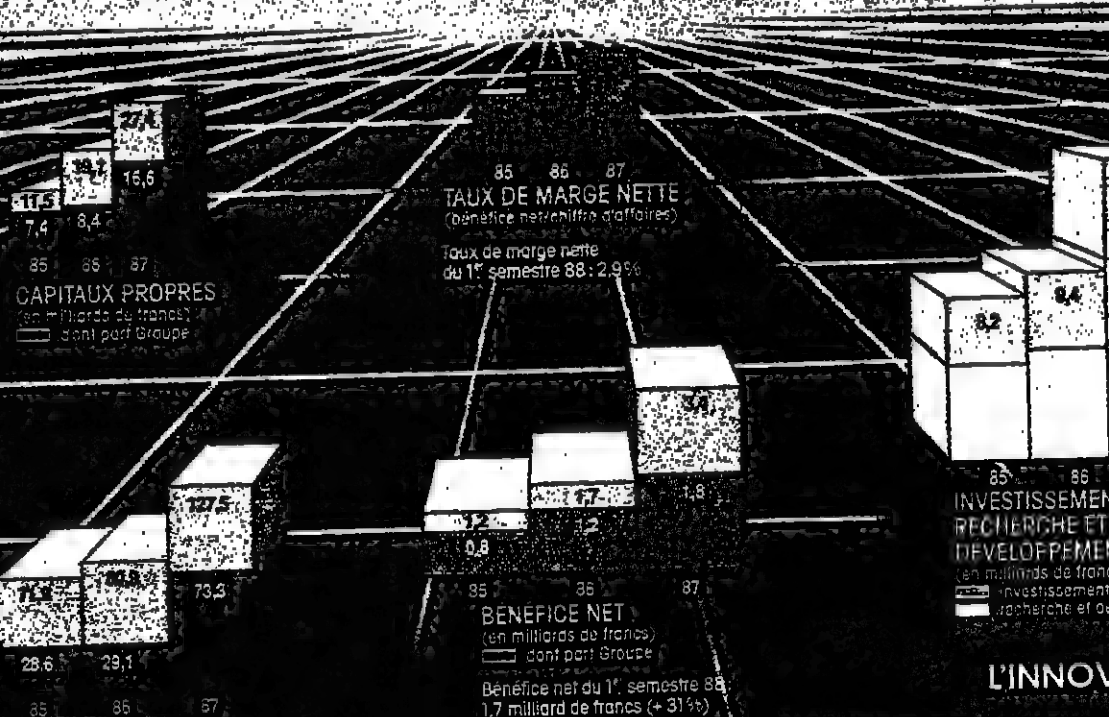
M. Franke, si l'on exclut les variations saisonnières, « la bonne situation conjoncturelle a porté ses fruits » et le nombre d'offres d'emploi a progressé en décembre. L'amélioration de la situation des entreprises s'est en outre traduite par une vive réduction, de 51 % en un an, du nombre de personnes au chômage partiel et par une baisse de 25 % des chômeurs de moins de vingt ans.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CGE ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

Le groupe industriel privé français (et 30 % groupe mondial) classement au magazine *Fortune* d'après les chiffres d'affaires 1987, la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) leader

tion, emet auprès du public un emprunt obligataire convertible de 3,2 milliards de francs. CGE renforce ainsi ses moyens financiers en vue de poursuivre son développement interna-



LA RENTABILITÉ

Chiffre d'affaires des 3 premiers mois 88 : 85,5 milliards de francs (+ 9 % à structures comparables)

### LA CROISSANCE

N°1 MONDIAL

- matériel de transport
- matériel de construction
- matériel agricole
- matériel de défense
- matériel de transport
- matériel de construction
- matériel agricole
- matériel de défense

### MODALITES DE L'EMPRUNT

Montant : 3,2 milliards de francs

Forme : 2,000 milliards d'obligations convertibles

Prêt : 440 francs par obligation

Taux d'intérêt : 6 %

Souscription : à partir du 5 janvier 1989

Priorité des souscripteurs : et souscription leur sera réservée, par priorité, jusqu'au 17 janvier 1989, d'autre part, souscription convertible pour les autres souscripteurs (après le 17 janvier 1989, la souscription sera ouverte à la clientèle générale)

Souscription de l'obligation convertible du 10 janvier 1989, la souscription sera ouverte à la clientèle générale

Date de jouissance et de règlement des obligations : 1<sup>er</sup> février 1989

Classe de rachat : à partir du 1<sup>er</sup> février 1989

Réglement : au pair en francs ou en actions

1<sup>er</sup> janvier des années 1985 à 1988, sur le développement capital

La CGE en direct : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

La CGE en indirect : LAMITEK 3815 cours CGE

### Pour mieux assurer l'honnêteté du marché

## Le ministre de l'économie souhaite que la COB puisse ester en justice

Intervenant mercredi 4 janvier à l'occasion des Rencontres internationales de la Bourse de Paris, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a de nouveau exprimé sa volonté de « donner à la COB (Commission des opérations de Bourse) une responsabilité et une autorité indiscutables ». Alors que la COB est engagée à la demande de son homologue américaine, la SEC, dans une enquête délicate sur des délits d'initié auxquels aurait donné lieu l'achat par Pechiney d'American Can, les propos du ministre étaient particulièrement attendus.

« La COB, sous l'autorité de M. Forge, auquel je dis toute ma confiance, doit veiller au respect de la réglementation des marchés par tous les intervenants », a déclaré le ministre d'Etat. Il estime qu'il « est nécessaire d'améliorer la procédure des enquêtes, afin de la rendre plus efficace et plus rapide ». Le ministre a ajouté : « Je crois même qu'il convient, en ce domaine sensible, de reconsidérer les principes qui gouvernent traditionnellement l'action de la COB. Compte tenu de la difficulté d'établir, en matière boursière, la preuve matérielle de la culpabilité, il s'avère à l'expérience que la procédure de l'enquête administrative a besoin d'être rendue plus efficace afin d'être dissua-

sive. » « Faut-il établir sur des bases juridiques nouvelles une liaison opérationnelle entre la COB et les autorités de police judiciaires ? Faut-il doter la COB de pouvoirs propres, de sanctions financières et de transaction ? » s'est interrogé le ministre.

Il a dit qu'il était « prêt à aller dans cette direction et à proposer au Parlement des mesures législatives nécessaires ». En tout état de cause, le ministre « compte proposer au législateur que la COB puisse elle-même ester en justice, au nom des personnes ou des sociétés qui seraient lésées, contre tout responsable de faits répréhensibles au regard des règles dont elle aura à assurer le respect ».

A propos de la réglementation des Offres publiques d'achat (les OPA), M. Bérégovoy a indiqué qu'il attendait toujours les propositions de la commission que préside M. Yves Le Portz, l'ancien président de la COB. D'ores et déjà, le ministre semble acquis à l'idée de rendre obligatoire, comme en Grande-Bretagne, le déclenchement d'une OPA une fois un certain seuil atteint par un actionnaire. « Un seul de 33 % a été avancé, je le retiens comme base de réflexion », a déclaré le ministre d'Etat.

## Le montant des fraudes sur les cartes bancaires a diminué

Pour la première fois, le montant des fraudes sur les cartes bancaires, qui avait augmenté de 50 % en 1987, a diminué en France en 1988 (- 9 %). Il aura été, l'an dernier, de 320 millions de francs, contre 350 millions en 1987 soit 0,11 % (contre 0,21 %) d'un chiffre d'affaires de 275 milliards de francs pour 920 millions d'opérations (+ 62 %).

La fraude par utilisation de carte volée ou de carte perdue est de loin la plus importante (250 millions de francs, contre 270 millions en 1987). Les contrefaçons, duplications et falsifications s'élevaient à 70 millions de francs, contre 80 millions de francs.

Cinq ateliers clandestins de fabrication ou de falsification de cartes ont été fermés par la police ou par la gendarmerie, 1 000 commerces,

complices d'utilisation de cartes volées, ont été radiés du groupement des cartes bancaires, et 5 000 autres ont vu leur montant de garantie diminuer.

Selon ce groupement, le recul de la fraude est dû à la mise en place de mesures de protection, comme l'apparition, dans l'épaisseur des cartes, d'une ligne fluorescente qui s'apparente au filigrane des billets de banque. En outre, depuis septembre 1988, toutes les cartes bancaires nationales sont progressivement dotées d'un hologramme de sécurité, comme les cartes internationales Visa et Eurocard. Enfin, la diffusion des cartes à microprocesseur se poursuit, avec 1,8 million de cartes en circulation fin 1988 dans les régions Bretagne, Rhône-Alpes et Côte d'Azur.



## Économie

### AFFAIRES

Mis au point par des industriels britanniques

## Le téléphone sans fil Point Tel ouvre de nouveaux marchés

Les Britanniques fondent beaucoup d'espoirs sur cette nouvelle race de téléphone sans fil, connue sous le nom de code CT 2 (Cordless Telephone Number Two). Se heurtant à la mauvaise qualité et à l'insuffisance de leurs cabines publiques, mais pionniers dans le téléphone mobile de voiture, ils déclinent toutes les versions des systèmes combinant téléphone et radio. Avec le Point Tel, leur idée est simple : entre le radiotéléphone (cher) et la radiomessagerie (limitée, car elle ne permet de recevoir que des messages écrits courts), il y a un créneau pour un produit n'offrant pas toutes les fonctions du premier système, mais qui trouverait un public en raison de son prix.

### Un combiné moins cher

Cet appareil, léger et portable, s'adresserait à des usagers en déplacement, ayant davantage besoin de passer des coups de fil que d'en recevoir : un promeneur dans la rue, pressé de téléphoner, peut le faire en dehors de toute cabine publique à condition de se trouver à proximité d'une « borne » placée dans un endroit convenable (par exemple les stations de métro ou les pompes à essence...). Autre exemple : le téléphone de chantier ou... de jardin.

Le nouveau combiné ne coûterait que 3 000 F environ, soit nettement moins que les téléphones sans fil

Deux industriels britanniques ont mis au point un téléphone sans fil de la deuxième génération, le Point Tel. Léger, bon marché et portable, il permettra de passer des coups de « fil », que l'on soit dans la rue, chez soi ou sur son lieu de travail, grâce à un appareil de poche. Les Français s'y intéressent et nouent des alliances outre-Manche : Matra devait annoncer, le 5 janvier, un accord avec Orbitel ; Crouzet travaille avec Shaye ; Alcatel discute avec Ferranti. Et France Telecom est d'accord pour prendre 10 % d'une filiale que British Telecom créerait, si l'opérateur anglais est retenu par les autorités britanniques pour exploiter le nouveau service.

actuels, dotés de toutes les fonctions (réception et envoi d'appels), vendus 35 000 F.

Les appareils testés en Grande-Bretagne fonctionnent dans un rayon de 200 mètres autour de la borne. Celle-ci est de petite taille, d'où la nécessité de la placer dans des endroits convenus.

Selon des études effectuées outre-Manche, où des industriels travaillent déjà depuis deux ans à ce projet, le marché du Point Tel serait aussi important que celui du téléphone de voiture. Ils espèrent séduire des couches de population comme les professions libérales, les cadres en déplacement ou les professionnels « en mouvement » (les représentants, par exemple).

Deux industriels se sont plus particulièrement penchés sur ce type d'appareil : une filiale de Ferranti, qui a fabriqué des systèmes et a présenté sa candidature pour être opé-

ratrice ; et une entreprise, Shaye, créée par une personnalité de l'histoire électronique britannique, M. Clive Sinclair, entreprise dans laquelle on trouve aussi le finlandais Nokia Mobile, l'américain Timex et des sociétés des pays nordiques. Shaye a également développé du matériel, incompatible avec le premier.

### Les Français prennent leurs marques

Les autorités ont donc sollicité les industriels pour qu'ils travaillent sur une norme commune. Parallèlement, une consultation a été lancée pour sélectionner un exploitant de façon à proposer des services concurrents mais fonctionnant sur norme commune. Celle-ci devrait être mise en œuvre vers 1990.

Les autorités britanniques ont reçu onze candidatures pour exploiter ce nouveau service. Parmi elles,

British Telecom, qui a décidé, s'il est retenu, de créer une filiale dans laquelle des étrangers pourraient entrer. Consulté, France Telecom a indiqué qu'il était d'accord pour prendre 10 % de cette filiale.

Sans attendre, les industriels français ont pris langue avec des constructeurs britanniques : Matra devait annoncer, jeudi 5 janvier, un élargissement au Point Tel de sa coopération en vigueur avec Orbitel dans le radiotéléphone. Crouzet coopère avec Shaye, une des deux entreprises les plus en avance. Enfin, Alcatel est en pourparlers avec Ferranti. Les groupes tricolores ont donc pris leurs marques afin d'être en mesure d'adapter la technologie en France au cas où la décision de lancer ce nouveau produit serait prise. Ce qui suppose que l'on règle les problèmes de fréquences, inextricables dans l'Hexagone.

Les Britanniques ne sont pas les seuls à étudier le Point Tel. Les Scandinaves s'y intéressent aussi, avec une autre norme. Un système paneuropéen, connu sous le nom de Digital Cordless Telephone, est également dans les cartons. Mais il se heurte à une difficulté : pour trouver des bandes de fréquences vierges, il faut monter jusqu'à 1,6 Gigahertz, ce qui complique singulièrement la fabrication des composants... L'aventure ne fait que commencer.

FRANÇOISE VAYSSE.

Branniff commande cinquante A-320 et prend cinquante options

## Succès d'Airbus sur le marché américain

Nouveau succès pour le consortium aéronautique européen Airbus. La compagnie américaine Branniff Inc. a annoncé, le 4 janvier, qu'elle allait acheter 50 appareils A-320 auxquels s'ajoute une option pour 50 avions supplémentaires. Cet important contrat représente quelque 3,5 milliards de dollars (21 milliards de francs) et les premiers appareils seront livrés à partir de juillet prochain.

Sans mesurer le coup de fouet que donne ce contrat au consortium européen qui livre une bataille commerciale acharnée à ses concurrents nord-américains et notamment à Boeing, il faut préciser que les 50 A-320 qu'achète Branniff étaient initialement — c'est-à-dire en 1985 — prévus pour Pan Am (un autre transporteur américain) qui pour des raisons financières a dû renoncer à sa commande. Toutefois, Branniff s'engage à livrer 50 avions supplémentaires.

Avec ce contrat, le nombre d'Airbus A-320 commandés par des compagnies américaines s'élève à ce jour à 340 dont 132 en option. Ces appareils, aménagés pour 148 passagers (l'A-320 est le « petit modèle » de la classe Airbus), seront équipés de deux moteurs V 2500 fabriqués par International Aero Engine (IAE) et ont un rayon d'action en pleine charge de près de 5 000 kilomètres. IAE est un consortium formé de Rolls-Royce (Grande-Bretagne), de la firme américaine Pratt and Whitney, de la japonaise Aero Engines Corp., de la société ouest-allemande MTU et de la Fiat Aviazione (Italie). Branniff sera le second transporteur américain après Northwest à exploiter le bi-réacteur moyen courrier A-320. L'A-320 a reçu

fin décembre la certification des autorités fédérales américaines, qui lui permet désormais de voler aux États-Unis.

Cette importante commande — dont les modalités financières font largement appel au crédit-bail — marque également le retour de Branniff de transporteur régional au statut d'important compagnie aérienne. Branniff a redémarré en 1987 après avoir survécu à trois changements de propriétaires à une réorganisation entreprise sous la protection de la législation américaine sur les faillites et au démantèlement de son centre principal d'opérations de Dallas (Texas) à Kansas City (Missouri).

La liste des clients nord-américains ayant commandé des A-320 est la suivante : — GATX (leasing) : 20 ferme livrables en 1989.

— Northwest : 100 livrables de 1990 à 1995.

— International Leasing Finance Corp. : 32 dont 11 options livrables à partir de 1991.

— Air Canada : 54 dont 24 options livrables à compter de 1990.

— Canadian : 34 dont 17 options livrables à partir de 1993.

— Branniff : 100 dont 50 options livrables à compter de juillet 1989.

Outre l'A-320, Airbus Industries a obtenu 108 commandes pour d'autres versions d'appareils depuis la première (34 grands avions A-300) passée par Eastern Airlines à la fin des années 70. Au total, le consortium européen a reçu à ce jour, tous modèles confondus quelque 448 commandes ferme et avec option en Amérique du Nord et 62 ont été livrés.

## Tunis Air va accroître sa flotte

TUNIS de notre correspondant

La compagnie Tunis-Air augmente et modernise sa flotte. Un contrat pour l'acquisition de deux Boeing-737-300 en 1992, puis en 1993, a été signé fin décembre par la compagnie aérienne qui possède dix Boeing-727 et quatre 737.

Mais Airbus vient d'effectuer une percée. Il y a un mois Tunis-Air a

passé un contrat d'achat de trois Airbus A-320-200 équipés d'un moteur franco-américain CFM-56. Deux appareils sont livrables en 1990, et un troisième en 1991. En outre, des options couvrant jusqu'en 1994 pour l'acquisition de cinq autres appareils de même type ont été passées par la compagnie dont la flotte ne comprend pour l'instant qu'un seul Airbus-300.

M. D.

## FAITS ET CHIFFRES

● Les établissements Guille déposent leur bilan. — Les établissements Guille, spécialisés dans la bonneterie et le vêtement pour enfants et basés à Bristoux, dans le département du Tarn, ont déposé leur bilan, mercredi, devant le tribunal de commerce de Castres. Employant huit cent quarante salariés, l'entreprise possède des unités de production à Bristoux, Lavaur et Lacrouzet, dans le Tarn, à Montauban (Tarn-et-Garonne). Cotée au second marché de la Bourse de Bordeaux depuis avril 1985, la société avait réalisé en 1987 un bénéfice de 5 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 178 millions de francs. — (Corresp.)

● Appel à une grève nationale dans les banques le 17 janvier. — Les fédérations FO, CFDT et CFTC de la banque ont lancé, le 4 janvier, un mot d'ordre de grève nationale dans les banques pour le mardi 17 janvier. Cette décision a été annoncée à l'issue de démarches communes auprès des directions générales et des chambres patronales. Les trois fédérations demandent notamment une amélioration des horaires et des conditions de travail, une augmentation des salaires de trente points d'indice pour tous (soit environ

375 francs), un accord national sur la défense de l'emploi et le renforcement de la formation professionnelle.

● Grève reconduite dans une trentaine de Caisse d'épargne. — Selon le syndicat unifié des Caisse d'épargne, 25 % à 30 % des salariés des caisses d'épargne du réseau Ecureuil étaient toujours en grève le mercredi 4 janvier pour la deuxième journée consécutive. Selon ce syndicat, la grève a été reconduite dans une trentaine de caisses (dont Bordeaux et Nantes) sur un total de 320, les autres, comme à Paris, ayant repris le travail. Le syndicat unifié assure que là où la grève a cessé, les directeurs de caisses ont accepté de verser, au printemps 1989, au personnel la prime de bilan pour 1988 qui n'a plus de caractère automatique.

● L'homme de l'année de l'automobile. — M. Jean Peronnin, président de la SOGEDAC, filiale achète de PSA (Peugeot, Citroën), a été élu l'homme de l'année de l'automobile par un jury de vingt-six journalistes réunis par le Journal de l'Automobile. M. Peronnin avait été chargé de la restructuration du réseau des fournisseurs du groupe PSA, tâche qu'il a menée à bien sans bruit et efficacement.

(Publicité)

## ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale, paraît le 6 janvier

### PREMIER DOSSIER

La réforme de l'assurance-maladie en RFA

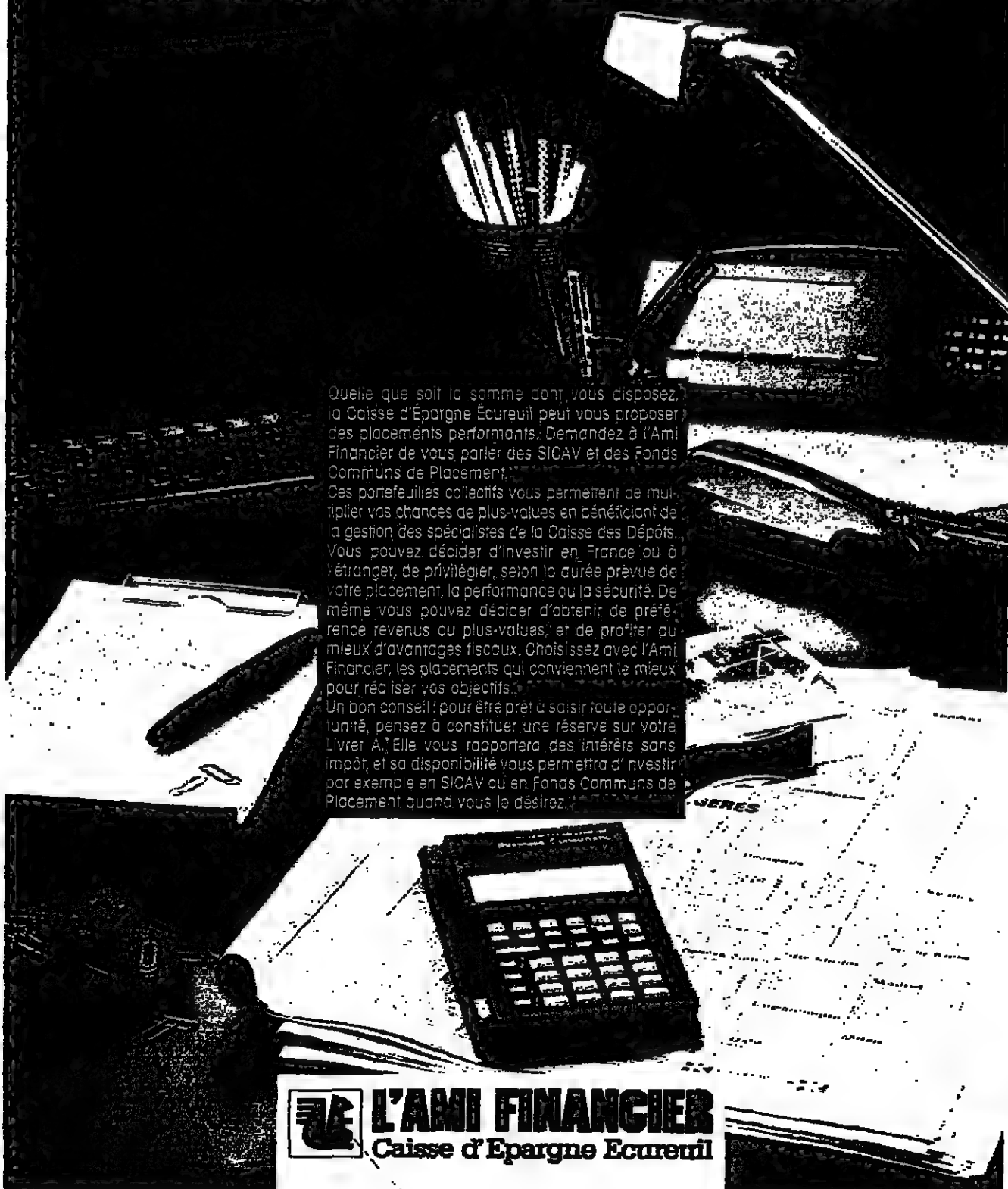
Espace social

est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale

62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS

Abonnements : 45.66.98.11

## Diversifiez vos placements : les SICAV et FCP Ecureuil

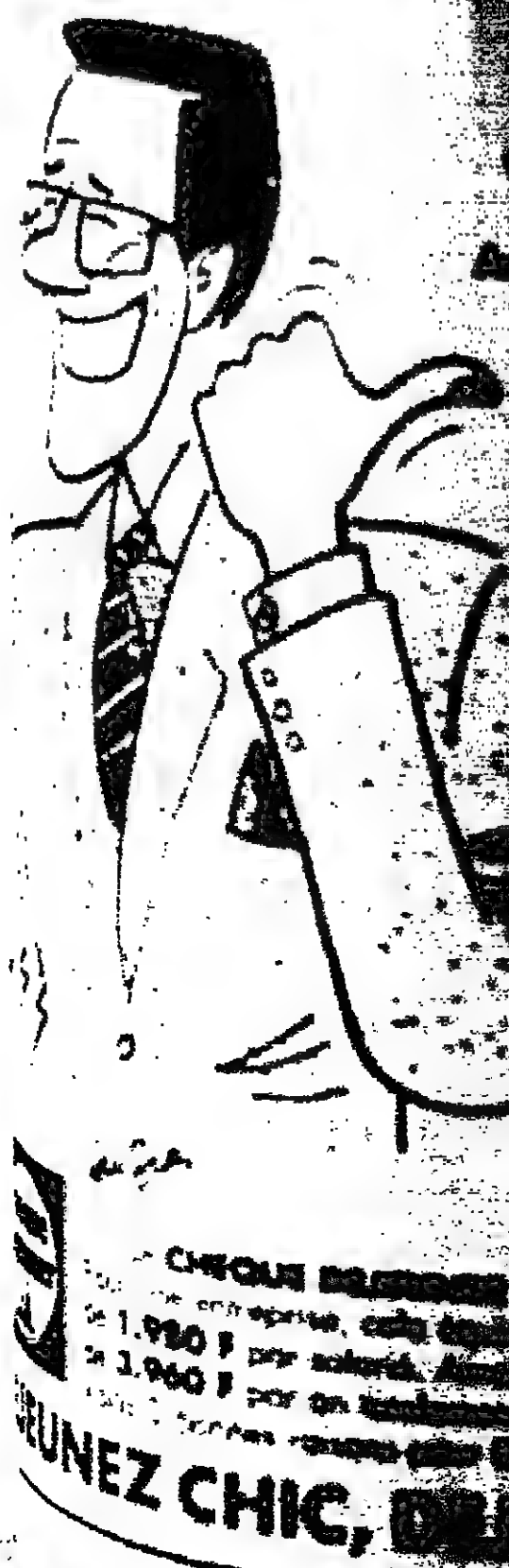


Quelle que soit la somme dont vous disposez, la Caisse d'Épargne Ecureuil peut vous proposer des placements performants. Demandez à l'Ami Financier de vous parler des SICAV et des Fonds Communs de Placement.

Ces portefeuilles collectifs vous permettent de multiplier vos chances de plus-values en bénéficiant de la gestion des spécialistes de la Caisse des Dépôts. Vous pouvez décider d'investir en France ou à l'étranger, de privilégier, selon la durée prévue de votre placement, la performance ou la sécurité. De même vous pouvez décider d'obtenir de préférence revenus ou plus-values, et de profiter au mieux d'avantages fiscaux. Choisissez avec l'Ami Financier, les placements qui conviennent le mieux pour réaliser vos objectifs.

Un bon conseil : pour être prêt à saisir toute opportunité, pensez à constituer une réserve sur votre Livret A. Elle vous rapportera des intérêts sans impôt, et sa disponibilité vous permettra d'investir par exemple en SICAV ou en Fonds Communs de Placement quand vous le désirerez.

**L'AMI FINANCIER**  
Caisse d'Épargne Ecureuil



**CHIQUE D'ÉPARGNE**

... entreprise, cela équivaut à 1.980 F par salarié. Avec la loi de 1960, par un salarié...

**CHIQUE CHIC, DE**











## Marchés financiers

## BOURSE DU 4 JANVIER

[illegible]

Comptant

(selection)

VALEURS

% du soc.

% du pgon

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

Étrangères

A.B.S.

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan

Alcan</

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/1	COURS DES BILLETS Achats      Ventes	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/1	
Extr.-Unité (S. 1)	6 018	6 085	5 980	6 250	Or fin (à la tonne)	80300	80800
ECU	7 100	7 109	.....	.....	Or fin (en lingot)	80400	80100
Allemagne (100 DM)	94 700	94 710	331	351	Pièce française (20 fr)	472	487
Autriche (100 S)	15 253	16 250	15	15	Pièce française (10 fr)	484	493
Belgique (100 F)	302 680	302 610	282 800	312 500	Pièce suisse (20 fr)	389	390
Canada (100 \$)	88 400	88 500	84 500	84 500	Pièce suisse (10 fr)	482	488
Danemark (100 kr)	32 680	32 680	87 500	94 500	Suède	569	569
Grèce (100 dr)	32 700	32 680	10 650	11 350	Pièce de 20 dollars	2705	2730
Grèce-Dracme (E. 1)	10 580	11 036	10 400	4 200	Pièce de 10 dollars	1370	1400
Irlande (100 Ir)	4 109	4 100	3 400	4 600	Pièce de 5 dollars	780	780
Italie (100 lire)	4 638	4 441	4 300	4 712	Pièce de 50 pesetas	3025	3025
Italie (100 lire)	403 450	402 300	380	102 500	Pièce de 10 florins	480	478
Israël (100 NIS)	98 060	98 250	.....	.....	Or Londres	.....	.....
Japon (100 ¥)	488 880	488 880	47 100	50 100	Or Zurich	.....	.....
Suède (100 kr)	48 882	5 404	5 100	5 600	Or Hongkong	.....	.....
Autriche (100 S)	5 500	5 500	.....	.....	Amsterdams	.....	.....
Espagne (100 pes.)	4 138	4 150	3 700	4 400			
Portugal (100 esc.)	5 069	5 097	4 880	5 280			

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

[illegible]

**45-55-91-82, poste 4330**



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 et 5 La destruction de deux chasseurs libyens par l'avion des États-Unis. 6 Brésil : la corruption jusqu'au naufrage. — La question du Sahara occidental. 7 1993 vue de Londres.	8 Les cérémonies de vœux à l'Elysée et les orientations du septennat. 9 Un sondage sur l'influence du Front national. <b>DÉBATS</b> 2 Bicentenaire : « Au nom des lumières », par Jean-Marie Benoist.	10 L'affaire Canson : la principale inculpée met gravement en cause M. Lombard. — Des lycéens enquêtent sur la police. 17 Paris-Dakar : dans les bras d'Agadez.	18 Cinéma : le Cauchemar de Freddy. — Les géants de la danse au Théâtre des Champs-Élysées. 19 Point de vue : « L'avenir de l'Opéra de Paris ou la nuit des morts vivants », par Grange Batellier. — Communication.	23 Le gouvernement maintient son objectif de croissance non inflationniste. 24 Succès d'Airbus sur le marché américain. 25 Les chaudières françaises se disputent les quotas de monnaie. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 17 Campus ..... 22 Cartes ..... 22 Loto, Loterie ..... 22 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 22 Radio-télévision ..... 21 Spectacles ..... 20	• Le bilan politique 88 .POL. • Le bilan économique 88 .REC. • L'année 1988 à travers le monde .INT. • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille .BOURSE 3615 tapez LEMONDE

## Le conflit entre le maire de Marseille et M. Pezet et la préparation des municipales

### M. Pierre Joxe désavoue implicitement l'exclusion du PS de M. Vigouroux

Le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, a été exclu du Parti socialiste par le bureau exécutif du parti, mercredi 4 janvier. Cette décision, prise en application de l'article 80 des statuts du PS, qui sanctionne les membres du parti se présentant à une élection contre le candidat désigné par les instances compétentes, a été adoptée à l'unanimité, les représentants du courant Socialisme et République (animé par M. Jean-Pierre Chevènement) ne prenant pas part au vote.

En revanche, M. Joxe a implicitement désavoué, jeudi 5 janvier au micro d'Europe 1, cette décision : « Il y a très longtemps que je dis que les conditions dans lesquelles le problème est traité par le PS ne sont pas celles qui devraient être choisies. » Le ministre de l'Intérieur a ajouté : « M. Vigouroux est mon ami. » Aussitôt, M. Pierre Mauroy a regretté la « déclaration malheureuse » de M. Joxe.

M. Vigouroux, qui s'est porté candidat aux prochaines élections municipales à Marseille, alors que les militants marseillais, la fédération et la convention nationale du PS ont désigné M. Michel Pezet pour conduire les listes du PS dans cette ville, avait été invité à se présenter, mercredi après-midi, devant la commission électorale chargée d'examiner les litiges apparus lors de la désignation des candidats.

Le maire de Marseille s'est rendu au siège du PS accompagné d'un ami, M. Roland Amselem, ancien copropriétaire de Gaston Defferre, et de son attaché de presse qui, lui, n'a pas été autorisé à assister à la séance. M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, était présent.

La commission, présidée par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des élections, comprend des représentants de tous les courants du PS (notamment MM. Daniel Vaillant, Gérard Le Gall, M. Yvette Roudy, MM. Alfred Recourt, Daniel Fanchon, Alain Richard, Michel Charzat, Frédéric Rosmini).

Elle a entendu M. Vigouroux pendant une heure et quarante-cinq

minutes. Le maire de Marseille a réitéré ses critiques contre MM. Pezet et Vidal, rappelant que la validité d'un certain nombre de cartes d'adhérent avait été, dans le passé, contestée. Il a réaffirmé que le référendum au terme duquel M. Pezet avait été désigné comme candidat par les militants marseillais, le 27 juin dernier, est, à ses yeux, douteux.

Ces considérations ont amené plusieurs participants, dont M. Vidal, à souligner que la désignation de M. Pezet avait été ratifiée à l'unanimité par la convention nationale du PS, le 13 novembre dernier. Il a été observé, en outre, que les contestations relatives à la validité des cartes d'adhérent n'étaient pas chose nouvelle à Marseille et qu'elles n'avaient pas empêché le vivant de Gaston Defferre, dont M. Vigouroux était l'ami et dont il s'affirme l'héritier.

M. Vigouroux, interrogé sur le type d'alliance politique qu'il entendait réaliser, a répondu qu'il n'exclut personne, à l'exception du Front national. Il a refusé de préciser s'il prévoit de passer un accord avec le PCF, soit dès le premier tour des élections, soit pour le second tour.

M. Vigouroux estime que, étant maire, il est naturellement candidat et qu'il est, au surplus, « le seul qui puisse gagner Marseille » face à la droite.

#### La « tristesse » de M. Fabius

M. Debarge a rendu compte de cette audition au bureau exécutif. M. Pierre Mauroy a indiqué, en réponse à une question de M. Roudy, que le bureau exécutif allait devoir voter sur l'exclusion prévue par les statuts. M. Laurent Fabius a exprimé la « tristesse » que lui inspire la situation marseillaise, qui lui paraît, en outre, « inquiétante ». M. Henri Emmanuelli a déclaré que l'exclusion de M. Vigouroux aurait dû être prononcée dès le mois de juin, lorsque le maire de Marseille avait refusé de présenter sa candidature au vote des militants, puis de se soumettre à leur verdict.

M. Bernard Roman (proche de M. Mauroy) s'est étonné des propos de M. Fabius, qu'il a déclaré ne pas « comprendre ». Il s'est élevé, ensuite, contre l'annonce par M. Charzat, au nom du courant Socialisme et République, que les représentants de celui-ci ne prendraient pas part au vote. M. Pierre Guindon, autre animateur de ce courant, avait indiqué, auparavant, qu'il entendait se borner à « prendre acte » de l'attitude de M. Vigouroux, mais que, localement, les militants de Socialisme et République (dont le chef de file est M. Philippe Sanmarco) respecteraient les décisions du parti. Cette position a paru ambiguë à M. Roman et, aussi, à M. Daniel Percheron.

Tous les autres membres du bureau exécutif ont voté l'exclusion de M. Vigouroux, qui appartenait au PS depuis une trentaine d'années. Cette décision peut avoir, pour le maire de Marseille, l'avantage de faciliter la campagne « apolitique » qu'il entend mener. Elle risque, cependant, de rendre plus malaisée la constitution de ses listes dès lors que tout socialiste qui y participerait serait considéré, lui aussi, comme se mettant hors de son parti.

P. J.

#### M. Yves Sillard devient délégué général pour l'armement

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 4 janvier a nommé délégué général pour l'armement M. Yves Sillard, en remplacement de M. Jacques Chevallier, qui devient conseiller auprès du ministre de la défense.

Autre personnalité, le général d'armée aérienne (cadre de réserve) Jean Sautier, ancien chef d'état-major des armées et ancien chef de l'état-major particulier de M. François Mitterrand, à l'Elysée, remplacera également le ministre de la défense.

[Né le 5 janvier 1936 à Coutances (Manche) et ancien élève de Polytechnique, Yves Sillard a notamment été chargé, en 1965, par le Centre national d'études spatiales (CNES), de constituer le centre spatial guyanais de Kourou. En 1976, il rejoint la direction générale du CNES. En mars 1982, Yves Sillard est nommé président du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), devenu depuis l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). En 1986, il est secrétaire général permanent du comité interministériel Euréka, qui est, à l'origine, un projet français proposé aux Européens en matière de coopération technologique.]

#### BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 janvier

La hausse, toujours

La hausse était d'ores et déjà au rendez-vous jeudi matin rue Vivienne. Elle est encore accrue. En progrès de 0,83 % à l'ouverture, l'indice de cotation s'élevait à une avance de 1,11 % aux alentours de 11 heures.

Fermé de Synthelabo, GMT, LVMH, Cifé, Locafance, Beghin, Midi, Eurotunnel BP.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

La cour d'appel de Paris, par arrêt confirmatif du 8 juin 1988, a condamné James Mills et la SA Editions Albin Michel à payer à Louis Albert Loiseleur des Longuepains la somme de 100 000 F, à titre de dommages-intérêts pour avoir écrit et publié dans l'ouvrage *L'Empire clandestin* des allégations diffamatoires à son égard.

## Sur le vif

### Pastis

Vous aimez, vous, le bouillabaisse ? La savoureuse, la vraie, celle de Marseille ? Moi, j'adore. Surtout en période électorale, c'est un régal, le bouillabaisse marseillaise, avec ses vieux croutons, ses fromages et sa rouille. Celle que je préfère, c'est celle de la mère Charles-Roux : vous savez, Edmonde, la veuve à Deferra. En bonne cuisinière, elle hésite pas à changer de recette selon les arrivages et la qualité des produits.

Il y a quelques années, elle mettait du Pezet partout : à la fédération du PS, à la présidence de la région, et jusque dans l'assiette de son mari. Et puis, quand le Pezet s'est révélé indigeste, on dit même qu'il a provoqué la mort de Gaston Defferre, elle l'a jeté dans le bœuf. Elle l'a mis dans le bœuf, ça, plus tard, dans les colonnes du *Provençal*, en insinuant que le « petit marquis », c'est comme ça qu'on le surnomme, était pas tellement porté sur les dames. Et elle a installé Vigouroux, un obscur conseiller municipal à la voirie, dans le fauteuil de son mari.

Il lui a plu, ce fauteuil, à Vigouroux, et le bureau avec, il a une belle vue sur le Vieux-Port. Et, bon, il veut pas le céder à Pezet en mars. Et Pezet veut le

lui prendre. Et les amis à Pezet, tout petit marquis qu'il est, il en a des masses, veulent le lui donner. Ils menacent : Pousse-toi de là qu'il s'y mette. Allez, dégage ! Tu refuses ? OK, très bien, on te connaît plus. On te raye de nos listes. T'es plus membre du PS.

Moi, pauvre conne, quand j'ai appris ça, hier soir, j'ai sauté sur mon téléphone et j'ai appelé notre correspondant dans le Midi :

— Dis donc, c'est ce qui pouvait lui arriver de mieux à Vigouroux, plus d'étiquette, l'ouverture, il va ramasser des voix à gauche, à droite et au milieu, et il sera réduit les doigts dans le nez.

— Les doigts, c'est toi qui te les mets dans l'œil. Sans l'appui du parti, il est foutu. Et c'est pas Pezet qui va gagner, il est pas aimé ici, c'est Gaudin. Tu le vois, le pose à Léo, il jubile, il plane, il grimpe aux rideaux. Merci, les sociaux !

— Attends, attends, c'est pas encore joué. Si vraiment il lui faut une carte du PS, à Vigouroux, il a qu'à en demander une faussée aux mecs qui l'ont viré. Edmonde a dit ce matin qu'il y en a pas un qui en ait une vraie !

CLAUDE SARRAUTE.

### URSS

#### Emeute afghane à Tachkent

Un groupe de cadets afghans, étudiants à l'académie de police de Tachkent, capitale de la République soviétique d'Ouzbékistan, en Asie centrale, a provoqué, mardi 3 janvier, dans le centre de la ville une émeute qui a fait au moins un mort — un bébé de six mois — et dix-neuf blessés.

Selon Radio-Tachkent et le quotidien local, *Pravda Vostoka*, les jeunes Afghans se trouvaient sous l'emprise de l'alcool et de la drogue. D'après le correspondant du *New York Times* à Moscou, qui a mené l'enquête par téléphone, cet incident est révélateur à la fois du malaise des recrues afghanes à l'approche du retrait des troupes soviétiques de leur pays et des difficiles relations entre Afghans et Ouzbeks. Ceux-ci

reprochent notamment aux cadets afghans leur comportement peu religieux au regard de la foi musulmane. L'incident aurait d'ailleurs commencé lorsque plusieurs Afghans se sont intéressés d'un peu trop près à un groupe de jeunes femmes ouzbeks, près du bazar de Tachkent.

La police a tenté de ramener les Afghans dans leurs quartiers, mais les cadets, armés de couteaux et de pierres, ont résisté. Selon certains témoignages, ils auraient tenté en vain de s'emparer du dépôt d'armes de l'académie militaire et auraient pris des otages.

Quelque dix mille Afghans étudient chaque année en URSS, d'après des chiffres fournis par Kaboul.

■ **ANGOLA** : début du retrait du contingent cubain. — Le retrait du contingent cubain d'Angola commencera le 10 janvier, a confirmé, mercredi 4 janvier, le président Fidel Castro dans un discours à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution cubaine. Les premiers des trois mille soldats que La Havane a décidé de retirer d'Angola avant le 1<sup>er</sup> avril arriveront le 11 janvier à La Havane, a précisé Fidel Castro. Le reste, 8-10 mille, sera évacué progressivement.

■ **AFRIQUE DU SUD** : Projet de loi sur l'intégration. Les Noirs, au gouvernement, ont adopté mardi 3 janvier, un projet de loi qui, une fois adopté par le Parlement, permettra aux Noirs de faire partie de l'exécutif

sud-africain actuellement aux mains des Blancs. Le projet sera discuté au début de la prochaine législature qui débutera en février. Aux termes de la Constitution, les Noirs sont exclus du Parlement.

■ **ENTRÉE DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN** et du chef du KGB. — Le chef du KGB, M. Vladimir Kriouchkov, a reçu mercredi 4 janvier, pendant quatre-vingt-dix minutes, l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, M. Jack Matlock, à la demande de ce dernier. Amorceant la nouvelle, l'agence Tass n'a fourni aucune précision sur cet « entretien détaillé », qui constitue une première dans les relations soviéto-américaines. Selon l'ambassade des États-Unis, également, il n'y a pas de détails, il s'agit simplement d'un des entretiens que M. Matlock a demandé aux dirigeants soviétiques.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

Un jugement de la 3<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de grande instance de Paris du 6 mai 1987, entre :

— Le GAZ DE FRANCE

et : M. Serge André Roger HEUZE, agent technico-commercial, demeurant chez M. LERAT, 4, rue de la Prévoyance à VINCENNES (94).

Déclare Serge HEUZE non coupable du délit de publication fautive ou de nature à induire en erreur en ce qui concerne le coupon-réponse de couleur bleue, rose et noir sur fond blanc référencé au dossier sous la mention « Annexe 3 ».

Le déclarant coupable du délit de publication fautive ou de nature à induire en erreur en ce qui concerne les deux coupons-réponses référencés au dossier sous les mentions « Annexe 4 et 5 ».

Le condamne à 1 an d'emprisonnement avec sursis, 10 000 F d'amende et à payer solidairement avec BRENI Miloud 10 000 F à titre de dommages et intérêts, 1 000 F au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale et aux dépens.

Ordonne la publication du jugement, par extrait, aux frais du condamné, dans « LE MONDE » et « LE FIGARO ».

Pour extrait, M. Michel FARMINTIER, avocat à la Cour.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LE MONDE RURAL**

Avec réimpression des articles de :

René HALLAT Bernard THARREAU

Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à :

APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

A B C D E F G

#### « Je reste socialiste »

Après sa comparution devant la commission électorale du PS, M. Robert Vigouroux est rentré immédiatement à Marseille, où il a appris la décision d'exclusion prise à son encontre par le bureau exécutif national. Il semble qu'il s'attendait plutôt à une mesure, moins dure, de suspension ou à un simple constat d'auto-exclusion ménageant mieux ses chances de réintégration ultérieure dans son parti.

Dans une déclaration à la presse, le maire de Marseille s'est pourtant efforcé de faire bonne figure en réaffirmant sa profession de foi socialiste. « *Tai l'été, je reste, a-t-il affirmé. Cette exclusion ne change rien à ma façon de penser. Dans une situation comme celle-là, il faut savoir prendre le dessus. J'ai déjà vécu d'autres situations graves dans ma vie. L'essentiel, pour moi, est, à Marseille de faire obstacle à la droite et, surtout, à l'extrême droite. Pendant trente-trois ans Gaston Defferre a dirigé cette ville. Ma mission est actuellement de poursuivre dans le même sens.* »

« *J'ai vingt-cinq ans de parti, vingt-cinq ans de militantisme et et vingt-cinq ans de discipline. Mon objectif est que cette ville continue à être gérée de façon socialiste avec un grand « S ». Mon étiquette reste la même. Celle d'un socialiste d'idée, d'esprit et de cœur.* »

GUY PORTE.

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1989 a été tiré à 478 420 exemplaires

ROBERT BEAULIEU  
FOURRURES

TOUT DOIT  
DISPARAÎTRE

-60%

AVANT MISE EN PLACE DE LA COLLECTION  
1989-1990

2, RUE DE SÈVRES PARIS 6<sup>e</sup>  
59, RUE LA BOÉTIE PARIS 8<sup>e</sup>

Etats industriels  
différentiation des an

Le temps

LA BA  
de CL